

• mai 1993 • n° 369 •

IMPRECOR

• P R I X : S E V I T F S / I 5 0 1 8 •

Afrique du Sud :

La négociation et la rue

France :

Fin d'époque

Débat :

La contrainte écologique

Dossier :

L'économie au point mort (2)

SOMMAIRE

3

EDITORIAL

Vers une intervention militaire ?
Catherine SAMARY

4

AFRIQUE DU SUD

La négociation face à la rue
Siro PETRUZELLA

7

SENEGAL

Hold-up électoral
Badara N'DIAYE

9

AUSTRALIE

Tremblement de terre électoral
Ken DAVIS

11

FRANCE

Une page est tournée
François OLLIVIER et Christian PICQUET

15

EUROPE

De Copenhague à Paris, la gauche ?
François VERCAMMEN

17

GRANDE BRETAGNE

Regain
Phil HEARSE

DOSSIER ECONOMIE (2)

18

Les contradictions du néolibéralisme
Jesus ALBARRACIN

23

SUEDE

Un jour, la reprise viendra
Dick FORSLUND

27

ETATS-UNIS

La santé au prix fort
Doug HENWOOD

33

ECOLOGIE

Quid de l'écologie politique ?
Sami JOSHUA

36

NOUVELLES DU MONDE

HAÏTI — EX-YOUGOSLAVIE — BELGIQUE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Bienvenue dans le numéro de mai d'Inprecor !

Pour ce numéro nous avons opté pour une illustration abstraite et relativement homogène ; nous remercions au passage les camarades de la revue *Viento Sur* dans laquelle nous avons largement puisé les illustrations. La formule mensuelle désormais consacrée comprend un dossier par mois, sur un thème particulier. Les trois premiers numéros de 1993 sont encore disponibles avec, au sommaire :

✓ février 1993 (n° 366) : L'intégrisme islamique en Palestine

✓ mars 1993 (n° 367) : Europe de l'Est, le mirage du marché

✓ avril 1993 (n° 368) : L'économie au point mort

Si vous ne les avez pas encore, vous pouvez les commander. Par ailleurs, c'est toujours une excellente idée de vous abonner et d'abonner votre entourage.

La rédaction

Correspondance
de Presse
Internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux
libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Vers une intervention militaire ?

La victoire (relative) d'Eltsine lèvera-t-elle un des obstacles bloquant une intervention militaire de l'ONU appuyée par l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie ? Celle-ci serait dès lors le terrain d'expérimentation du rôle nouveau "pacificateur" dévolu à l'OTAN depuis la chute du Pacte de Varsovie — elle est déjà le terrain d'une réactivation militaire de l'Allemagne dont les effectifs participent à la surveillance du ciel bosniaque.

Catherine SAMARY

Il ne serait pas impossible que dans cette vaste recomposition de l'après-guerre froide, des forces militaires de l'Europe de l'Est soient incorporées à celles provenant de l'OTAN. Eltsine a déclaré le 27 avril à Moscou qu'il « *est temps de prendre des mesures décisives pour mettre fin au conflit* » en Bosnie-Herzégovine. Sans préciser de quelles mesures il pourrait s'agir, il ajoutait que la « *Russie ne protégera pas ceux qui s'opposent à la communauté mondiale* ». Toute l'ambiguïté de la situation est que s'opposent en Russie deux fronts réactionnaires au plan intérieur comme international : l'un sur des bases libérales à la recherche d'un Etat fort pour imposer la discipline marchande, allié aux Etats-Unis au plan international ; l'autre dans le cadre d'alliances socialement ambiguës pouvant aller jusqu'à l'extrême droite "patriotique", rejetant au plan interne comme international les diktats étrangers : c'est ce front-là qui se porterait volontiers au secours des "frères serbes".

Larmes de crocodile

La dite "Communauté internationale" se divise en réalité, sans point de vue unanime ni stable sur la question yougoslave. D'abord parce qu'il n'y a pas d'enjeu majeur et unificateur dans l'ex-Yougoslavie, ni de but politique clair pour une intervention militaire qu'elle veut limitée. Sous la pression des images médiatiques données de la guerre, elle condamne avec violence ce qu'elle a entériné en pratique. Elle a accepté fondamentalement le plan de découpage de la Bosnie-Herzégovine sur des bases ethniques, soutenu par les nationalistes serbes et croates depuis le début de la guerre : car le plan Vance-Owen est un avatar du projet initial de découpage de ce territoire mélangé en trois "cantons" ethniques. Les rencontres entre le président croate Tudjman et son homologue serbe

Milosevic avant la guerre en Bosnie-Herzégovine furent prolongées par celles qui se tinrent à Graz, en Autriche entre les chefs de guerre Radovan Karadzic et Mate Boban au printemps 1992 sur ce même sujet : le partage de la Bosnie-Herzégovine. Mais Radovan Karadzic, chef de guerre des nationalistes serbes de Bosnie-Herzégovine, veut obtenir l'équivalent de ce qu'ont d'ores et déjà conquis les forces croates du HVO dirigé par Mate Boban : une véritable république qui puisse s'accoler à la Serbie comme l'Herceg-Bosna de Boban l'est à la Croatie. La politique grand-serbe, ses violences et ses crimes sont connus et dénoncés chaque jour par la presse. Il s'agit de l'agression la plus meurtrière, la plus centrale. On dit moins qu'elle se trouve de fait légitimée par la politique nationaliste croate.

Nettoyage ethnique, version croate

En Herceg-Bosna dirigée par Mate Boban, on distribue aujourd'hui des passeports croates et le HVO soutenu par Tudjman exige des Musulmans "l'application du plan Vance-Owen" : c'est-à-dire le retrait hors des "provinces croates" des forces bosniaques. Là et au centre de la Bosnie, le nettoyage ethnique se réalise dans des affrontements armés, à l'ombre de l'agression serbe, plus visible. Celle-ci demeurera une menace permanente pour les enclaves musulmanes que Vance et Owen ont généreusement "conservées" aux Musulmans : mais pourquoi Srebrenica et pas Mostar et les autres villes de l'Herceg-Bosna où les Musulmans sont majoritaires et où ils sont aujourd'hui écartés de toute responsabilité puis repoussés par leurs "alliés" croates ? Ce sont ces derniers qui ont forcé Izetbegovic à signer le plan.

Srebrenica empêche que le territoire serbe fasse un tout. Mais en quoi est-ce une base viable et cohérente d'accord pour

un "plan de paix" ? En réalité l'ONU et la "Communauté internationale" sont confrontées à un choix inextricable : soit elles se décident à faire appliquer ce pseudo-plan de paix coûte que coûte.

Mais il leur faut alors s'engager à protéger réellement, et pas quelques jours seulement, ces enclaves-là, soit il s'agit finalement d'accepter jusqu'au bout la cohérence réelle du plan : c'est-à-dire la recherche d'une paix par la séparation territoriale des communautés. Mais il est alors inévitable d'accepter des territoires homogènes et d'aider à les évacuer "humainement".

Ce n'est pas la complexité du conflit yougoslave qui a paralysé la dite "communauté internationale". Ce sont ses propres critères qui l'ont aveuglée. S'il n'y avait pas de pétrole en Bosnie, il y avait des valeurs bosniaques à défendre. Malheureusement, elles ne comptaient pour rien face aux raisons d'Etat qui gouvernent le monde : la raison du plus fort en fait partie. Or les "forts", les Etats qui comptent aux yeux des grands de ce monde, dans l'ex-Yougoslavie, c'était la Croatie et la Serbie, une fois la Slovénie partie. Comme on le dit à Sarajevo, « *les Croates se battent contre les Serbes jusqu'au dernier Musulman* ». Ce n'est pas la première fois que le conflit serbo-croate se "règle" sur le dos de la Bosnie-Herzégovine.

La seule façon de s'y opposer, c'est de permettre aux forces bosniaques — non seulement aux musulmans mais à ceux qui, Serbes, Croates ou Musulmans veulent vivre ensemble en Bosnie — de se procurer des armes pour résister. Il est vrai que les "alliés croates" bloquent l'accès à la Bosnie centrale et ont déjà gardé les armes à destination de Sarajevo. Mais cela signifie accompagner le mot d'ordre de levée de l'embargo pour les Bosniaques de la dénonciation de toutes les politiques d'exclusion, de dépeçage et d'agression inter-ethnique. ★

28 avril 1993

La négociation face à la rue

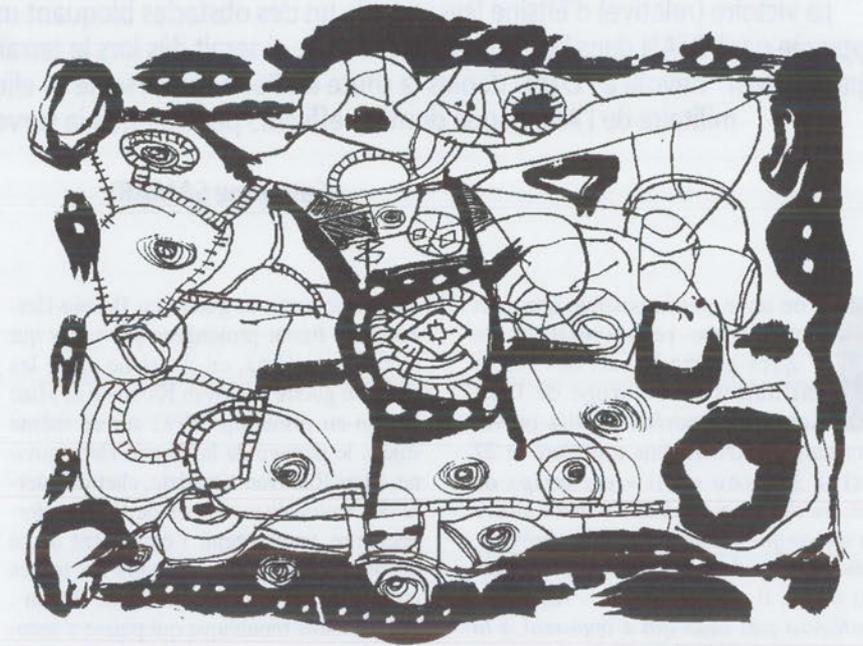
Le matin du 10 avril, Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain et membre du Comité exécutif de l'ANC, a été exécuté devant sa maison de Germinston, dans les faubourgs de Johannesburg. Les liens entre l'assassin — qui se revendique d'un courant pro-nazi — et les sommets du Parti conservateur semblent établis. Chris Hani, élu commandant de la MK (branche armée de l'ANC) en 1987, était le symbole de la lutte armée contre le régime de l'apartheid (1). Sa mort a enflammé les townships sud-africains, où il était très populaire, surtout parmi la jeunesse et les plus déshérités.

Siro PETRUZZELLA

Le quotidien financier anglais *Financial Times*, traduit fort bien les raisons pour lesquelles les porte-paroles de l'établissement blanc sud-africain ont formellement condamné cet assassinat : « *M. Hani était le leader indiscuté parmi la jeunesse des townships, parmi les chômeurs et les mécontents : aucun autre leader ne pouvait si facilement présenter des compromis comme des victoires, ne pouvait argumenter pour la paix en la présentant comme une forme de lutte, bref, ne pouvait rallier la jeunesse radicalisée derrière le projet de solution négociée. C'est ceci qui fait de la mort de Hani une si grande tragédie* » (2).

L'assassinat de Chris Hani est en train de susciter encore plus de protestations que le massacre de Boipatong de l'année passée, qui avait entraîné le départ du Congrès national africain (ANC) de la table des négociations et le début d'une campagne d'action de masse culminant, les 3 et 4 août 1992, sur la plus grande grève générale d'Afrique du Sud (3). Qu'est-ce qui a changé depuis lors ?

La récession économique semble être sans fin. Le Central Statistical Service



(CSS) de Pretoria a, en effet, confirmé le 11 février 1993 que l'année 1992 avait été une année bien sombre. Le Produit intérieur brut (PIB) a reculé de 2,1 %. Ceci s'ajoute aux deux années précédentes, — 1990 et 1991 —, de déclin : - 0,5 % et - 0,9 %. L'affaiblissement de 2,1 % du PIB témoigne de l'accélération profonde de la crise économique, avec des prolongements sociaux prenant des formes de dépression, d'autant plus que les campagnes sont touchées de plein fouet (4).

La reprise introuvable

Le secteur minier traditionnel, encore fort important pour l'économie sud-africaine, est en très fort repli. Ainsi, deux grands groupes miniers, De Beers Consolidated Mines Limited (De Beers) et De Beers Centenary (Centenary), viennent d'annoncer, le 9 mars, leurs résultats : les bénéfices distribuables des deux sociétés sont en baisse de 35 % pour l'exercice clos le 31 décembre 1992 ; la baisse des dividendes distribués sera de 29 % (5). Ces résultats confirment les mauvaises prévisions de De Beers annoncées en août dernier (-2,6 %) (6).

Du côté de l'industrie manufacturière et du commerce, les affaires ne sont pas brillantes non plus. Si l'on examine la principale société sud-africaine, le groupe Anglo American Corporation (qui contrôle

aussi De Beers), et que l'on s'attarde sur les résultats de ses secteurs industriel et commercial, on constate que l'Anglo American Industrial Corporation (Amic) a annoncé le 5 mars une chute des bénéfices susceptibles d'être distribués aux actionnaires pour l'exercice 1992 de 12 % par rapport à 1991 (7). L'Amic doit faire face à un fort endettement et devait réduire son ratio dette-avoirs. Les prévisions pour 1993, qui annonçaient initialement une croissance de 0,5 %, commencent à être corrigées à la baisse. Le groupe Econometrix prévoit désormais une croissance zéro et le groupe bancaire ABSA envisage, quant à lui, une nouvelle année de croissance négative, avec un taux de -0,5 %.

Quant aux premières indications concernant le mois de janvier : la baisse des ventes des véhicules neufs de 8,6 % et celle des ventes de détails de 7 % semblent

1) En effet, Chris Hani était considéré comme le représentant de la frange radicale à l'intérieur de la direction de l'ANC, même s'il s'était depuis longtemps rallié à la voie de la solution négociée et de l'option d'un gouvernement d'unité nationale.

2) "Signs of resilience in a fragile society", *Financial Times*, 13 avril 1993.

3) Voir « Que veut négocier De Klerk ? » *La Brèche*, n° 495, 11 septembre 1992.

4) *Marchés tropicaux*, 5 mars 1993.

5) *Marchés tropicaux*, 19 mars 1993.

6) Voir *La Brèche*, n° 495, 11 septembre 1992. Il faut rappeler qu'à cette occasion l'annonce de De Beers avait provoqué un mini-crack à la bourse de Johannesburg avec une chute de l'index de 155 points en deux jours.

7) *Marchés tropicaux*, 12 mars 1993.

indiquer clairement que l'Afrique du Sud n'a pas encore atteint le point de sortie de la crise et que celle-ci touche aussi un secteur significatif de la population blanche (8).

Les conditions de vie de la majorité de la population noire restent extrêmement difficiles et l'espoir de trouver un poste de travail toujours plus faible. Selon une étude publiée par l'Université de Port Elizabeth, 6 % du total de la force de travail à Port Elizabeth et Uitenhage (Eastern Cape) a perdu son emploi entre janvier 1990 et août 1992. Or, c'est une région économiquement privilégiée. Les prévisions pour 1993, basées sur différents entretiens avec des chefs d'entreprise, annoncent la poursuite de la vague de licenciements. Volkswagen South Africa (filiale du constructeur allemand d'automobiles implantée dans la région du Eastern Cape) prévoit déjà la réduction de sa force de travail de 25 %, qui entraînerait la suppression de 2 300 postes de travail. Or, c'est un des plus gros employeurs de cette région. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

De concessions en reniements

Les négociations pour la "transition politique" ont repris. Encore une fois, elles ont pu redémarrer à partir d'une concession faite par le mouvement de libération, l'ANC. Le document clé à la base de la relance du processus de négociation a été publié en novembre dernier par le Comité exécutif national de l'ANC sous le titre de "Négociations : a strategic perspective". L'élément nouveau de ce document est la proposition d'établir, une fois que les élections pour la nouvelle assemblée constituante auront eu lieu, un gouvernement d'unité nationale avec en son sein tous les partis ayant obtenu un résultat significatif (on parle d'un quorum de 5 à 10 %) pour une période plus ou moins longue ; certains avancent déjà le chiffre de 5 ans.

Parmi les raisons évoquées pour justifier une telle option, deux semblent primer sur les autres. En premier lieu, ceci devrait permettre de garantir une stabilité pendant la période de transition et prévenir ainsi une déstabilisation du pays de la part des forces "anti-démocratiques". L'ANC fait référence ici aux secteurs, entre autres de l'armée et de la police, mais aussi à d'autres extérieurs à l'appareil d'Etat, qui auraient intérêt à entraver la politique du nouveau gouvernement. En deuxième lieu, l'ANC manifeste la volonté d'impliquer toutes les forces politiques, "significatives" (ayant dépassé le quorum), dans le processus de "démantèlement de l'apartheid",



theid", de construction d'une démocratie parlementaire et de "reconstruction nationale". Cette option est loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'ANC lui-même. Elle a été l'objet — et elle l'est encore — de vives discussions dans différentes sections de l'ANC, du Parti communiste et aussi parmi les membres de l'autre allié majeur de l'ANC : la COSATU (la principale centrale syndicale sud-africaine) (9).

Cette vague de protestations internes n'a pas débouché sur la structuration d'un courant plus ou moins alternatif, trouvant une expression en termes de programme et de propositions concrètes. Ceci a facilité la rentrée dans le rang des cadres qui avaient manifesté leurs doutes ou désaccords avec le noyau central de l'ANC.

Par contre, pour beaucoup de militants de base, surtout parmi les plus jeunes, les compromis en cascade sont plus difficiles à accepter, et ceci se traduit par la mobilisation actuelle qui explose suite à l'assassinat de Chris Hani. En effet, les militants de base de l'ANC ainsi que tous ceux et toutes celles qui vont très probablement voter pour lui lors des prochaines élections ont des souhaits et des revendications bien précis : la construction massive de logements, la mise en place d'un système éducatif sans exclusions, la possibilité d'accès à la terre pour tous ceux et toutes celles qui sont disposées à la travailler, le développement d'un système de santé accessible à tous.

Ces revendications combinées, sociales et démocratiques, se heurtent de front à l'héritage structurel de l'apartheid au plan socio-économique. Elles font historiquement partie de la "Charte de la liberté", qui représente la plate-forme de l'ANC depuis 1955, et ont donc forgé la

conscience collective, qui se trouve de plus aisément confortée par la réalité de la vie quotidienne.

De son côté, le gouvernement De Klerk fait la sourde oreille. Début mars, le nouveau ministre des Finances, Derek Keys, a présenté son modèle économique pour une nouvelle Afrique du Sud. Ce plan économique articulé sur 5 ans est très similaire à un programme classique du Fonds monétaire international (FMI) avec quelques correctifs du côté des coûts sociaux de la restructuration, imposés en grande partie par l'existence d'un fort mouvement syndical dans le pays.

La réponse du gouvernement

Ainsi, le programme propose une réduction importante des dépenses de l'Etat : elles doivent passer de 26,8 % du PIB en 1992 à 20,1 % en 1997, ce qui doit viser aussi le secteur économique nationalisé, important en Afrique du Sud (11). Ensuite, il se propose de réduire de 48 % à 40 % le plafond de l'imposition des entreprises et de 43 % à 40 % celui de l'imposition directe des personnes.

Ces mesures fiscales sont couplées avec une augmentation de 4 % du taux de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), c'est-à-dire de l'imposition indirecte. La TVA doit passer de 10 à 14 %. Il y a dans cette opération fiscale un processus de redistribution de la charge en défaveur des plus

8) *Marchés tropicaux*, 5 mars 1993.

9) *SouthScan*, 19 février 1993.

10) Par exemple, Harry Gwala, dirigeant de l'ANC au Natal, après avoir publiquement exprimé son désaccord face à ce choix de la direction, est rentré dans le rang.

11) *Business Day*, 10 mars 1993 ; *SouthScan*, 26 février 1993.

pauvres, soit des Noirs (12). Selon le plan, les mesures envisagées devraient permettre de relancer une "épargne" — autrement dit augmenter les avoirs des riches — qui serait la condition d'une relance de l'investissement. On retrouve là une recette à la Reagan. Le pouvoir d'achat des masses noires ne semble pas être, pour le FMI et ses disciples sud-africains, une condition de relance de l'économie en créant une demande. La deuxième précondition pour la relance, toujours selon les mêmes experts, réside dans la baisse des salaires réels.

Quel compromis possible ?

Le plan envisage que l'augmentation maximum du salaire réel ne dépasse pas 0,75 % ! Au cours de l'année 1992, le maintien du pouvoir d'achat pour les travailleurs d'une entreprise était considéré comme une victoire pour les syndicats. En effet, la stabilisation du pouvoir d'achat, d'une part a été très rare et, d'autre part, la pression du chômage est telle que ce seul "acquis" prend une grande valeur.

Le plan du gouvernement prévoit, dans une seconde étape, une plus grande libéralisation des importations à travers la réduction des taxes sur les importations de 9 %, soit un abattement de 27 à 18 %. Ceci diminuera les entrées fiscales d'origine douanière et surtout ouvrira le marché sud-africain aux exportateurs occidentaux.

Les conséquences sociales et économiques de ces plans néolibéraux sur la majorité de la population des pays du Sud, nous les connaissons déjà. Et c'est notamment par rapport aux attentes de la population opprimée d'Afrique du Sud — exprimées d'ailleurs par le passé dans la "Charte de la liberté" de l'ANC — qu'il est légitime de se demander si un partage du pouvoir avec le Parti national de De Klerk pourrait encore permettre de mettre en œuvre un programme de "reconstruction du pays" qui puisse répondre aux besoins de la majorité de la population sud-africaine. Cette question sera au centre du débat social et politique, si le scénario d'un gouvernement d'unité nationale se concrétise.

Pour l'heure, au cours de ces jours d'avril 1993, l'Afrique du Sud est en train de connaître une vague de protestations parmi les plus importantes de son histoire.

Il est clair que celles-ci expriment beaucoup plus que le deuil et la colère face à l'assassinat de Chris Hani.

Le 14 avril seulement, lors de la première journée de deuil national, plus de 90 % des travailleurs sud-africains ne se sont pas rendus au travail. Plus d'un million et demi de personnes ont défilé dans les rues pour exprimer leur mécontentement : face à un processus de négociations qui n'aboutit pas à des résultats tangibles et face à un assassinat qui est perçu



comme l'élimination physique de la figure politique incarnant l'espoir d'une amélioration des conditions de vie de la majorité des Noirs.

Ainsi, même si Chris Hani était devenu un défenseur de l'option du "gouvernement d'unité nationale", une grande partie des manifestants n'ont pas hésité à exprimer leur désenchantement face à l'idée de partager le pouvoir avec un gouvernement dans lequel ils n'ont aucune confiance (13).

En effet, les forces "de l'ordre" de ce gouvernement n'hésitent pas à tirer sur les manifestants, lors de mobilisations pacifiques, comme justement celle du 14 avril. La police a tiré sans sommation sur la foule qui entourait un poste de police fortifié à Soweto, tuant au moins 4 personnes,

parmi lesquelles le secrétaire général de la branche de l'ANC de Soweto, et en blessant 250 autres (14). Le bilan global pour la journée du 14 avril est de 17 morts et de plus de 400 blessés (15).

L'"ordre" meurtrier

La direction de l'ANC a d'ores et déjà annoncé que le mouvement de grève et d'actions diverses pourrait se poursuivre si le gouvernement n'acceptait pas de fixer sous peu une date pour les premières élections au suffrage universel et la mise en place des Conseils exécutifs de transition, qui constituent la première étape de la période d'administration intérimaire (16).

Son objectif est clair : contraindre le gouvernement à faire des concessions sur une série de revendications liées au processus des négociations. L'ANC ne semble pas chercher à construire un mouvement structuré qui modifierait les rapports de forces actuels ; car elle prétend laisser une marge de manœuvre à De Klerk. L'expérience démontre que cette orientation n'a toujours pas abouti aux résultats escomptés.

D'autre part, les difficultés de la direction de l'ANC à canaliser la colère des masses traduisent la distance entre, d'un côté, les besoins sociaux de la population, leurs expressions qui, inévitablement, "ne tiennent pas compte" des "contraintes des négociations" et, de l'autre, une orientation sociale et politique corsetée par le cadre des négociations. La voie des négociations est pavée de nombreuses difficultés et pièges. ★

20 avril 1993

12) La réduction du taux d'imposition sur les entreprises, ainsi que l'augmentation de la TVA sont déjà inscrites dans le budget 1993/94 présenté par le ministre des Finances, Derek Keys, le 17 mars passé.

13) Lors de ces manifestations, on pouvait voir des pancartes portant le slogan : « Nous libérons notre pays avec l'AK-47 ». D'autre part, même Nelson Mandela, dont la popularité et la légitimité auprès de la base du mouvement de libération ne font aucun doute, s'est fait huer lors du rassemblement de Soweto du 14 avril, quand il a fait allusion aux messages de sympathie que lui avait envoyés le Parti national.

14) *Financial Times*, 15 avril 1993.

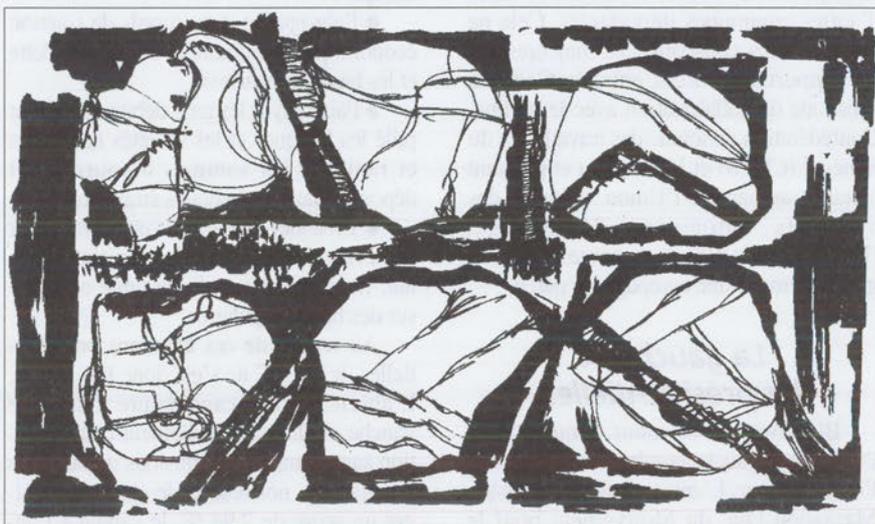
15) *Le Monde*, 16 avril 1993.

16) *Journal de Genève*, 15 avril 1993.

Hold-up électoral

Les élections présidentielles du 21 février 1993 n'ont pas répondu à l'immense espoir suscité par l'adoption d'un nouveau code électoral, considéré comme un acquis démocratique de taille (1). Dans la pratique, le Parti socialiste, membre de l'Internationale socialiste et ses alliés ont étalé devant l'opinion leur manque total de respect de la démocratie.

Badara N'DIAYE (*)



Dès le 20 février, le Rassemblement Bokk Yakar (2) dénonçait dans un appel les pratiques frauduleuses : inscriptions multiples (deux ou plusieurs cartes d'électeurs délivrées à la même personne avec des adresses et filiations différentes) pour permettre plusieurs votes, inscriptions de jeunes de moins de 18 ans sur les listes électorales. Même des bureaux clandestins d'inscription ont été découverts chez des notables du PS après la date officielle de clôture. En réalité la machine de fraude du PS a fonctionné comme un système organisé autour de mécanismes précis :

- l'utilisation de l'appareil d'Etat et de son administration dont certains secteurs décisifs ont été fortement mis à contribution pour bloquer la délivrance de cartes nationales d'identité et de pièces d'état civil. Ceci a été confirmé par le National Democratic Institute (NDI) des USA présent parmi les observateurs internationaux : « *Beaucoup d'électeurs inscrits ne pouvaient pas retirer leurs cartes d'électeurs et/ou leurs cartes d'identité nationale avant le jour du scrutin. Des problèmes liés à la distribution de ces documents ont entamé la confiance dans cet aspect du processus électoral* ».

En outre, les médias ont été utilisés à fond pour couvrir avant les élections, la campagne déguisée d'Abdou Diouf, de ses ministres et de sa femme devenue pour l'occasion responsable d'une fondation dénommée "Solidarité-Partage" ! Durant la campagne officielle, le candidat du PS a

bénéficié d'une couverture médiatique de faveur malgré les dispositions en vigueur dans le code électoral.

- L'utilisation massive de l'argent : ainsi avec un budget de campagne évalué à environ 14 milliards de francs CFA (280 millions de FF), le PS a distribué des sommes énormes à des leaders d'opinion pour obtenir leur soutien. Des responsables du Parti socialiste en sont arrivés à proposer des sommes allant de 10 000 F à 15 000 F à des gens qui accepteraient de déchirer leurs cartes d'électeurs ou de venir grossir les rangs des meetings de Diouf. La question que se posent tous les Sénégalais est celle de la provenance de l'argent.

Menace de répression

- La menace et la répression sélectives par le ministre de l'Intérieur qui a fait arrêter deux éminents porte-paroles de la jeunesse, Talla Sylla et Brin respectivement responsables de la Jeunesse pour l'alternance (JPA) et de Daneel Abdou (renverser Abdou).

- Les pressions de certains marabouts de confréries musulmanes allant du "NDiggeul", c'est-à-dire de la Directive Suprême d'obéissance au chef spirituel à la critique des programmes de l'opposition.

- La délivrance des fausses ordonnances — ces actes juridiques qui peuvent dans des cas précis, remplacer la carte d'électeur pour certaines catégories de personnes — pour assurer les votes multiples.

Le ministre de l'Équipement et de la Mer, membre du bureau politique du PS, a ainsi été surpris par un huissier en train de les distribuer à Ziguinchor, au sud du pays. La disparition de l'encre indélébile, fabriquée par les américains, prévue pour identifier les électeurs ayant déjà voté.

- Le soutien des médias internationaux pour intoxiquer l'opinion et provoquer les populations. Comment interpréter la diffusion par Radio France Internationale des résultats dès le 26 février 1993 donnant la victoire à Diouf, alors que le travail de la Commission nationale de recensement des votes était bloqué ? La commission de recensement est composée des représentants des partis politiques et d'un magistrat, tous membres à part entière. Diouf souhaite modifier sa composition pour les prochaines législatives, et transformer les représentants des partis en observateurs. Quant à RFI, on parle d'une nouvelle tranche horaire qui lui serait accordée prochainement.

- La confirmation par le Conseil constitutionnel des résultats alors qu'ils étaient contestés par l'opposition et une fraction importante de la population. Lorsque la Commission de recensement a connu un blocage et que les procès-verbaux des bureaux de vote ont été transmis

* Membre de AJ/PADS (And Jet/Parti africain pour la démocratie et le socialisme) organisation fondée en 1991, unifiant les groupes de la gauche radicale.

1) Le code électoral a rendu obligatoires l'identification de l'électeur, les isolements et l'encre indélébile.

2) Il signifie "ceux qui partagent le même espoir" et regroupe des partis, groupes, syndicats et individus.

au Conseil constitutionnel, son président, Keba Mbaye a démissionné, jetant le discrédit total sur ce qui fait figure de cour suprême.

Malgré cette armada au service de la fraude électorale, le PS a été battu à Dakar la capitale, à Thiès, à Pikine et dans d'autres communes importantes. Cela ne sera pas sans conséquences majeures sur les rapports de forces entre la Centrale syndicale de collaboration avec le régime, Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS) et le nouveau et puissant syndicat autonome, l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSA). C'est dans ce contexte que la gauche a mené une campagne séparée.

La gauche et les présidentielles

Bien avant les élections, la question de l'unité de la gauche combattive a été mise à l'ordre du jour. L'ancien Premier ministre, Mamadou Dia, du Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU), a lancé des initiatives dans ce sens qui sont malheureusement soldées par des candidatures séparées.

La LD/MPT avait pour slogan "Jallabi", mot qui signifie "changement en profondeur", mais n'exprime pas en l'occurrence une attitude de rejet des programmes du FMI et de la Banque mondiale. Ce parti, très pro-soviétique, est devenu, suite aux mutations à l'Est, partisan de l'économie mixte. Il a mené sa campagne autour de la nécessité d'une autre manière de gérer le pays et est arrivée en quatrième position derrière le PS, les libéraux du PDS et And Jef/PADS.

Le PAI et le PIT qui en est une scission, tous deux d'origine stalinienne, ont formé un bloc avec le PS pour soutenir Diouf. Les organisations nationalistes (PLP, RND) ont fait des scores relativement bas même si leurs thèmes de campagnes reprenaient des préoccupations de la population : "Éthique de gestion", "des ministres qui bossent", etc.

La campagne And Jef/PADS a été menée dans le cadre du Rassemblement Bokk Yakaar, sous le slogan "Folli Abdou" qui signifie "déstituer Abdou". Cet appel tire sa légitimité des conditions d'existence des Sénégalais devenues difficiles suite aux programmes d'ajustement du FMI, et de leur désir d'en finir avec Diouf. En avançant le "Folli", le Rassemblement Bokk Yakaar avait deux objectifs majeurs : battre Diouf, et mettre fin à la bipolarisation de la vie politique par le PS et le PDS (3). Ainsi le "Folli" peut être considéré comme un objectif de "révolution républicaine", c'est-à-dire de déman-

èlement du Parti Etat, de l'omnipotence présidentielle et du clientélisme et de la corruption. Cet espoir d'alternance, comme conquête démocratique, avait pour objectif d'accélérer les conditions d'émergence d'une alternative autour d'objectifs tels que :

- L'abrogation des accords de sujétion économique et militaire (y compris la dette et les bases françaises).

- Faire payer les gros débiteurs qui ont pillé les banques et les sociétés nationales et ramener les sommes détournées et déposées dans les banques étrangères (4).

- Procéder à une réforme agraire par la Révision de la loi sur le Domaine national. La construction d'une unité africaine sur des bases populaires.

Au regard de ces élections présidentielles, le "Folli" ne s'est donc pas réalisé. L'absence d'une candidature unique de gauche explique partiellement cette situation sans compter les illusions démesurées à l'égard du nouveau code électoral. Malgré un score de 2,94 %, le candidat Landing Savané de AJ/PADS est crédité de la meilleure campagne électorale. Ce score est très largement en-deçà de la force sociale de And Jef/PADS et du Rassemblement Bokk Yakaar, de leur rapport avec les populations urbaines et rurales. Avant et pendant les élections, il y a eu une sorte de vote utile qui s'est traduit par un déplacement en faveur du candidat libéral Abdoulaye Wade jugé le mieux placé pour battre Diouf, ce qui a fait perdre à Savané des milliers de voix.

Il n'est pas étonnant que, durant la campagne électorale on ait entendu : « Il faut confier le pays à des mains qui connaissent l'Etat ». Néanmoins, And Jef/PADS a incontestablement gagné en audience, en crédibilité aux yeux de beaucoup de gens, ce qui s'est traduit par l'afflux de centaines de jeunes, femmes, travailleurs et paysans. Alors que le parti doit s'atteler à la résolution des énormes tâches organisationnelles qui en découlent, il doit aussi s'impliquer dans la préparation des législatives de mai 1993.

Un tournant décisif

En fait, il y a autour de l'opposition une sorte d'étau électoral : les Sénégalais iront voter quatre fois d'ici à 1995 : élections régionales, municipales, et rurales. Or l'aggravation de la crise sociale (dérives régionalistes, grèves scolaires et universitaires, etc) et l'absence de réponse du PS, miné par des clans renforcent le sentiment de rejet de Diouf. La liste des candidats du PS a créé des tensions très fortes à la base. L'opinion ne la respecte guère en raison des candidats impliqués

Libérez-les !

Non content d'avoir détourné la volonté populaire de changement, Abdou Diouf, président de l'Organisation de l'unité africaine, du G 15 et de l'Organisation de la conférence islamique, vient de s'attaquer à la jeunesse en arrêtant deux de ses porte-paroles :

Talla Sylla, ancien membre de la Coordination des étudiants de Dakar, responsable du mouvement "Jeunesse pour l'alternance" et Souleymane N'Diaye dit "Brin", très populaire dans les mouvements associatifs de quartiers, responsable du mouvement "Daneel Abdou".

Leur seul tort est d'avoir appelé la jeunesse à voter contre Diouf, contre l'Ecole de la Banque mondiale et l'absence de politique authentique de libération nationale.

Leur tort est d'avoir élevé la voix contre la corruption et ses conséquences sur l'économie.

Exigeons leur libération :

écrire vos lettres de protestation à :

Monsieur Madieng Khary Dieng
Ministre de l'Intérieur, Dakar, Sénégal

dans des détournements et des pillages de sociétés nationales. Mais l'opposition n'a développé jusqu'ici aucune force de résistance au coup de force électoral. A part la résistance spontanée des jeunes qui ont brûlé les maisons de certains responsables du PS, il n'y a eu aucune action d'envergure.

L'opposition est plutôt concernée par les législatives qui, selon elle, devraient déboucher sur un Parlement où l'opposition serait majoritaire. Même la gauche suit cette logique marquée par une insuffisance d'élaboration sur le Parlement, sa fonction et son rôle dans le processus du "Folli". Cette absence de riposte désoriente les masses qui doutent de l'utilité des élections comme moyen de conquérir le pouvoir. L'avenir de la gauche est en jeu : face aux élections, elle est encore divisée, la LD-MPT faisant cavalier seul, le PLP boycottant les élections alors que And Jef/PADS, le Rassemblement national démocratique (CND), la Convention des patriotes et des démocrates (CDP) et les indépendants forment une liste unique dénommée "Jappoo" (unité). ★

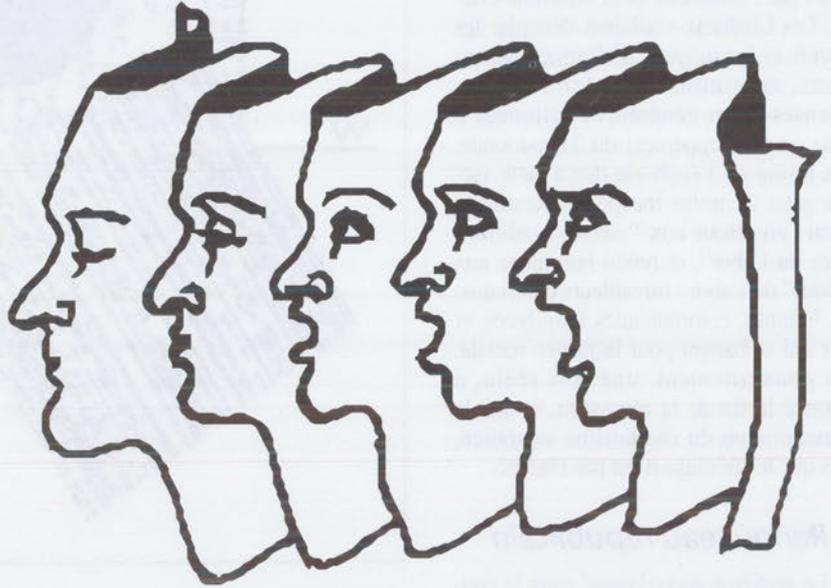
Dakar, 2 avril 1993

3) Le PDS avait formé un gouvernement avec le PS, appelé "Gouvernement de partage du gâteau". Les libéraux l'ont quitté en octobre 1992.

4) Les gros bonnets peuvent emprunter aux banques sans avoir jamais eu d'intention de rembourser.

Tremblement de terre électoral

Contre toute attente, le Labor Party a battu la coalition nationale-libérale lors des élections du 13 mars. A l'issue d'une décennie qui a vu se succéder les gouvernements du Labor Party, et qui culmine sur un taux de chômage dépassant les 10 %, le Premier ministre Paul Keating ne peut guère prétendre que ses électeurs soutiennent sa politique pro-capitaliste. Même si cette dernière est encore fondée sur un accord avec les directions syndicales, elle apparaît de plus en plus proche des milieux d'affaires, ce qui tétanise la base du Parti. Incapables d'organiser une résistance à cette dérive droitière, les fractions de gauche au sein du parti ont disparu.



Ken DAVIS

Les électeurs ont rejeté les stratégies réactionnaires et le rationalisme économique des Libéraux, le parti traditionnel de la bourgeoisie australienne, qui avait pourtant le soutien unanime des médias bourgeois. S'ils engrangent un gain marginal, c'est surtout au détriment des Nationaux, un parti conservateur des fermiers avec lequel ils sont engagés dans une coalition permanente.

Hewson, le dirigeant de cette coalition libérale-nationale, a mené une campagne démagogique et populiste, autour d'un plan de rationalisation économique, appelé *Fightback* (riposte) qui tentait de capitaliser l'énorme frustration qui affecte la société.

Ces dernières années, des gouvernements régionaux dirigés par le Labor, ont été sanctionnés lors d'élections dans les "Etats" de Tasmanie, New South Wales, Victoria et Australie occidentale. Seul le gouvernement d'Etat du Queensland, dirigé par le Labor, a conservé un certain soutien populaire.

La coalition libérale-nationale a fait campagne pour restaurer la prospérité et

l'emploi en abolissant certaines taxes sur le Capital, suppression compensée par la création d'une taxe de 15 % sur les marchandises et les services.

D'autre part, les libéraux entendaient attaquer frontalement le mouvement syndical. Ils prévoyaient de faire passer une loi qui interdirait des grèves et supprimerait les conventions collectives. Les syndicats ne pourraient plus défendre les acquis en cas de travail de nuit ou de week-end, d'heures supplémentaires, de congé parental, congé de formation, pauses-repas et augmentations salariales nationales.

Guerre sociale ouverte

Des travailleurs pourraient être incarcérés s'ils brisent les accords dictés par les patrons. Les libéraux proposaient également de réduire de 3 \$ les salaires horaires des jeunes travailleurs et de couper les allocations-chômage au bout de neuf mois. Les syndicats ont averti leurs membres que sous le régime du "*Fightback* !", ils risquaient une perte de salaire moyenne de 10 000 dollars par an.

Alors que le gouvernement du Labor avait déjà privatisé les banques et les compagnies aériennes, les Libéraux escomptaient accélérer la vente des entreprises publiques, Telecom (la société des communications nationalisées), la Australian National Line (transport naval) et les aéro-

ports étant en première ligne. Ils programmaient de réduire les dépenses du secteur public de 10 milliards de dollars et dont 50 millions de dollars pour le secteur national audiovisuel (Australian Broadcasting Commission).

Le Labor Party au pouvoir avait déjà rendu l'inscription à l'université payante, augmenté les subventions en faveur des écoles privées et religieuses, et fait assumer par le budget de l'Etat la formation professionnelle organisée dans l'entreprise. En accélérant la privatisation du système scolaire, les Libéraux auraient encore renforcé l'inégalité du système éducatif.

Le Labor avait réduit les dépenses de santé, mais les Libéraux voulaient obliger 13 millions de personnes à souscrire une assurance personnelle, consulter dans le privé et s'adresser aux hopitaux rentables.

Sous les gouvernements du Labor Party, l'immigration était passée de 140 000 à 80 000 personnes par an. Des centaines de réfugiés asiatiques avaient été emprisonnés et déportés. Les libéraux voulaient à leur tour ramener l'immigration à 50 000, en accordant la priorité à l'immigration indispensable aux entreprises, en réduisant les programmes humanitaires et en limitant le regroupement familial. Ils avaient également l'intention de remettre en cause le droit à la terre et aux ressources naturelles des communautés d'Aborigènes, ainsi que les acquis imposés

par les mouvements écologiques, des femmes, et des homosexuel(le)s (1).

Le Labor avait repositionné l'impérialisme australien en Asie Orientale. Les gouvernements du Labor ont soutenu les interventions militaires américaines, envoyé des troupes dans le Golfe et en Somalie, et dans les conflits régionaux menés par l'Indonésie et la Nouvelle-Guinée. Les Libéraux voulaient découpler les effectifs et les moyens de l'armée australienne, en diminuant notamment les dépenses "trop généreuses" allouées à l'aide au développement du Tiers-monde. A la faveur de l'euphorie due à cette victoire pour le moins inespérée, Keating a promis un retour aux "valeurs traditionnelles du Labor", et rendu hommage aux "fidèles" du Labor : travailleurs de l'industrie, femmes, communautés immigrées, et ceux qui se battent pour la justice sociale. Son gouvernement, une fois réélu, a annoncé la fin de la récession, et que la restructuration du capitalisme australien, alors que le chômage n'est pas résorbé.

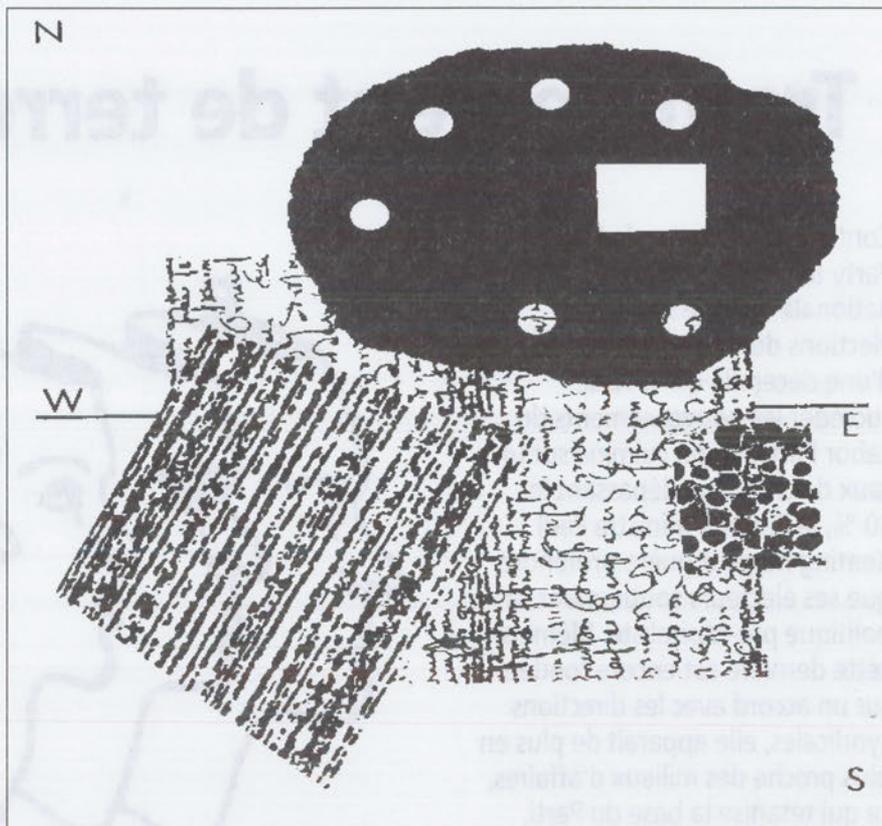
Renouveau républicain

Le septième accord passé entre le gouvernement et les directions syndicales annoncé comme un ballon d'essai, avant les dernières élections, était une nouvelle tentative de garantir la paix sociale, alors que le salaire réel continue de diminuer.

Le sentiment républicain, plus lié au nationalisme bourgeois qu'à la résistance de la classe ouvrière, a été ravivé par Keating. Après les élections, même certains dirigeants libéraux ont admis que l'actuel drapeau de l'Australie qui comporte l'enseigne traditionnelle de l'Union Jack, devrait être remplacé, et que la reine d'Angleterre devrait être remplacée en tant que chef de l'Etat par un président élu (2).

Les petits partis et les candidatures indépendantes ont proliféré lors de cette élection. Le système électoral qui permet des votes préférentiels pour les deux Chambres du Parlement, et comporte par ailleurs la représentation proportionnelle pour le seul Sénat, favorise le vote de conviction, notamment pour les petits partis, car il n'empêche pas d'utiliser son vote pour décider lequel des grands partis constituera le gouvernement.

Cependant, aucune des alternatives, qu'elles soient progressistes ou réactionnaires, n'a capté la frustration et le mécontentement des électeurs, ni présenté de défi cohérent aux deux partis dominants. Les Verts ont progressé sur le plan national, mais reculé dans plusieurs endroits. Les Démocrates, un parti petit-bourgeois, libéral de gauche, et officiellement le troisième parti du système, ont perdu les deux-



tiers de leur électorat, mais pèsent encore dans les rapports de forces politiques, au moins au Sénat.

Dans une circonscription populaire et ouvrière de Melbourne, un candidat indépendant, Phil Cleary, a été réélu, en battant le candidat du Labor avec des "votes préférentiels" des Libéraux. Il avait dû démissionner, il y a quelques mois, sur la base d'un prétexte technico-légal.

Manque d'alternative

Il jouit d'un soutien important en tant que porte-parole d'une campagne exemplaire dirigée contre le gouvernement réactionnaire de l'Etat de Victoria et la politique anti-ouvrière du gouvernement fédéral, dirigé par le Labor Party. Le Parti socialiste démocratique (DSP) a mené la seule campagne clairement socialiste en présentant 15 candidats, presque toutes des femmes (3). Certaines membres du DSP se présentaient en tant que candidates indépendantes, d'autres sous l'étiquette de l'Alliance Verte, ou encore comme candidates vertes indépendantes.

Le DSP a appelé à porter les "votes préférentiels" sur le courant vert majoritaire, sauf dans les cas locaux où les Verts avaient soutenu des lois anti-immigrés. Dans la plupart des cas, le DSP a appelé au vote préférentiel envers les Démocrates petit-bourgeois au détriment du Labor.

Malgré la présence de socialistes ou de progressistes dans certaines circonscrip-

tions, il manquait une alternative politique de classe cohérente. Aucun secteur du Labor Party, des syndicats, des Verts ou des Démocrates n'a mené de campagne prônant des solutions anti-capitalistes au chômage et à la pauvreté.

Beaucoup de formations réactionnaires ont tenté de drainer les électeurs qui abandonnent les partis traditionnels, mais leur score est resté marginal. Le vivier disponible pour les campagnes fasciste, cléricale, ou xénophobe a été récupéré par le populisme des Libéraux, cela n'exclut pas que toutes ces cliques réactionnaires puissent se retrouver dans une force plus cohérente face au nouveau gouvernement de Keating. ★

Melbourne, 15 avril 1993.

1) Le peuple aborigène, malgré les acquis issus de ses luttes pour le droit à la terre et à une certaine justice sociale, vit encore dans des conditions voisines de celles des pays du tiers-monde.

2) Union Jack : nom du drapeau du Royaume-Uni de Grande-Bretagne. Le fait que le chef d'Etat australien soit encore la reine d'Angleterre, représentée par un gouverneur général, est une survivance de l'Australie en tant que colonie britannique.

3) DSP : il s'agit de l'ex-Socialist Workers Party, qui a quitté en 1985 la IV^{ème} Internationale, dont il avait été la section, et qui entretient depuis lors des liens fraternels avec elle.

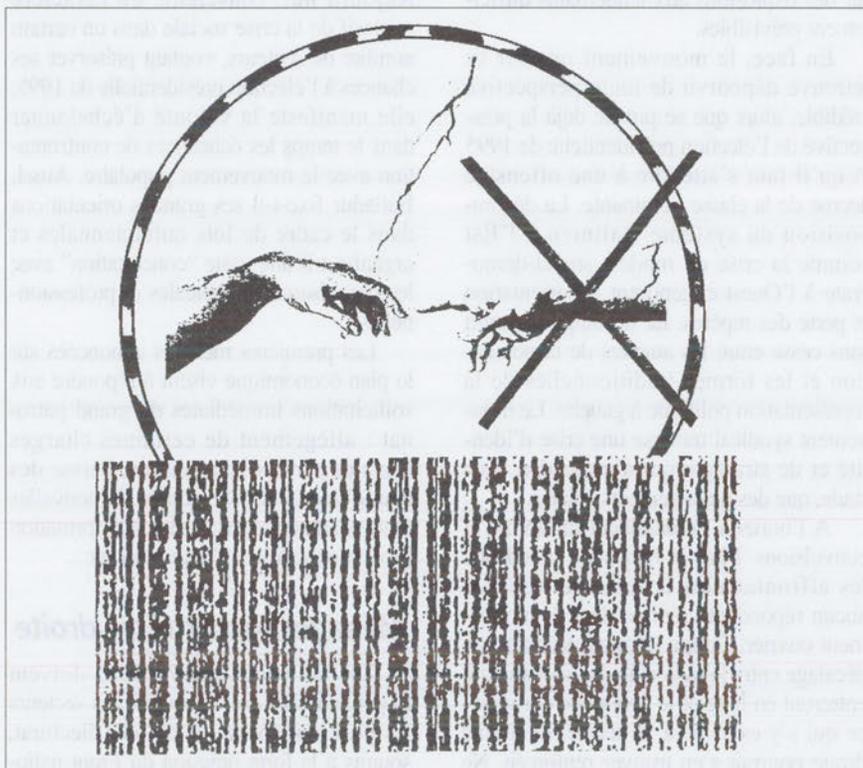
Une page est tournée

Les élections législatives de mars 1993 marquent un basculement de la situation française. Une page est tournée. La période ouverte, au début des années soixante-dix, par l'Union de la gauche et prolongée par l'accession de la social-démocratie au pouvoir en 1981, est close. De ce point de vue, le résultat des 21 et 28 mars confirme et amplifie les leçons de tous les scrutins depuis plusieurs années. La droite et l'extrême droite atteignent, au second tour, 63% des suffrages, tandis que le total des voix de gauche et écologistes passe nettement sous la barre des 40%. Pour la première fois depuis des décennies, la gauche accuse un retard d'environ 27 points sur l'ensemble des partis réactionnaires.

François OLLIVIER
Christian PICQUET

Le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PC) se retrouvent marginalisés dans la nouvelle Assemblée nationale, impuissants à influencer sur le jeu institutionnel. De manière déformée et amplifiée par un mode de scrutin particulièrement injuste, ce résultat reflète donc la dégradation du rapport des forces au détriment des travailleurs.

Cette configuration, comme la composition "introuvable" de la nouvelle chambre ne doit toutefois pas à l'adhésion massive de l'électorat au programme de la droite. Le Rassemblement pour la République (RPR) et l'Union pour la démocratie française (UDF), réunis sous le sigle Union pour la France, n'obtiennent pratiquement pas davantage de voix qu'en 1986. Leur victoire traduit donc surtout l'effondrement de la gauche gouvernante. Il faut, en ce sens, relever les très forts taux d'abstention dans les circonscriptions ou quartiers populaires ainsi que le record his-



torique des votes nuls (un million et demi d'électeurs ont choisi de se rendre aux urnes pour y déposer un bulletin blanc). Des faits qui expriment à la fois le rejet des appareils traditionnels et le désarroi des catégories sociales qui subissent le plus durement les effets de la crise, du chômage et de la précarité, sans pour autant se rallier au programme de la droite.

« Il faut reconstruire »

Le fait majeur de ce scrutin reste le désaveu sans appel du PS. Avec moins de 18% des suffrages exprimés et cinquante députés dans la nouvelle Assemblée, il recueille l'un des plus mauvais scores de son histoire. Ainsi voit-il sanctionner douze ans de reniements, de soumission aux intérêts capitalistes dominants, de corruption de ses élites. Le parti qui était né en 1971 au congrès d'Épinay et s'était reconstruit en profitant de la radicalisation sociale des années 70, se trouve maintenant emporté par l'ampleur du fiasco. "Il faut reconstruire" : tel est le leit-motiv de ses porte-paroles depuis le scrutin.

Aucune alternative n'apparaît cependant à gauche. Les écologistes ont échoué, au regard de leurs ambitions affichées.

Certes, ils passent de 0,32 % en 1988 à 10,70 % cette année. Mais l'alliance des deux partis qui se réclament de cette mouvance - les Verts et Génération Ecologie (GE) - ne retrouve ni le total de ses suffrages des élections régionales de 1992, ni le score qu'escomptaient ses leaders (certains sondages les avaient, par exemple, crédités de 17 % des intentions de vote). Tel est le prix payé pour les ambiguïtés d'un discours prétendant dépasser le clivage gauche-droite et pour les pratiques politiques de certains de leaders, comme Brice Lalonde, fondateur de GE et ancien ministre de François Mitterrand.

Bien qu'il soit parvenu à sauver son groupe parlementaire et à récupérer certains électeurs déçus par le PS, le PC n'en enregistre pas moins un nouvel effritement. Il obtient d'ailleurs ses plus mauvais résultats depuis la Libération. Les courants de la gauche critique n'ont, pour leur part, pas mordu significativement sur l'électorat des partis traditionnels. Quant à l'extrême gauche, ses scores restent stationnaires, même si le total des voix obtenu par ses différents représentants atteint les 5 % dans quelques circonscriptions.

Une situation aux coordonnées bouleversées s'ouvre donc en France. La droite

se retrouve totalement hégémonique dans les institutions, sans mesure avec son poids réel dans le pays. Et elle doit affronter les conséquences de la situation précaire du capitalisme français et d'une crise sociale qui peut à tout moment déboucher sur des explosions aux lendemains difficilement prévisibles.

En face, le mouvement ouvrier se retrouve dépourvu de toute perspective crédible, alors que se profile déjà la perspective de l'élection présidentielle de 1995 et qu'il faut s'attendre à une offensive accrue de la classe dominante. La décomposition du système stalinien à l'Est comme la crise du modèle social-démocrate à l'Ouest engendrent désorientation et perte des repères. Le décalage s'accroît sans cesse entre les attentes de la population et les formes traditionnelles de la représentation politique à gauche. Le mouvement syndical traverse une crise d'identité et de stratégie qui n'engendre, à ce stade, que des reclassements éclatés.

A l'horizon, se dessinent instabilité et convulsions. Mais le risque est grand que les affrontements à venir ne trouvent aucun répondant crédible dans le mouvement ouvrier. Ce qui pourrait accentuer le décalage entre la radicalité des secteurs qui entreront en lutte et le niveau de conscience qui s'y exprimera. A terme, l'extrême droite pourrait s'en trouver renforcée. Ne vient-elle pas de connaître une nouvelle progression, avec 13% des suffrages exprimés, et ne se nourrit-elle pas d'une insécurité sociale qui va croissante parmi les victimes de la crise économique ?

Périlleuse tentative

Le caractère incertain de la situation française conduit la droite à retenir ses ardeurs. Il explique l'apparente modération dont fait preuve le nouveau Premier ministre, Edouard Balladur. A terme, son programme est clair. Il aggravera considérablement la logique libérale développée par les gouvernements socialistes précédents. Sous l'égide de la politique de "désinflation compétitive", l'austérité salariale s'intensifiera, les entreprises concurrentielles du secteur public seront privatisées, l'Education nationale sera démantelée, on allègera les charges fiscales des entreprises, on introduira une plus grande déréglementation du droit du travail et de la protection sociale. Mais, dans l'immédiat, il veut éviter de "faire des vagues".

A l'évidence, la droite a tiré les leçons de son précédent retour au gouvernement, entre 1986 et 1988. A l'époque, son attitude revancharde comme les attaques portées contre le monde du travail et la jeunesse avaient eu tôt fait de provoquer des

réactions en chaîne dans le corps social. Une puissante mobilisation de la jeunesse avait même contraint le gouvernement de Jacques Chirac à abandonner ses projets de réforme universitaire, neuf mois seulement après son entrée en fonctions. Aujourd'hui, consciente du caractère explosif de la crise sociale dans un certain nombre de secteurs, voulant préserver ses chances à l'élection présidentielle de 1995, elle manifeste la volonté d'échelonner dans le temps les échéances de confrontation avec le mouvement populaire. Aussi, Balladur fixe-t-il ses grandes orientations dans le cadre de lois quinquennales et organise-t-il une vaste "concertation" avec les organisations syndicales et professionnelles.

Les premières mesures annoncées sur le plan économique visent à répondre aux sollicitations immédiates du grand patronat : allègement de certaines charges sociales sur les bas salaires, baisse des taux d'intérêt afin de donner de nouvelles marges aux entreprises, aide à la formation professionnelle et à l'apprentissage...

Ménager son extrême droite

Les nouveaux gouvernants doivent toutefois éviter de "décevoir" les secteurs les plus réactionnaires de leur électorat, soumis à la forte pression du Front national (FN). C'est dans ce cadre qu'ils compensent leur prudence sur le plan économique et social par une attitude répressive et brutale en matière de sécurité publique ou d'immigration. Sous l'égide de Charles Pasqua, qui était déjà ministre de l'Intérieur entre 1986 et 1988, sont d'ores et déjà annoncées des mesures destinées à lutter contre le droit des familles immigrées au regroupement, à renforcer les contrôles policiers et à intensifier les expulsions d'étrangers "clandestins". Les retombées de cette orientation sécuritaire ne se sont pas faites attendre. La police, noyautée par des réseaux fascistes et soumise à la pression des discours racistes, s'est sentie délogée de toute contrainte. Un mois après la victoire de la droite, on ne compte pas moins de six "bavures" ayant entraîné la mort de jeunes, issus de l'immigration pour la plupart.

De même, se prépare une réforme du Code de la nationalité qui représentera une attaque sans précédent contre un acquis vieux de plus de deux siècles. Jusqu'alors, les jeunes issus de l'immigration mais nés sur le sol français acquéraient automatiquement la nationalité française. Selon les termes du projet de loi qui sera prochainement soumis à l'Assemblée nationale, ils devront désormais souscrire à une procédure volontaire pour obtenir la nationalité

française. Ce qui introduit une discrimination scandaleuse entre les jeunes, en fonction de leur origine.

Il n'est pas certain que Balladur puisse très longtemps suivre sa tactique actuelle. Du fait de l'affaiblissement des positions du capitalisme français dans une économie mondiale en pleine tourmente, les pressions de divers secteurs de la bourgeoisie vont s'intensifier pour amener le gouvernement à s'en prendre, plus rapidement que prévu, aux conditions de vie et de travail du plus grand nombre. Dans le même temps, le débat va reprendre, au sein de la classe dominante, sur la construction européenne.

Nombre de patrons français proposent ainsi d'en revenir à une politique protectionniste, au niveau de l'Europe ou de l'Hexagone. Ils trouvent insupportable l'exacerbation de la concurrence internationale consécutive à la récession. Pour le nouveau gouvernement, le premier test portera sur la ratification du "compromis de Washington", signé en novembre 1992 par les négociateurs de la CEE et auquel l'ancien Premier ministre, Bérégovoy, s'était verbalement opposé. Grâce à un artifice de procédure, aucun vote n'était intervenu au dernier sommet européen et la crise de la construction européenne avait été évitée. Balladur se retrouve aujourd'hui écartelé entre la pression des agriculteurs - qui subiraient durement l'application du "compromis de Washington", la mise en jachère de certaines terres et la diminution des subventions aux producteurs d'oléagineux - et la nécessité de préserver l'axe franco-allemand, colonne vertébrale de la Communauté. Reste que le retour à une politique protectionniste peut s'avérer d'autant plus nécessaire que des firmes comme IBM ou Ford envisagent aujourd'hui de fermer des entreprises installées en Europe, provoquant la suppression de milliers d'emplois.

Suivre la Bundesbank

La nouvelle majorité devra, en outre, se confronter à la réforme du système monétaire européen. Ses mécanismes obligent la Banque de France à suivre la politique de la Bundesbank. Faute de quoi, le franc devrait dévaluer. C'est ce qui contraint l'économie française à vivre avec de forts taux d'intérêt à court terme alors que, dans le même temps, les Etats-Unis baisse les leurs. L'Allemagne n'obéissant qu'à des considérants d'ordre intérieur, ce sont donc les bases mêmes de la coopération entre les principales bourgeoisies du Vieux Continent qui se retrouvent sur la sellette. Ici apparaît un second facteur de crise de la construction de l'Europe capita-

liste. Au sein de la droite, et tout particulièrement dans l'aile nationaliste et populiste du RPR (1), des voix s'élèvent pour que le franc décroche du mark et que puissent, dans la foulée, diminuer les taux d'intérêt à court terme.

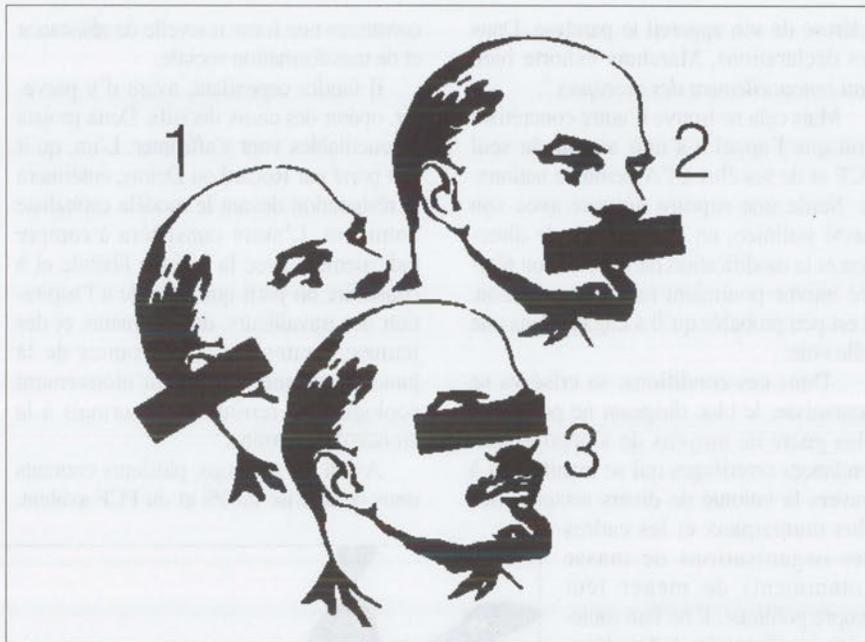
On le voit, c'est bien la perspective libérale sous-tendant le traité d'unification européenne qui est menacée. Même si la droite conserve, dans son programme, l'idée de l'indépendance de la Banque de France par rapport au pouvoir politique, ce qui aurait d'ailleurs pour effet de renforcer sa dépendance envers les marchés monétaires et financiers et donc... la Bundesbank.

A gauche, la décomposition

Le PS, tel qu'il existait depuis son congrès d'Epinais, a vécu. Son comité directeur des 3 et 4 avril a débouché sur une implosion, l'ancien premier secrétaire, Fabius, étant mis en minorité par une coalition de courants regroupés derrière Rocard. Depuis longtemps considéré comme le candidat "virtuel" des socialistes à la succession de Mitterrand, celui-ci est aussi contesté par une bonne partie des caciques du PS. Non qu'il défende une orientation en rupture avec la politique qui mena au désastre électoral de mars dernier. Il plaide même, depuis des années, en faveur d'un *aggiornamento* par lequel la social-démocratie française consacrerait publiquement son ralliement au libéralisme social.

Mais il entend en tirer les conséquences et œuvrer au dépassement du PS, qui romprait ses ultimes attaches à la tradition social-démocrate et au mouvement ouvrier organisé. En d'autres termes, il souhaite sa transformation en un parti démocrate à l'américaine. Durant la campagne électorale, à l'occasion d'un discours qui fit grand bruit, il en appelait à un "big bang" destiné à permettre à une telle formation de s'étendre des écologistes à la droite centriste, en passant par les communistes critiques.

Qu'advient-il de ce projet ? Il est encore trop tôt pour le dire. Simplement, Rocard a gagné la première manche en prenant à la hussarde le contrôle du PS, en ralliant à lui une majorité de courants ou de fédérations et en annonçant la tenue "d'états-généraux" pour le mois de juillet. Il peut, de ce fait, apparaître sous les traits de l'homme qui "reconstruit" la gauche après le naufrage. Mais il doit encore triompher de nombreux obstacles. D'abord, la mutation risque de se résumer à un changement de sigle, dans la mesure où il n'existe guère d'alliés prêts à se lancer dans l'aventure en compagnie d'un PS



qui vient d'essuyer une telle défaite électorale. Ensuite, en s'assurant à la hussarde le contrôle du parti, Rocard n'a pas renforcé son crédit dans l'opinion. Il doit même, à l'intérieur de la mouvance socialiste, affronter l'hostilité du courant de Laurent Fabius - lequel contrôle notamment la majorité des groupes parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale - et du président de la République qui encourage discrètement Delors à faire acte de candidature à la prochaine élection présidentielle. S'il se produit, l'affrontement entre les deux hommes ne reflètera nullement des choix opposés de politiques.

Epinais, suite et fin

Il y a, en effet, belle lurette que Delors fustige l'"archaïsme" du clivage entre la gauche et la droite, ne faisant nul mystère de sa volonté de rallier à lui tous les partisans de l'Europe de Maastricht, à commencer par la démocratie chrétienne dont il est issu. En attendant les échéances décisives, il est fort probable que la décomposition du PS engendrera la formation d'une kyrielle de clubs, cercles et courants de pensée.

Dans ces batailles de notables et d'appareils rivaux, les militants socialistes ne trouveront pas la moindre réponse à leurs questions. C'est ce qui a d'ailleurs amené l'un des courants historiques du PS à entériner sa rupture. Au soir du second tour des élections législatives, son leader, Jean-Pierre Chevènement, avait constaté : « Les Français n'ont pas condamné les socialistes parce qu'ils étaient socialistes, mais parce qu'ils ne l'étaient plus ».

Après le comité directeur, il a entériné la mort du parti d'Epinais : « Ce n'est

même plus une vieille maison, c'est une maison en ruines. Il est trop tard pour la réhabiliter ».

Fustigeant la transformation du PS en « un parti de l'establishment au service d'un projet néolibéral où la droite dite centriste pourra se retrouver », il s'est lancé dans la construction de sa propre formation, le Mouvement des citoyens. Alliant une critique de gauche de la gestion gouvernementale passée (ce qui l'avait amené à s'opposer à la guerre du Golfe puis à mener campagne pour le "non" au référendum de ratification des accords de Maastricht) à des tendances nationalistes prononcées, ce nouveau groupement va désormais devoir préciser sa stratégie et ses orientations fondamentales.

Poursuivra-t-il son évolution vers la gauche et deviendra-t-il une composante de la reconstruction d'une gauche authentique ? Accentuera-t-il son cours nationaliste, allant jusqu'à tendre la main aux gaullistes ou aux secteurs protectionnistes du RPR ? Choisira-t-il d'affirmer son identité particulière en préparant la candidature de son chef de file à la prochaine élection présidentielle ? Son avenir dépendra de la réponse qu'il donnera à ces questions.

Le PC n'offre pas la moindre réponse crédible à la crise ouverte du PS. Bien sûr, il peut encore occuper un petit espace politique et apparaître à certaines fractions du mouvement ouvrier comme un pôle de résistance à la décomposition de la gauche ou aux offensives réactionnaires. Mais la

1) Cette aile, représentée par Pasqua et Seguin, a mené campagne pour le "non" au référendum de ratification des accords de Maastricht.

scélrose de son appareil le paralyse. Dans ses déclarations, Marchais exhorte bien "au renouvellement des pratiques".

Mais cela ne trouve d'autre concrétisation que l'appel à s'unir autour du seul PCF et de ses élus à l'Assemblée nationale. Seule une rupture ouverte avec son passé stalinien, un changement de direction et la modification radicale de son régime interne pourraient redorer son blason. Il est peu probable qu'il s'engage dans une telle voie.

Dans ces conditions, sa crise va se poursuivre, le bloc dirigeant ne possédant plus guère de moyens de s'opposer aux tendances centrifuges qui se manifestent à travers la volonté de divers secteurs (les élus municipaux et les cadres des organisations de masse notamment) de mener leur propre politique. Il ne faut toutefois pas s'attendre à des développements spectaculaires de ce côté-là, le courant "refondateur" de Fiterman oscillant continuellement entre des déclarations d'intention sur la construction d'une nouvelle force et une pratique tournée, pour l'essentiel, vers l'intérieur du parti.

Du côté des écolos

Quant aux écologistes, ils entrent à présent dans une phase de redéfinition de leur stratégie. C'est chez les Verts que cela peut entraîner quelques conséquences positives. Leurs déboires électoraux, la nouvelle situation politique et, désormais, l'ampleur de la majorité de droite à l'Assemblée nationale mettent, en effet, en porte-à-faux leur refus traditionnel de se situer à gauche. L'absence de dynamique électorale de l'"Entente des écologistes" les contraint à s'interroger sur la validité de l'alliance avec GE. Cela provoque un début de reclassements dans la direction, mais la confusion continue à prédominer au sein de ce mouvement.

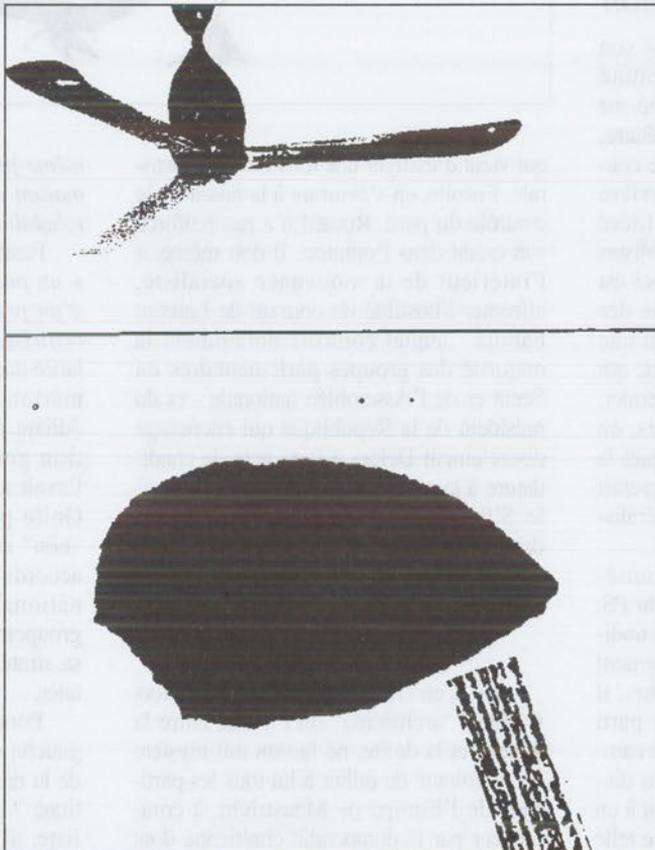
A une large échelle, la nécessité de reconstruire une gauche véritable apparaît comme le principal enseignement de la situation. La combinaison du fiasco social-démocrate et des retombées de la dislocation du système stalinien, dans un contexte de crise économique mondiale et de mutation du salariat, ont affaibli les liens entre les directions traditionnelles du mouvement ouvrier et le monde du travail.

Cela ouvre de nouvelles perspectives à gauche, pour faire du neuf, pour

construire une force nouvelle de résistance et de transformation sociale.

Il faudra cependant, avant d'y parvenir, opérer des choix décisifs. Deux projets inconciliables vont s'affronter. L'un, qu'il soit porté par Rocard ou Delors, entérinera la résignation devant le modèle capitaliste dominant. L'autre consistera à rompre radicalement avec la logique libérale et à construire un parti qui réponde à l'aspiration des travailleurs, des chômeurs et des jeunes. Toutes les composantes de la gauche critique comme du mouvement écologiste se retrouvent désormais à la croisée des chemins.

Avant les élections, plusieurs courants issus de la crise du PS et du PCF avaient,



en compagnie de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e ème Internationale), signé un "Engagement pour changer à gauche". Plus qu'un accord électoral, ce document représentait un constat de convergences sur des valeurs et des objectifs essentiels. Il permit, en particulier de présenter quelques candidatures unitaires, d'éviter la multiplication de situations de concurrence au plan local et d'organiser une quinzaine de meetings communs. Mais l'appel de Rocard au "big bang" n'alla pas sans provoquer des hésitations et des contradictions chez certaines ses composantes. De même, la gauche écologiste (le courant "pluriel" des Verts) est-elle à présent pola-

risée entre les tenants d'une insertion dans les processus de recomposition à gauche du PS et du PCF et ceux qui développent une approche positive des opérations naissantes dans la mouvance social-démocrate.

A l'évidence, la clarification prendra du temps. Car ces débuts de reclassement interviennent dans une phase de recul du mouvement ouvrier, de dégradation considérable des rapports de forces.

Signes prometteurs

C'est sur la base d'un nouveau cycle historique, combinant luttes sociales et affirmation d'un projet de transformation radicale de la société que pourra s'opérer une véritable recomposition. A cet égard, quelques conflits en cours comme le succès de certaines manifestations syndicales (50 000 personnes avec la CGT pour défendre des syndicalistes de Manufrance poursuivis en justice, 20 000 avec la CFDT et FO dans le cadre d'une démonstration de la Confédération européenne des syndicats) constituent des signes positifs.

Mais, dans un premier temps au moins, il se produira une inévitable désynchronisation entre les mouvements sociaux et les réorganisations politiques à gauche. Les explosions sociales - qui se dessinent au travers des manifestations violentes de marins-pêcheurs et d'agriculteurs ou encore le soulèvement de certaines banlieues) risquent de ne pas se reconnaître dans telle ou telle représentation politique.

Il appartient aux révolutionnaires de savoir simultanément stimuler les mobilisations populaires, favoriser leur caractère unitaire et encourager les processus de débat et de réorganisation

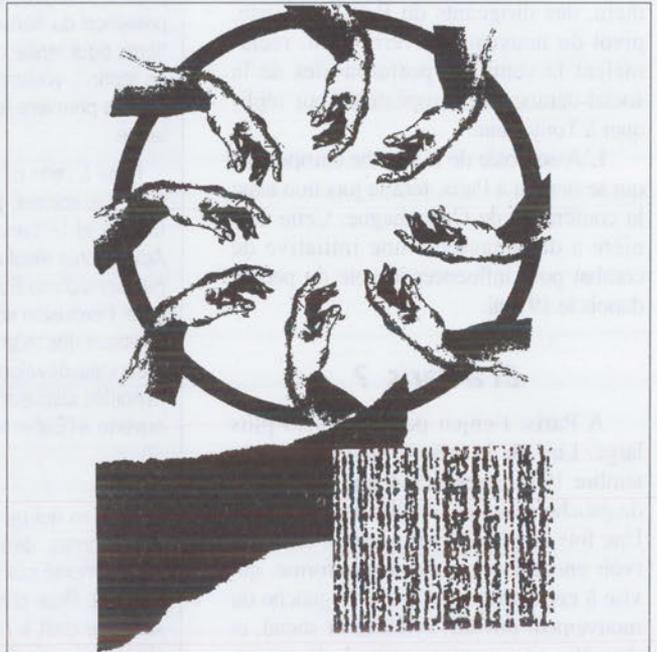
au plan politique ou syndical. Des événements majeurs, des actes fondateurs seront sans doute nécessaires pour transcender des différences liées au passé ou à des divergences politiques et stratégiques. C'est consciente de ces difficultés, mais convaincue qu'il n'existe pas d'autre voie pour reconstruire une perspective de combat et d'émancipation, que la LCR entend se construire. En développant des fronts de résistance sociale aux attaques de la droite ou des possédants et en cherchant, à travers une démarche unitaire résolue, à poser les jalons d'une nouvelle force politique. ★

Paris, 28 avril 1993

De Copenhague à Paris, la gauche ?

Depuis la crise spectaculaire de la CE en septembre 1992, les rencontres se multiplient, les réseaux s'activent. La coïncidence du tout petit "oui" français au référendum (venant après le "non" surprenant au Danemark), les grandes grèves, en Grèce et en Italie, contre l'austérité brutale imposée au nom de "Maastricht", l'implosion du Système monétaire européen, avec le départ de la livre sterling et de la lire, et les dévaluations en cascade dans et aux marges de la CE ont révélé la fragilité de l'édifice. Une étouffante "union sacrée" entre les bourgeoisies, les bureaucraties du mouvement ouvrier et les élites intellectuelles barrait cependant le passage à la manifestation d'une alternative crédible, sauf à droite, où les courants et partis populistes-chauvins et fascistes occupent le terrain vide. Rien à signaler donc à gauche ?

François VERCAMMEN



Si ! Une série de personnalités politiques et syndicales, venant de différents courants anticapitalistes, viennent de lancer un appel à "une assemblée de la gauche européenne", à Paris le 12 juin 1993 (voir encadré).

Succédant à la conférence de Copenhague, "pour une alternative à la CE et l'Union politique et monétaire", ce deuxième rassemblement, cette fois-ci à Paris, fournit une autre occasion de reprendre l'initiative politique sur le plan de l'Europe.

La conférence de Copenhague s'est tenue, les 23 et 24 avril, à l'appel de "Enhedslisten" - alliance rouge-verte, qui regroupe le Parti communiste, les Venstre socialiste et le (SAP) (1). Son objectif était d'intervenir avec le maximum d'efficacité politique dans la bataille autour du référendum qui se tiendra le 18 mai. En juin 1992, 50,7 % des Danois avaient rejeté le traité de Maastricht, même si 80 % des parlementaires (dont les sociaux-démocrates aujourd'hui dans l'opposition) le soutenaient.

Aujourd'hui le Parti socialiste populaire qui était le véritable moteur de la campagne du "non", lors du dernier référendum, s'est rallié au "compromis d'Edimbourg" (2). De ce fait, l'écart entre les aspirations de l'électorat de gauche et

leur représentation politique s'est encore accru. Car le "non" continue de graviter autour de 40 %, avec à peu près 15 à 20 % d'indécis, et cela malgré le chantage économique contre les travailleurs ("le chômage" !) et une intoxication médiatique sans précédent.

Succès à Copenhague

Par ailleurs, comme partout en Europe, il y a un combat important pour l'hégémonie au sein du "non", entre une extrême droite nationaliste et populiste et la gauche socialiste. L'initiative de Enhedslisten a connu un succès spectaculaire. D'abord par la présence des organisations à la conférence du vendredi 23 avril. Devant un panel composé de Tony Benn, Winfried Wolf, Karmelo Landa et de Dorothee Piermont (3), les délégués des organisations suivantes participèrent au débat : les sections de la quatrième internationale du Danemark, de Suède, de France, des Pays-Bas, de Belgique ; les Partis communistes de Grande-Bretagne, de Grèce (4), du Portugal, de Finlande (5) et d'Allemagne (6), l'AMG et l'alliance rouge électorale (7), l'Union démocratique populaire (UDP) portugaise, l'Alliance rouge et verte (AREV) française, Herri Batasuna et le Bloque nationaliste de Galicie, ainsi qu'un parlementaire européen de la gauche du Labour.

Les organisateurs de la Conférence avaient préparé un projet de déclaration politique qui reprenait en termes très généraux quelques idées développées par les orateurs. Malheureusement, certaines délégations des partis communistes y firent objection, moins, semble-t-il, par désaccord, que pour des raisons d'opportunité politique.

Mais la conférence a surtout constitué un important événement médiatique, à la fois par la présence de Tony Benn et l'affluence au meeting du samedi, qui donnent une idée de la très forte légitimité populaire du "non de gauche", fût-il porté par un regroupement politique d'extrême-gauche, non représenté au parlement.

La conférence a été retransmise à deux reprises au journal télévisé du soir ainsi que sur différentes chaînes de radio. Plu-

1) Venstre socialiste : socialistes de gauche. SAP : section danoise de la IV^{ème} Internationale.

2) Social-démocrate de gauche, issu d'une scission majoritaire du Parti communiste, en 1956.

3) Tony Benn : parlementaire du Labour, Grande-Bretagne. Winfried Wolf : rédacteur en chef du *Sozialistische Zeitung*, Allemagne. Karmelo Landa : parlementaire européen d'Herri Batasuna, Pays Basque. Dorothee Piermont : Parlementaire européenne, élue des verts allemands, mais devenue indépendante par la suite.

4) Respectivement KKE et AKDA, la gauche renouée et les écologistes.

5) Parti communiste-Unité.

6) PDS et VSP.

7) AMG (ex-mao-stalinienne). L'Alliance regroupe l'AMG, une scission de l'AMG, et le groupe Pouvoir ouvrier lié à la IV^{ème} Internationale.

sieurs journaux, notamment le quotidien de la social-démocratie, en faisaient la "une", avec photos et larges interviews de Tony Benn. En occupant le terrain politique tout un week-end, la "Enhedslisten" s'est imposée dans le débat. Les résultats ne se sont pas fait attendre : dès le lendemain, des dirigeants du Parti socialiste, pivot du nouveau gouvernement, réclamaient la venue de porte-paroles de la social-démocratie européenne pour répliquer à Tony Benn.

L'Assemblée de la gauche européenne qui se tiendra à Paris, fera la jonction avec la conférence de Copenhague. Cette dernière a davantage été une initiative de combat pour influencer le vote du peuple danois le 19 mai.

Et à Paris ?

A Paris, l'enjeu politique sera plus large. Lors de la crise de la CE, en septembre 1992, l'absence d'une alternative de gauche s'est faite cruellement ressentir. Une fois de plus ! C'est ainsi qu'un appel (voir encadré ci-contre) a pris forme, qui vise à rassembler des forces de gauche du mouvement ouvrier, syndical et social, et doit être répercuté au sein de l'opinion publique en Europe.

La qualité de ses "premiers signataires" devrait en témoigner. Cet appel, qui malgré son caractère général, est anticapitaliste, anti-impérialiste, antiraciste-antifasciste, féministe, écologiste, et internationaliste, est à la base de cette initiative unitaire et pluraliste qui s'inscrit dans une perspective plus large et plus longue : les bourgeoisies à l'offensive sont loin d'avoir gagné la bataille, indépendamment du résultat du référendum danois et du vote au parlement britannique. Mais le mouvement ouvrier et social, sous direction réformiste, est désespérément paralysé par ses clivages nationaux, malgré les professions de foi "européennes".

L'Assemblée de Paris devrait poser un premier jalon, une première contribution pour tester, voire organiser la convergence entre les forces politiques et sociales qui ont résisté à l'offensive bourgeoise, continuent de se réclamer du socialisme et, de fait, ont agi dans le même sens autour de problèmes-clé de la lutte de classe : guerre du Golfe, refus de l'austérité, rejet de Maastricht, soutien au Nicaragua, Cuba et Salvador, contre le racisme et pour l'égalité des droits, pour l'égalité entre hommes et femmes. ★

Bruxelles, 29 avril 1993

Appel à

UNE ASSEMBLEE DE LA GAUCHE EUROPEENNE

La sortie de crise n'est pas pour demain. Le monde, au contraire, s'enfoncé dans un marasme sans précédent qui sème la démoralisation et tue l'espoir. L'Europe n'est pas un havre de paix et de prospérité. Les conflits armés se multiplient. Quinze millions de chômeurs, principalement des jeunes et trente millions d'exclus révèlent en son cœur même la présence du tiers-monde. Des millions de pauvres à l'Est et au Sud se pressent aux frontières pour tenter d'échapper à une misère plus effroyable encore. Sur ce terreau, le racisme se répand, voulant désigner les immigrés comme boucs émissaires de tous ces malheurs. Et pour la première fois depuis cinquante ans, des partis fascistes s'imposent dans les urnes et la rue.

Face à cette crise, l'Union européenne qui se met en place ne saurait constituer une vraie réponse, sociale, généreuse et fraternelle. Le Traité de Maastricht, obnubilé par la monnaie unique et la banque indépendante, sert d'alibi au démantèlement des acquis sociaux. Adversaires résolu de toutes les formes de chauvinisme, national ou régional, nous sommes partisans d'une Europe des peuples mobilisée et luttant par tous les moyens contre le chômage et l'exclusion sociale, d'une Europe sans racisme où toutes celles et tous ceux qui y vivent jouissent des mêmes droits, d'une Europe écologique qui protège les ressources naturelles et réconcilie développement économique et défense de l'environnement, une Europe où les minorités disposent de tous leurs droits démocratiques. Une Europe indépendante, pacifique, ouverte à l'Est et solidaire du Sud.

Il faut un nouvel élan !

Un élan qui ne peut venir que d'en-bas, des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des femmes, des peuples, des citoyens. Nous militons pour un renversement radical des choix. Priorité aux besoins sociaux de la majorité de la population et non au profit d'une infime minorité. Pour chacune et chacun : un emploi, un revenu, un logement, la protection de la santé, le droit à l'instruction, à la formation professionnelle. Des services publics, des infrastructures, une réduction du temps de travail pour donner du temps et la possibilité de l'épanouissement personnel, pour permettre une vraie vie collective.

Une telle priorité sociale est incompatible avec le despotisme du profit, la loi de l'économie généralisée de marché. Plus que jamais est à l'ordre du jour la lutte pour une nouvelle société, libérée de l'exploitation, de toute oppression. Une société égalitaire et démocratique, libre et autogestionnaire.

Nous ne disposons pas de réponses toutes faites. Nous avons certainement entre nous des divergences. Mais nous partageons quelques solides convictions. Et la volonté de discuter et d'agir ensemble à l'échelle de l'Europe.

Il y a urgence !

Nous appelons les militants et les militantes de la gauche du mouvement ouvrier et syndical, du mouvement des femmes, du mouvement écologique, du mouvement de la solidarité internationale, du mouvement antiraciste et antifasciste, du mouvement associatif, à signer cet appel et à participer nombreux à l'Assemblée européenne de la gauche qui se tiendra le week-end des 12 et 13 juin à Paris.

Premiers signataires :

Fausto BERTINOTTI (secrétaire confédéral de la CGIL, Italie)
 Tony BENN (député, Labour Party, Grande-Bretagne)
 Marcelino CAMACHO (secrétaire général des Commissions ouvrières, Etat espagnol)
 Julio ANGUIA (coordonnateur de la Izquierda unida de l'Etat espagnol)
 Luciana CASTELLINA (député européenne, directrice de *Liberazione*, hebdomadaire du Parti de la refondation communiste, Italie)
 Armando COSSUTA (président du Parti de la refondation communiste, Italie)
 Luciano PETTINARI (secrétaire international du Parti de la refondation communiste, Italie)
 Ernest MANDEL (économiste, Parti ouvrier socialiste, Belgique)
 Gregor GYSI (ancien président du Parti de la démocratie socialiste, député, Allemagne)
 François VERCAMMEN (porte-parole du Parti ouvrier socialiste, Belgique)
 Wilfried TELKAMPER (député européen, Grünen, Allemagne)
 Sören SÖNDERGAARD (Enhedslisten, Alliance rouge-verte, Danemark)
 Helge JENSEN (Enhedslisten, Alliance rouge-verte, Danemark)
 Michael HINDLEY (Membre du Parlement européen, Labour party, Grande Bretagne)
 Michel SUCHOD (vice-président du Mouvement des citoyens, France)
 Claude POPPEREN (porte-parole d'Alternative-démocratie-socialisme, France)
 Gilbert WASSERMANN (porte-parole d'Alternative-démocratie-socialisme, France)
 Stéphane PEU (porte-parole des Refondateurs communistes, France)
 Alain KRIVINE (porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, France)
 René DUMONT (agronome, France). ★

Regain

Des centaines de milliers de mineurs et de travailleurs des transports se sont mis en grève pour une journée les 2 et 16 avril derniers. Les grèves, appelées conjointement par l'Union nationale des mineurs (NUM) et l'Union des transports maritimes, ferroviaires et routiers (RMT) s'en prenaient aux plans de privatisation.

Phil HEARSE

Les travailleurs londoniens des autobus du Transport and General Workers Union (TGWU), qui avaient organisé de leur côté une série de journées de grève contre les plans de privatisation et de dérégulation de la régie londonienne, se sont joints au mouvement le 16 avril. La vague de grèves recouvre aussi des luttes locales, très dures, (la grève contre les licenciements à l'usine Timex de Dundee en Ecosse et celle menée par les femmes asiatiques de l'usine de matériel électrique Burnsalls de Birmingham).

Elles sont l'aboutissement de la grogne croissante suite à la décision d'octobre dernier de fermer la majorité des mines de charbon encore en activité, de licencier 30 000 mineurs et de privatiser les puits restants et de la campagne de novembre, qui avait vu la mobilisation de 200 000 personnes.

Les grèves des mineurs et des travailleurs des transports sont des faits inédits dans l'histoire des luttes en Grande-Bretagne. Pour la première fois depuis la grève de 1984-85, des syndicats s'engagent dans des grèves nationales contre les pertes d'emplois et la croissance du chômage plutôt que sur les questions salariales. Mais ce regain de mobilisation, qui survient après la baisse de l'activité gréviste en 1991-92, reste fragile en raison de la situation précaire des mineurs, malgré leur campagne de masse, de l'effet dissuasif du chômage et de la pression des lois anti-syndicales.

La lutte des mineurs est entrée dans une phase difficile car le ministre responsable des fermetures de puits, Michael

Heseltine, a présenté en mars un nouveau plan, soutenu par les anciens opposants parmi les députés conservateurs. En réduisant le nombre de puits à fermer sur le champ à douze, et en offrant aux autres un délai, la majorité de ces derniers pouvaient accepter son compromis — qui entraînera en fait la fermeture des 31 mines dans quelques années.

Phase critique

La menace d'une défaite parlementaire sur la question s'éloigne donc, et privés de cette arme, les mineurs devraient recourir à des tactiques plus militantes, ou assister à la fermeture des puits. Un recul du NUM aurait des effets négatifs sur l'éventualité d'une riposte contre le gouvernement conservateur.

Selon les lois anti-syndicales, les syndicats se doivent d'appeler à la grève sur des questions relatives à leur propre secteur d'activité : ainsi, les travailleurs du rail se sont mis en grève sur la question des licenciements imposés et le recours aux contrats de travail sur le réseau du rail, deux conséquences des plans de privatisation. C'est la grève des travailleurs du rail qui a eu le plus d'impact dans l'opinion et a fait la une des médias, alors que celle des mineurs était reléguée aux entrefilets. Lorsque les stocks de charbon s'amoncellent, qui remarque que les mineurs ont cessé le travail ?

Tout en se préparant à casser la lutte des mineurs en fermant des puits, le gouvernement est aussi derrière les tentatives désespérées de passer un compromis avec le syndicat des travailleurs du rail. Si les deux évènements survenaient, l'aspect incisif de la lutte en serait émoussé.

En outre, la riposte aux tentatives gouvernementales de limiter à 1,5 % les augmentations salariales des fonctionnaires, qui concernent 5 millions de travailleurs au plan local ou national, se fait toujours attendre. Les dirigeants syndicaux, les "nouveaux-réalistes" de l'aile droite jouent avec les craintes de leurs adhérents de perdre leur emploi pour différer une action pour les salaires. Car, étant donné le faible montant des allocations de chômage et les dettes personnelles élevées, un licenciement est une catastrophe qui peut entraîner la perte du domicile. C'est d'abord le chômage de masse qui a mis au pas les syndicats.

Mais le gouvernement devra affronter

l'été prochain le défi du syndicat des pompiers, traditionnellement l'un des plus à gauche. A la suite de la première grève nationale des pompiers en 1976, qui avait semé la panique dans le gouvernement, on leur avait concédé une grille salariale, qui a effectivement servi de base à leur paie. En voulant supprimer cette grille, le gouvernement aura à faire face à une résistance opiniâtre.

D'autre part, le principal syndicat d'enseignants a décidé de boycotter les épreuves nationales imposées aux écoliers de 14 ans. Ce boycott révèle l'opposition massive à la philosophie réactionnaire de l'éducation qui sous-tend le programme gouvernemental en la matière et se traduit par des tests obligatoires à sept, douze et quatorze ans.

Le gouvernement de Major est plus faible que celui de Thatcher qui n'avait jamais eu de majorité inférieure à 100 ; Major ne dispose que d'une majorité de 20 voix, le rendant vulnérable aux soubresauts dans le Parti conservateur.

Cependant, il existe des signes de stabilisation ponctuelle de la crise qui a éclaté avec la chute de la livre sterling, la révolte des mineurs et la radicalisation de l'opposition au sein du Parti conservateur à Maastricht. Il y a des signes de reprise industrielle ; une faible reprise économique ne résoudra pas le chômage, mais peut renforcer le gouvernement et ses supporters des classes moyennes et rendre confiance aux milieux d'affaires. Une succession de manœuvres parlementaires ont rejeté les opposants à Maastricht sur la défensive. Il semble acquis maintenant que, si le Danemark vote oui au prochain référendum, le Parlement ratifiera le traité.

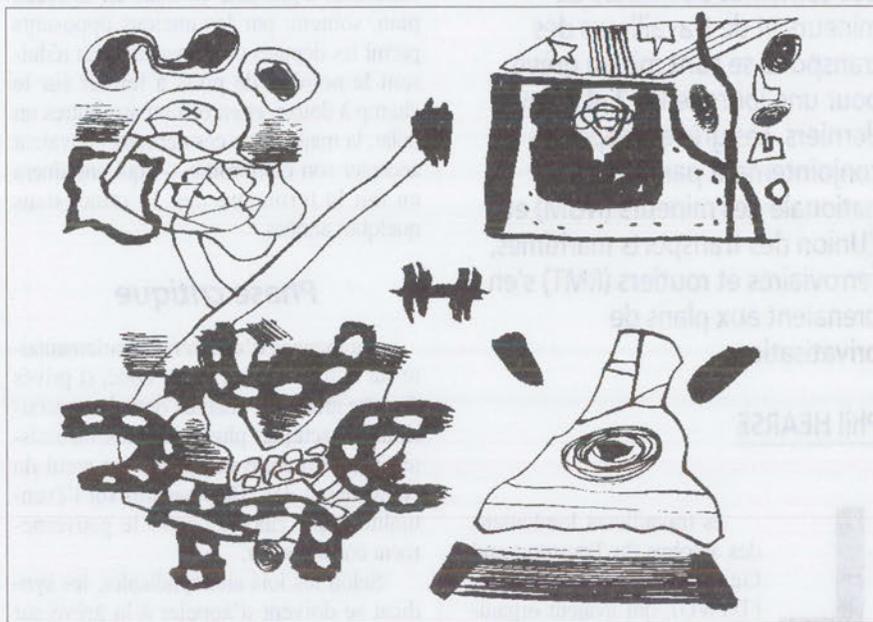
Si le gouvernement surmonte temporairement sa crise, les travailleurs affrontent eux, une nouvelle menace : une législation en préparation interdisant les grèves de fonctionnaires. Ce n'est pas la force du gouvernement, mais le rapport de forces dans le mouvement ouvrier qui empêche que le gouvernement Major ne soit mis en échec. Fruit des quinze dernières années de luttes, et des défaites syndicales, ce courant ne sera pas inversé par une vague de grèves concernant un demi-million de travailleurs. Le mouvement ouvrier aura du mal à récupérer, mais les premiers indices sont déjà visibles. ★

Londres, 18 avril 1993

Les contradictions du néolibéralisme

Les historiens parleront des années 80 comme de la décennie néolibérale, qui a vu le conservatisme le plus extrême, le recul de la culture, de la création artistique et des libertés politiques. Ils en ont conclu que cet échec tenait à ce que le libéralisme n'avait pas été capable de sortir le capitalisme de la crise. Bien au contraire, la radicalité avec laquelle s'est imposé le libéralisme économique a créé de nouveaux problèmes qui l'ont mis en situation délicate.

Jesus ALBARRACIN



Les facteurs qui ont déclenché la crise économique sont multiples, mais le plus important et celui qui les résume est le déclin à long terme du taux de profit qui a commencé au début des années 70. Il s'agit donc de ce que les économistes officiels appellent "crise de l'offre", ou, comme disait Marx, une crise déterminée par le fait que la "bourgeoisie est trop faible".

Pour la dépasser, la stratégie du capital consiste à créer les conditions de hausse du taux de profit qui passent par des politiques d'austérité et des plans d'ajustement : réduction des salaires réels, précarisation de l'emploi, remise en cause de l'Etat-providence, augmentation de la productivité se répercutant au niveau de l'emploi, politiques monétaires et financières restrictives, restructuration de l'appareil productif pour en éliminer la capacité productive oisive, etc. En d'autres termes, seul le capital peut dépasser la crise aux dépens des conditions de vie et de travail des travailleurs, et, en ce sens, il est impossible de mettre en œuvre une politique économique au service des travailleurs et permettant au capital de surmonter la crise.

L'internationalisation du capital et l'ampleur de la crise excluent les solutions nationales, et imposent une élévation du taux de profit dans une partie substantielle du monde capitaliste. Elles expliquent le

caractère général des politiques d'austérité et d'ajustement et la surexploitation particulière du tiers-monde. Mais la situation actuelle du capitalisme tient à d'autres facteurs économiques : la crise du système monétaire international, la perte de l'hégémonie américaine, l'accentuation de la concurrence inter-impérialiste entre les trois blocs : USA, Japon et CEE, l'ouverture de marchés potentiels dans les pays de l'Est, avec la crise du "socialisme réel". Tous ces faits font qu'à l'opposition capital-travail se superposent d'autres conflits, importants politiquement certes, mais qui n'éliminent en rien le caractère de classe de la sortie de la crise économique.

Le libéralisme en vogue

Depuis le début de la crise, l'idéologie keynésienne, qui a sous-tendu la politique économique pendant la période d'expansion postérieure à la seconde guerre mondiale, a perdu du terrain au bénéfice du libéralisme économique, qui apparaissait à la classe dirigeante comme le meilleur moyen d'atteindre les objectifs de la politique d'austérité.

En premier lieu, les tenants du libéralisme essaient de présenter la crise comme le résultat des restrictions mises à la liberté du marché. Il ne faudrait pas aller chercher la cause de la crise dans un prétendu affaiblissement de la demande ou dans le déclin du taux de profit, mais dans un

"choc de l'offre" qui aurait affecté négativement les conditions qui déterminent la production : les hausses successives des prix du pétrole. La crise aurait moins duré si les travailleurs avaient accepté des salaires inférieurs, la perte provisoire de leurs emplois, le changement de leurs conditions de travail, et en général, les mesures stabilisatrices. En d'autres termes, si on avait permis au marché d'œuvrer en toute liberté, on serait déjà sortis de la crise. La politique économique et sociale des gouvernements des pays industriels devrait prendre note que le marché est le seul à contribuer à la sortie de la crise et ils se devraient donc d'accentuer la dérégulation de l'économie. Il s'agit donc, de laisser agir la crise pour permettre de restructurer la production et de parvenir à rattraper le taux de profit en dévalorisant la force de travail.

Par ailleurs, le capital a besoin que régresse l'Etat-providence. La crise économique est marquée par une croissance générale du déficit public, mais c'est un phénomène qui rend difficile la sortie de la crise. L'augmentation du taux de profit du début de la phase d'expansion du capitalisme tardif, consécutive à la seconde guerre mondiale, a permis, grâce à des ressources suffisantes, une augmentation des dépenses d'Etat et la consécration de l'Etat-providence, la couverture d'une partie substantielle des dépenses d'Etat par les impôts. Mais le taux de profit a baissé et

son rattrapage requiert une augmentation du taux d'exploitation. On peut y arriver en réduisant les salaires réels, mais aussi en agissant sur les salaires indirects (enseignement, santé) et différés (pensions). En outre, le rattrapage des bénéficiaires capitalistes exige une réduction des impôts sur les bénéficiaires, qui aggrave le déficit public.

Il y a aussi des raisons monétaires. Au cours de la phase actuelle de récession, l'inflation permanente continue de donner le la. Le capital a besoin d'un certain niveau de hausse des prix pour réaliser de la plus-value, mais tous les pays ont intérêt à réduire l'inflation pour que leurs marchandises restent compétitives sur le marché international. Il faut limiter l'augmentation du crédit et des liquidités, mais, plus le déficit du secteur public augmente, et plus la marge se rétrécit pour les crédits au secteur privé. La croissance de ce dernier est une source d'inflation, mais c'est celle qui convient le plus au capital, puisqu'elle atténue les effets de la crise sur les bénéficiaires et facilite la création de plus-value.

A l'opposé, le déficit public n'aide pas le capital à surmonter la crise, au contraire, puisqu'il constitue un obstacle à l'augmentation du taux de profit, et, est de plus une source d'inflation permanente inopportune. En troisième lieu, la crise du système monétaire international a conforté le projet libéral. Le fonctionnement de l'économie capitaliste dépend de la solidité du dit système, qui est liée à l'existence d'une puissance hégémonique dont la monnaie soit reconnue comme unité de compte, de change et dépôt de valeur.

Chute du "roi dollar"

Ce sont les Etats-Unis et le dollar qui ont joué ce rôle pendant la longue période d'expansion consécutive à la seconde guerre mondiale, mais au début des années 60, la tendance à la dévaluation à long terme du dollar, due essentiellement aux problèmes structurels de l'économie américaine, a mis fin au primat du dollar et au système de type de change fixe qui avait fonctionné jusqu'alors. Etant donnée la prééminence des conceptions keynésiennes et l'importance conférée au plein emploi, les changes fixes deviennent ajustables quand les économies accusent un déficit structurel de leur balance de paiement.

Dans la Communauté européenne (CE), la crise du système a entraîné l'instabilité des valeurs monétaires, perturbant le fonctionnement du marché commun et heurtant de plein fouet les objectifs économiques de la construction européenne : l'établissement d'un marché unique sur la base d'une monnaie unique. L'objectif de

la stabilité des monnaies européennes imposait une convergence des politiques économiques, mais surtout l'aplanissement du terrain pour imposer la monnaie unique élevait le type de changement de catégorie, qui, de variable instrumentable des politiques économiques, devenait un objectif imposant de sacrifier d'autres objectifs, ce qui renforçait la stratégie libérale choisie par les gouvernements pour affronter la crise et imprégnait de libéralisme le processus de la construction européenne.

Retour sur les erreurs passées

Ainsi donc, le néolibéralisme économique, à la différence du libéralisme tout court qui a inspiré la bourgeoisie révolutionnaire du 19^{ème} siècle, a besoin, à la différence de ce dernier, de lois répressives, notamment en matière de sécurité publique, pour pouvoir s'imposer. C'est cette idéologie qui a été adoptée par le capital pour faire tourner la crise économique à son avantage. Mais ce n'est pas l'unique politique possible qui puisse y parvenir : l'austérité et l'ajustement ne sont pas condamnés à être toujours libéraux et pourraient bien cesser de l'être sous peu.

Jusqu'à la crise des années 30, l'économie néoclassique, au centre du libéralisme économique, a été hégémonique au sein de la bourgeoisie. Le marché étant l'institution parfaite par excellence, il garantissait que toute augmentation de la production se traduise par une augmentation équivalente de la demande qui épongerait la première. Comme l'ont dit von Mises et von Hayek en 1929, il ne saurait y avoir dépression si la concurrence fonctionne sans entraves.

La structure néoclassique s'est basée sur le présupposé que le plein emploi était intrinsèque au système économique, que toute baisse serait conjoncturelle et que l'économie générerait d'elle-même les remèdes nécessaires pour revenir à la normale. Des crises périodiques auraient pour rôle d'adapter la capacité de production au pouvoir d'achat existant. En faisant couler les entreprises les moins productives ou les plus désuètes, elles provoqueraient une augmentation de la productivité du travail et, en conséquence, créaient les conditions d'un nouveau redressement. Il suffirait de laisser agir les forces libres du marché pour que l'économie s'assainisse à long terme.

Mais tout cela était fort éloigné de la réalité des années 30 : le chômage atteignait des dimensions inhabituelles, la capacité productive oisive était la norme et

rien n'indiquait que cette situation allait se corriger d'elle-même. Les capitalistes ont donné la priorité à ces menaces par rapport aux principes du non assainissement de l'appareil productif et de la stabilité monétaire. Les groupes les plus importants du capital et les gouvernements des principaux pays ont opté pour un changement de la politique économique comme moyen d'enrayer les effets de la crise. La "révolution keynésienne" et le changement du rôle de l'Etat dans la gestion de l'économie qu'elle a entraîné, n'ont été que l'expression idéologique consciente de ce changement de priorités par une partie de la classe dirigeante.

Depuis lors, l'Etat a joué un rôle de premier plan dans le fonctionnement de l'économie capitaliste, l'idéologie keynésienne a été dominante et les gouvernements ont utilisé ses recettes dans le double but de maintenir la demande effective et d'éviter les crises, et d'étendre les dépenses publiques à caractère social pour intégrer les revendications de la classe ouvrière. C'est ce qu'on a appelé l'Etat-providence.

La situation actuelle est-elle identique à celle des années 30 ? Au bout de deux décennies de crise, la politique néolibérale est toujours incapable de créer les conditions nécessaires de son dépassement — bien que le taux de profit ait été redressé, il est encore loin des niveaux antérieurs à la crise et qui seraient indispensables pour aborder une nouvelle phase d'expansion de longue durée — et, au contraire, la politique néolibérale a introduit un élément de demande à la crise actuelle.

Crise de demande additionnelle

Pour les tenants du néolibéralisme, la crise actuelle serait provoquée par un "choc d'offre" qui a fait baisser le taux de profit, et partant, les investissements, la production et l'emploi. Il est impossible d'appliquer les politiques keynésiennes de demande, car elles entraîneraient des augmentations des prix et non de la production, mais il faut agir sur l'offre.

D'une part, par des mesures tendant à réduire les coûts salariaux et à augmenter les bénéficiaires, en redistribuant les revenus aux dépens des salaires. Ils soutiennent que si les entrepreneurs réalisent plus de bénéficiaires, ils investissent d'avantage, ce qui entraîne une hausse de la productivité, et, partant, de l'emploi, et une remise en marche de l'économie. De l'autre, en réduisant les impôts à charge des entreprises et des revenus élevés, donc, de ceux qui ont la plus grande capacité d'épargne. L'épargne augmenterait, ce qui ferait bais-

ser les taux d'intérêt, avec un effet bénéfique sur les investissements et l'emploi. Dans le fond, ils soutiennent qu'on ne sort pas de la crise parce que les riches ne sont pas assez riches, parce que les pauvres ne se laissent pas exploiter comme il faudrait, mais une telle politique tend à plonger les économies dans la récession.

Dans les économies capitalistes, les salaires jouent un rôle contradictoire : ils sont une partie du coût de production, en ce sens que leur réduction a un impact positif sur les bénéfices, mais la consommation liée aux salaires est un des éléments les plus importants de la demande ajoutée, en ce sens qu'une diminution des salaires peut affecter négativement les bénéfices. L'économie capitaliste se meut donc sur le "fil du rasoir" : les salaires ne peuvent être ni trop hauts, parce que les bénéfices seraient faibles, ni trop bas, parce que la demande effective serait insuffisante. La CE peut servir à illustrer ce qui s'est passé. La nature de "crise de l'offre" y est manifeste : la croissance de la productivité est passée de cotes de l'ordre de 4,5 % par an, dans les années 60, à 2,5 % dans les années 80.

Vases communicants

La sortie d'une crise de longue durée exige un redressement de la croissance de la productivité, donc une augmentation des bénéfices qui induise une accumulation soutenue, etc. Pour y parvenir, la politique économique néo-libérale a provoqué une baisse plus nette des salaires réels que celle de la productivité, mais c'est un cercle vicieux, car cela a ajouté l'élément demande à la crise. Pendant la seconde moitié des années 80, les revenus provenant de la spéculation ont fait croître la consommation non liée aux salaires en maintenant la demande, mais il ne pouvait s'agir d'une solution à long terme.

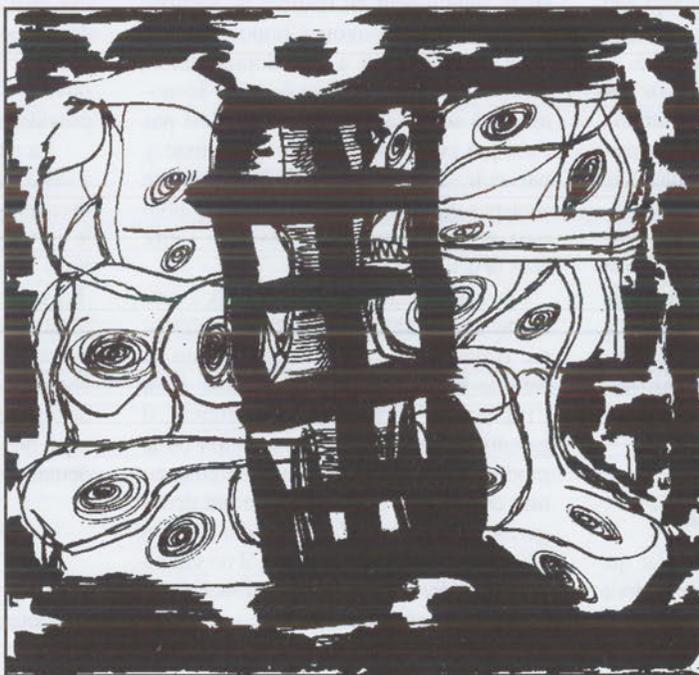
Si les néo-libéraux veulent élever les bénéfices aux dépens des salaires, ils doivent trouver aussi un autre élément de demande qui offre une substitution à la réduction de la consommation des salariés. Il ne peut s'agir des dépenses sociales, car il faut réduire le déficit public et le rôle de l'Etat dans l'économie ; il ne reste donc que les investissements. Comme on l'a dit, ils attendent que les investissements augmentent suite à la hausse des profits et à la

réduction des taux d'intérêts qu'entraîneront les réductions fiscales. Cette attente sera vaine. D'une part, parce que la politique fiscale régressive ne s'est pas traduite par une baisse significative des taux d'intérêt réels, qui sont les stimulants des investissements.

Une politique de ce type peut provoquer une augmentation de l'épargne personnelle, dans la mesure où la propension à l'épargne des hauts revenus est supérieure, mais l'épargne personnelle est un élément si insignifiant de l'épargne totale dans l'économie que les effets potentiels sur le taux d'intérêt d'une politique fiscale régressive seront très réduits.

Fiscalité et épargne

En 1992, selon *European Economy*, les taux d'intérêt à court terme étaient de



6,1 points au-dessus de la réduction des effets de l'inflation du PIB dans la Communauté européenne, 3,3 points aux Etats-Unis et 5,5 points au Japon. Cette situation peut être comparée à celle de 1972, juste avant la crise du pétrole, moment où les taux d'intérêt réels étaient négatifs : - 1 % dans la communauté européenne, - 0,5 % aux Etats-Unis et - 0,5 % au Japon. Cette hausse des taux d'intérêt réels est liée à la politique monétaire restrictive, mais aussi à l'échec de la politique d'offre.

D'autre part, quand bien même les profits auraient augmenté et les taux d'intérêt réels auraient baissé, les investissements dépendent de beaucoup d'autres facteurs : croissance de la demande agrégée, attentes du patronat, etc. Une aug-

mentation des profits ou une baisse du taux d'intérêt n'entraînent pas automatiquement le décolllement des investissements et, sûrement pas dans les conditions actuelles de crise économique et de réduction de la demande agrégée créée par la politique d'offre. Comme disent les keynésiens, « on peut mener un cheval au bord de l'eau, mais on ne peut l'obliger à boire ».

Les restrictions monétaires proposées par les néo-libéraux tendent à travailler dans la même direction. En synthèse, les tenants du "monétarisme" soutiennent que l'expansion des variables monétaires n'a pratiquement aucun effet positif sur la production, parce que cette dernière dépend de facteurs réels, et non pas monétaires. Au contraire, étant donné que les coûts salariaux sont les principaux déterminants des prix, seule une expansion monétaire pourrait améliorer les conditions pour que les entrepreneurs puissent transmettre plus facilement les hausses salariales aux prix, tant elle aurait de conséquences inflationnistes. Il faut, donc, une politique monétaire restrictive qui génère une "discipline" dans la production et l'emploi, parce que c'est le seul moyen de contrôler les coûts de production.

Cependant, une politique monétaire restrictive peut étrangler l'économie, en provoquant une hausse des taux d'intérêt qui aurait un effet négatif sur les investissements, produirait un affaïssissement des perspectives etc, mais une politique monétaire expansive ne pourrait à elle seule sortir l'économie de la récession, car une fois que la demande additionnelle a chuté, que les perspectives se sont effondrées, etc, une baisse des taux d'intérêt n'induirait pas un redressement des investissements, car ceux-ci dépendent d'autres variables.

L'aggravation de la crise

Comme l'a dit Galbraith, avec une corde on peut tirer un meuble, mais on ne peut le pousser. Le résultat est que le monétarisme, dans son acharnement à parvenir à la stabilité des prix à tout prix, tend à créer des crises de demande supplémentaire. Ainsi donc, la politique fiscale régressive et la redistribution de la rente en faveur des bénéfices peuvent faire que les riches vivent mieux, ce qui n'est pas peu

pour les néolibéraux, mais ne peut sortir l'économie de la crise de longue durée où sont plongés les pays industriels. Bien au contraire, dans son acharnement à solutionner la "crise de l'offre" en élevant la marge bénéficiaire, le néo-libéralisme a ajouté une "crise de la demande".

Au long des années 80, l'économie occidentale a enregistré une expansion cyclique d'une certaine importance qui a pris fin il y a longtemps. Les Etats-Unis et le Royaume Uni sont entrés dans la récession il y a plus de deux ans, avant la guerre du Golfe, tandis que, au Japon et dans le reste de l'Europe, l'activité économique accusait un net ralentissement.

Maintenant, le Japon et l'Allemagne connaissent à leur tour des taux négatifs de croissance du PIB et le spectre de la récession hante le vieux continent. En 1988, point culminant du dernier cycle d'expansion, le PIB conjoint de la Communauté européenne a grimpé à des taux supérieurs à 4 % ; l'an dernier, il n'a enregistré que 1,1 % et aucun organisme officiel ne prévoit qu'on puisse atteindre ce chiffre en 1992.

De mal en pis

Le Royaume-Uni n'est toujours pas sorti de la récession malgré les efforts de réactivation du gouvernement consécutifs à la sortie de la livre du SME en septembre dernier ; l'Allemagne, dont le PIB a baissé de 0,5 % le trimestre dernier, s'enfonce inexorablement dans la récession, et dans le reste de la communauté, l'activité économique s'affaiblit, les problèmes économiques et sociaux s'aggravent (le chômage augmente dans tous les pays) et aucune perspective ne se dégage.

Ceci a contribué à faire du chômage un problème insoluble. Actuellement, il touche 7,5 % de la population active de l'OCDE, ce qui signifie que, selon les données officielles de cet organisme, plus de 30 millions de personnes sont touchées dans les pays industrialisés. Or, le volume de chômage réel est supérieur. La majorité des organismes internationaux reconnaissent que les statistiques officielles ne prennent pas en compte le chômage invisibilisé, les personnes qui ne se sont pas inscrites parce qu'elles ne cherchent pas activement un emploi, persuadées de ne pas en trouver, mais qui se réintègrent rapidement au marché du travail quand il y a un redressement économique.

Dans le cas de la CE, le chômage s'élève actuellement à 9,6 % de la population active, soit quinze millions de personnes environ. Si sa croissance a été intense ces deux dernières années (plus d'un million et demi de personnes), le pire

est à venir : les économies continuent de s'enfoncer dans la récession et le Traité de Maastricht empêche une politique effective de lutte contre le chômage. On pronostique pour 1993 un taux de 10,8 %, mais n'oublions pas que les organismes officiels ont tendance à se tromper sur cette question. Derrière la récession actuelle, il y a un élément important de crise de demande, provoquée par plus de dix ans de politique néo-libérale.

Les gouvernements les plus libéraux continuent d'insister sur la nécessité d'étrangler l'économie, mais cela suppose de jeter de l'huile sur le feu de la récession qui peut devenir catastrophique, parce que personne ne fait rien pour l'éviter. En ce sens, la gravité de la récession combinée à l'instabilité financière internationale commence à rappeler la situation des années 30. Est-ce étrange que le libéralisme ait commencé à reculer ?

Le taux de profit n'a été rattrapé suffisamment dans aucun pays industriel : le capital a besoin d'appliquer des politiques d'austérité. Mais le libéralisme a échoué parce qu'il n'a pas trouvé de solutions aux problèmes structurels et qu'il peut aggraver considérablement les problèmes conjoncturels : instabilité financière et accentuation de la crise due à la faiblesse de la demande.

Cependant, l'échec du néolibéralisme n'entraînera pas pour autant de modification de la politique économique des gouvernements occidentaux. La situation est beaucoup plus contradictoire. D'un côté, la victoire de Clinton annonce une politique plus expansive aux Etats-Unis et on peut s'attendre à ce que des éléments de "politiques de demande" au Japon et au Royaume-Uni continueront d'œuvrer, de façon contradictoire, mais qui indiqueront qu'il y a des secteurs capitalistes significatifs qui ne croient plus que les politiques de marché, poussées à l'extrême, puissent leur servir pour dépasser la crise.

Le boulet de Maastricht

Par ailleurs, l'Europe est incapable de lutter contre la récession à cause de Maastricht, parce que les conditions de convergences requises pour instaurer la monnaie unique tendent à œuvrer dans le sens d'un cycle récessif. La lutte contre l'inflation exige une politique restrictive — maintien de taux d'intérêt élevés, politique monétaire rigoureuse, etc — et la réduction des déficits publics implique de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter les recettes, ce qui suppose un impact négatif considérable sur la demande additionnelle. Le sommet d'Edimbourg a montré que l'Europe communautaire est toujours sous

l'influence de la politique ultralibérale de la Bundesbank, ce qui signifie deux choses : que la récession sera terrible, parce qu'il sera très tard pour réagir et que les attaques contre l'Etat-providence continueront.

Maastricht est un obstacle au dénouement de la crise économique et c'est une des clés pour comprendre les divergences au sein de la Communauté. L'Allemagne applique une politique de taux d'intérêt élevés pour financer l'unification, est toujours obsédée par la stabilité monétaire et tente d'imposer ce critère à toute l'Europe, mais les effets sociaux de la récession, alarmants sur tout le continent, encouragent les solutions par pays, qui remettent inévitablement en question la politique ultra-libérale actuelle et aiguissent les divergences autour de la construction européenne voulue par Maastricht.

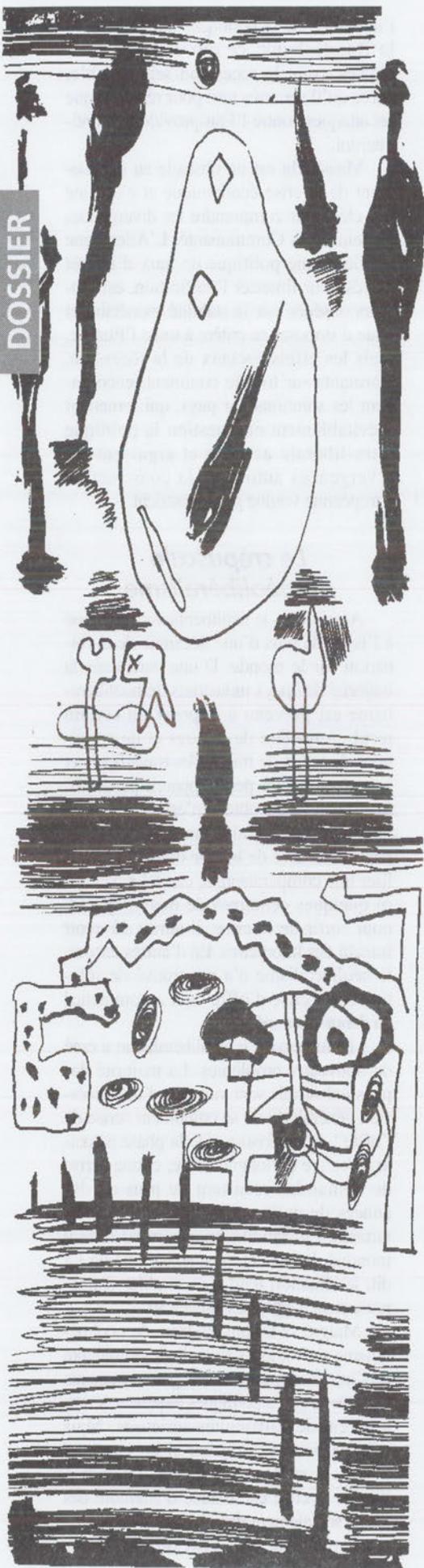
Le crépuscule du néolibéralisme

Ainsi donc, le néolibéralisme a échoué à l'issue de plus d'une décennie de domination sur le monde. D'une part, dans la majorité des pays industriels, le néolibéralisme est parvenu à imposer un certain recul en matière de salaires et de conditions de vie et de travail des travailleurs et à restructurer un peu l'appareil productif, mais ce qui a été obtenu n'est pas suffisant pour que le capital surmonte l'actuelle phase récessive de longue durée. Pour utiliser une comparaison, le capital a parcouru quelques centaines de mètres quand, pour sortir de la crise, il aurait dû avoir franchi des kilomètres. En d'autres termes, le néolibéralisme n'a pas trouvé de solution à la "crise d'offre" qui a commencé au début des années 70.

D'autre part, le néolibéralisme a créé de nouveaux problèmes. La majorité des pays industriels sont victimes d'une récession généralisée où se combinent "crise de l'offre", caractéristique de la phase actuelle récessive de longue durée, et une "crise de demande" résultant de plus de dix années de politique néolibérale. Si on y rattache l'instabilité financière au niveau mondial, le résultat est que, comme on l'a dit, la situation tend à ressembler dangereusement à celle des années 30.

Malgré sa faillite évidente, le néolibéralisme est toujours l'idéologie dominante de l'immense majorité des gouvernements européens et les politiques expansives rencontrent des difficultés sérieuses. Mais cela ne pourra durer car si on continue avec les recettes néo-libérales, l'aggravation de la crise est assurée d'atteindre des seuils socialement dangereux.

Est-ce que ceci veut dire qu'on va



assister à un nouvel essor des politiques keynésiennes qui ont sous-tendu l'émergence de l'Etat-providence avant la crise économique ? D'une part, tôt ou tard les gouvernements devront appliquer des politiques de type keynésien s'ils veulent lutter contre l'élément nouveau que constitue la "crise de demande", s'ils veulent éviter le développement de la crise.

Mais, de l'autre, on ne peut s'attendre à un nouvel essor de l'Etat-providence qui irait à l'encontre de la "crise de l'offre", dans les conditions actuelles, une telle politique aurait un impact négatif sur le taux de profit.

Keynésianisme *sui generis* ?

Les solutions sont nombreuses. On peut assister à un keynésianisme *sui generis* — une combinaison de politique de demande, pour pallier à la crise, et de politique d'offre, pour élever le taux de profit — qui démontrerait que la politique d'austérité n'est pas forcément libérale. Ou, comme le proposent quelques keynésiens, comme Lester Thurow, on peut exhumer Keynes pendant deux ou trois ans, jusqu'à ce que les économies croissent de nouveau à 4 %, pour l'enterrer à nouveau une fois dépassée la récession actuelle. En tous cas, on ne trouve rien dans les plans de la classe dominante qui rappelle la politique économique et sociale appliquée par la majorité des gouvernements après la seconde guerre mondiale.

La longue nuit néolibérale touche à sa fin, mais la gauche n'a pas de perspectives claires. Dans le contexte actuel de crise économique, une politique économique qui soit réellement de gauche, qui soit au service des travailleurs et qui tende à réduire l'inégalité actuelle, se heurtera à l'opposition farouche du capital, et, par conséquent, il faudrait un changement du rapport de forces pour l'imposer.

Ce n'est pas facile, parce que la gauche sort très affaiblie de la crise économique, de l'offensive libérale, de la crise du "socialisme réel" et de ses propres erreurs. Recouvrer les signes d'identité, qui se sont estompés pendant les dernières années, est pour elle une tâche urgente.

Ceci passe d'une part par la défense des intérêts immédiats des travailleurs — salaires, conditions de travail, emploi, prestations sociales, etc — défense qui, devrait revêtir un caractère plus offensif qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. En ce sens, la gauche ne doit pas aban-

donner la revendication de politiques expansives ou le développement de l'Etat-providence, qui peuvent être bénéfiques pour les travailleurs et auront plus de crédibilité parmi eux.

D'autre part, la gauche doit renforcer son caractère transformateur, en revendiquant une série de mesures qui interpellent le système en profondeur, auxquelles la classe dominante et les gouvernements s'opposent farouchement, mais qui sont ses signes d'identité.

Entre autres, on peut citer : le rôle de l'Etat appelé à devenir à jouer un rôle correcteur des effets pervers du marché — contrôle des secteurs-clé de l'économie, correction des déséquilibres régionaux, instrument pour la satisfaction des besoins collectifs, création d'emplois, etc — la défense face à l'ultra-libéralisme à l'échelle internationale, qui a érigé la compétitivité en norme suprême de régulation sociale, — restriction des mouvements du capital, élimination du taux de change comme objectif suprême, etc — et la lutte pour une Europe construite sur des bases différentes de celles de Maastricht. ★

Madrid, 15 mars 1993

Un jour, la reprise viendra

Il y avait un peu plus d'un demi-million de chômeurs en Suède, en avril 1993, soit 12,3 % de la population active. Les sondages effectués au bout de 17 mois de gouvernement de la droite révèlent que l'opposition social-démocrate recueille près de 50 % d'avis favorables dans les sondages. Cette côte de popularité est le parfait symétrique du plongeon en dessous de 30 % qui avait précédé la défaite des sociaux-démocrates aux élections générales de septembre 1991.

Dick FORSLUND

Pourtant, au plus fort d'une crise économique sans précédent, la social-démocratie suédoise n'est pas prête à assumer seule la responsabilité du gouvernement. Et ses dirigeants appréhendent les prochaines élections de 1994, qui devraient leur apporter plus de 50 % des voix et une majorité absolue au Parlement. Le dirigeant social-démocrate, Ingvar Carlsson a répété que, quelque soit sa majorité en 1994, son parti essaierait de former un gouvernement de coalition avec les libéraux et/ou le Parti du centre.

Des dirigeants syndicalistes régionaux et des sociaux-démocrates plus politisés ont fortement critiqué ses déclarations. Mais, il reste un très fort sentiment populaire, cultivé par les médias et basé sur des décennies de collaboration de classes dans le cadre du modèle d'Etat-providence suédois, que « la Suède a besoin de collabo-

ration ». Le parti conservateur d'extrême droite joue également sur ce thème. Le parti thatcherien qui domine le gouvernement (qui, pour une raison étrange, a reçu le label de "modéré") évoque la possibilité d'inviter les sociaux-démocrates dans une grande coalition.

Néo-libéralisme dévastateur

Le seul point d'achoppement de ce projet est son propre néo-libéralisme et son projet de promulgation de nouvelles lois du travail, qui modifieraient complètement le rapport de forces entre patronat et syndicats. La social-démocratie suédoise ne peut accepter un tel projet surtout quand on sait que 99 % de la bureaucratie syndicale se réclame de ce parti.

En mars 1993, le gouvernement est entré en crise suite à un vote perdu à cause

du parti de la droite populiste, la Nouvelle démocratie (NyD) ; la social-démocratie a alors mené des négociations secrètes avec les quatre partis de la coalition gouvernementale, pour réduire d'avantage les dépenses gouvernementales afin de résorber le déficit budgétaire.

Ces négociations ont achoppé sur la question de la suppression de l'assurance chômage, et le gouvernement s'est adressé à la NyD, pour voir approuver ses propositions par le Parlement.

Malgré les timides protestations des libéraux, les xénophobes de la NyD sont rentrés renforcés dans les rangs — ce qui était le but de leur manœuvre d'obstruction aux plans du gouvernement.

Quoi qu'il en soit, Ingvar Carlsson continue d'appeler de ses vœux une coalition entre son parti, les libéraux et le Parti du centre, les deux derniers étant actuellement au gouvernement. Au même moment, la direction de la Fédération syndicale suédoise (LO) affirme que la Fédération des employeurs suédois (SAF) doit remettre à l'ordre du jour le modèle suédois et « s'asseoir de l'autre côté de la table » afin de démarrer de véritables négociations sur un nouvel accord — l'ancien a expiré le 1er avril et les patrons refusent toujours de négocier une convention collective générale.

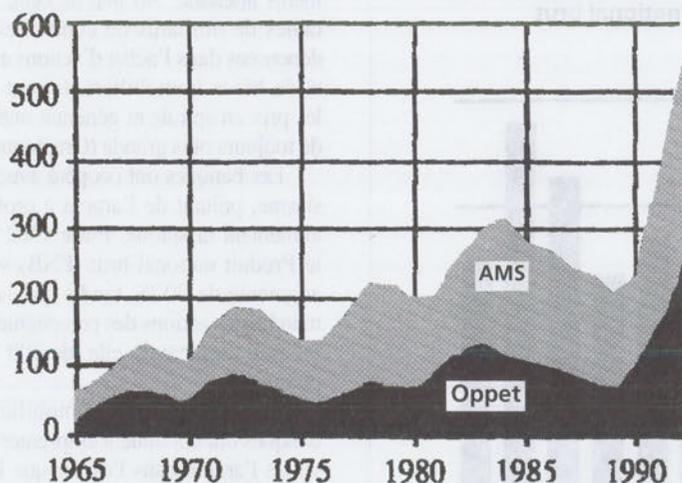
Les grandes manœuvres

Cette croisade pour la restauration du modèle suédois est vouée à l'échec. Les libéraux et le Parti du centre ne veulent pas faire éclater le gouvernement, pour éviter une humiliation à des partis qui ont été mis à mal par la précédente coalition bourgeoise de 1976-82, qui a vu trois crises gouvernementales, à la grande joie du public et des sociaux-démocrates.

La SAF n'a, dans le même temps, pas l'intention de revenir au modèle suédois en ces temps de grave crise du capitalisme suédois. Au contraire, les patrons espèrent utiliser la crise et la présence d'un gouvernement bourgeois pour établir un nouveau modèle supposant un minimum d'Etat-providence, avec une classe ouvrière fragmentée, privée de mouvement syndical centralisé.

L'engouement des dirigeants sociaux-démocrates et syndicalistes pour les négociations et leurs appels au gouvernement et

Graphique 1 : Le chômage en Suède de 1965 à 1991 (en milliers)



AMS désigne l'ensemble des chômeurs suivant les programmes de formation
Oppet, les chômeurs ne suivant pas ce type de programmes

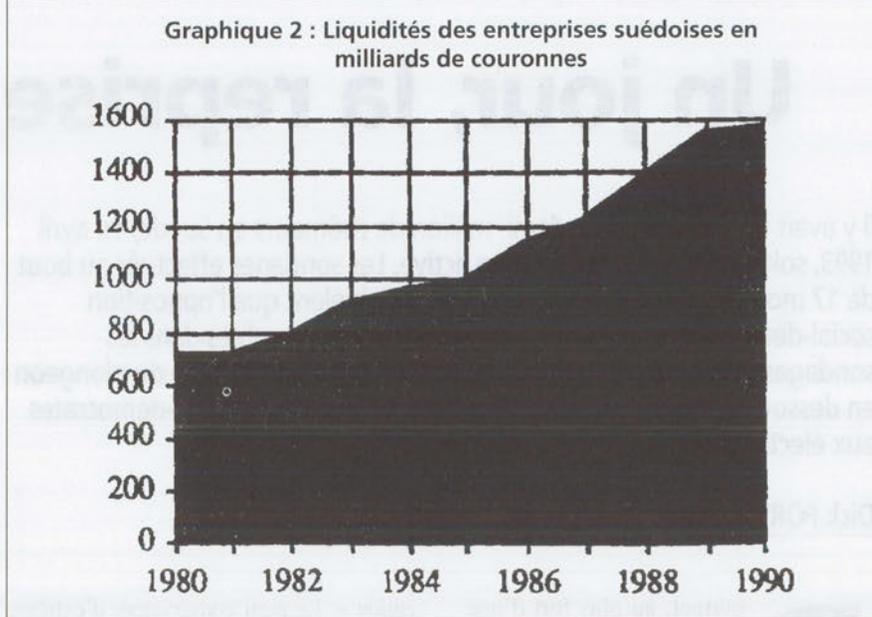
à la SAF pour éviter la confrontation ont étouffé la pression syndicale pour une grève politique et de nouvelles élections, exprimée par l'appel "Pour la justice", une initiative basée sur les dirigeants de la gauche syndicale au niveau local.

Au départ, ce mouvement a reçu le soutien verbal de la direction nationale du syndicat. Quelques 200 000 travailleurs ont signé une pétition, lancée dans un chantier naval du sud du pays, menaçant d'une grève politique contre les banques et les spéculateurs et appelant à la démission du gouvernement. Des syndicats représentant plus de 300 000 travailleurs ont signé une pétition similaire. Mais les dirigeants syndicaux ont refusé de saisir la balle au bond lorsqu'elle est arrivée dans leur camp et le mouvement s'est étiolé.

Epreuve de force à venir

Mais on ne fera pas l'économie d'une confrontation. Si les directions des gros syndicats ne veulent pas s'affronter au gouvernement, il seront bientôt contraints de combattre la SAF. Reste à savoir si les patrons sont suffisamment unis derrière les principes néo-libéraux pour accepter la vague continue de faillites des petites et moyennes entreprises et un affrontement avec la classe ouvrière qui résulterait d'une dépression brutale.

Il y a des signes d'incertitude dans le camp de la bourgeoisie, et la signature rapide d'une convention collective pour les employées du commerce, qui a vu les médiateurs du gouvernement appuyer les syndicats sur plusieurs points-clé en est peut-être un indice. Certains, au sein du camp patronal, estiment sans doute que la bataille "de principe" contre les conventions collectives et, dans les cas de ces



employées, contre tout paiement supplémentaire des heures de nuit et de week-end, devrait être ajournée jusqu'à ce que l'économie donne des signes de redressement.

Les patrons ont peut-être cédé dans le cas des employées du commerce — les femmes salariées les plus mal rétribuées — qui jouissaient d'un grand soutien dans l'opinion publique;

En tous cas, des signes d'inquiétude quant à l'étranglement de l'activité économique par la politique du gouvernement et du patronat sont apparus dans la presse des affaires : « *Nous avons besoin d'une restructuration radicale de toute l'économie, mais il faut d'abord stimuler la relance* » pouvait-on lire dans les colonnes de *Veckans Affärer*.

Parmi les chômeurs, 4,8 % de la population active suit l'un des nombreux stades

de formation proposés par le gouvernement (AMS), mais, ce système avait été conçu pour un taux de chômage de l'ordre de 3 à 4 %. De plus, en tant que branche du secteur public, les AMS sont contraintes de réduire leur budget. Déjà 35 % des ouvriers industriels sont au chômage et les réductions budgétaires dans le secteur public annoncent de nouveaux licenciements. (Graphique 1)

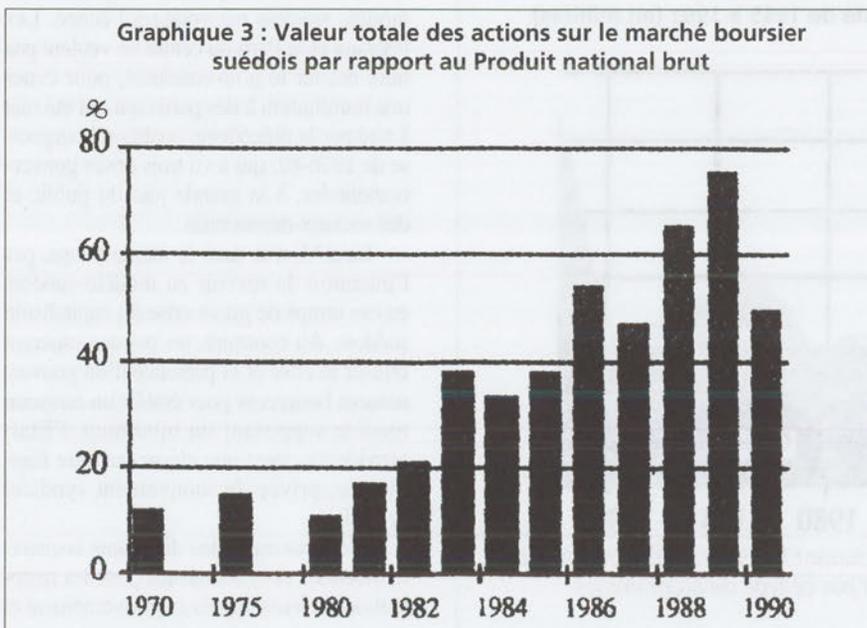
Politique de "dégraissage"

La politique de dégraissage du secteur public et de réduction des salaires réels, initiée dans les années 80, sous la précédente coalition bourgeoise, arrivée au pouvoir en 1976, a été perpétuée par les sociaux-démocrates à leur retour au gouvernement entre 1982 et 1991, et atteint actuellement un niveau jamais vu.

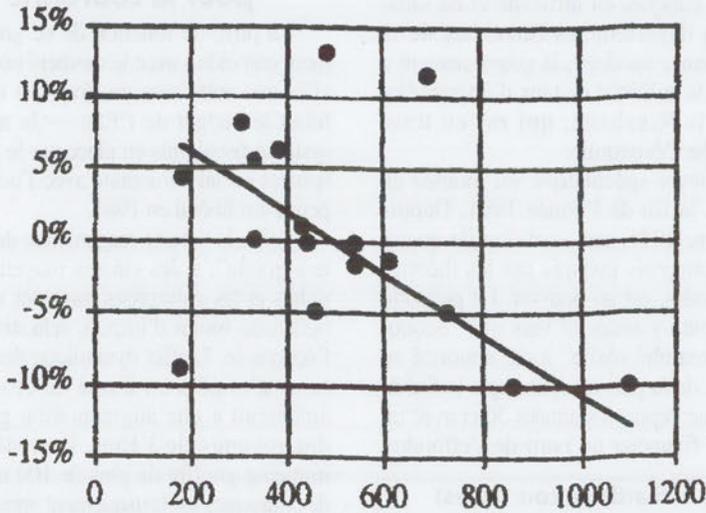
Mais l'augmentation des profits n'a pas débouché sur la hausse des investissements attendue. Au lieu de cela, des centaines de milliards de couronnes ont été dépensées dans l'achat d'actions en bourse et de biens immobiliers, faisant grimper les prix en spirale et générant une demande toujours plus grande (Graphique 2).

Les banques ont coopéré avec enthousiasme, prêtant de l'argent à profusion et alimentant la spirale. Entre 1982 et 1990, le Produit national brut (PNB) suédois a augmenté de 20 %, tandis que la part du marché des actions des compagnies immobilières augmentait, elle, de 800 % (Graphique 3).

Les spéculateurs immobiliers et les banques ont continué à emprunter et à prêter de l'argent dans l'espoir que la spirale se perpétuerait indéfiniment. En 1988, le gouvernement social-démocrate a supprimé les restrictions sur les prêts bancaires,

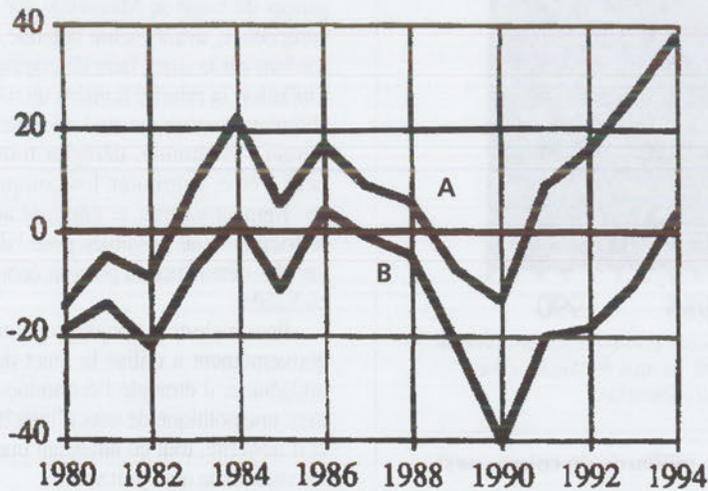


Graphique XX : Spéculation et crise (production industrielle pour 1990-92 comparée avec l'indice d'activité de la bourse pour la même période



Dans les pays de l'OCDE, il y a une forte corrélation entre l'augmentation de l'indice boursier et la gravité de la récession économique. Seuls trois pays diffèrent d'un modèle dont la Suède donne l'exemple frappant.

Graphique 4 : Balance commerciale suédoise (en milliards de couronnes)



A — Valeurs additionnées de la balance commerciale, de la balance des services, des transferts de l'Etat et des investissements dans les pays du Tiers-monde.
B — La somme ci-dessus moins la valeur de la "balance du capital" ; en clair, les pertes des capitalistes suédois sur les marchés immobiliers de Londres et Bruxelles.

éliminant ainsi les derniers obstacles à la frénésie spéculatrice. Dans certains cas, la base de calcul d'un prêt bancaire accordé à un propriétaire immobilier pouvait être non pas 50, 60 ou 80 % de sa valeur présente, mais pouvait aller jusqu'à 100 % de la valeur estimée des biens... l'année suivante ! Le nettoyage qui a suivi a révélé des cas de pure illégalité ou des prêts accordés tellement rapidement qu'ils n'étaient pas dûment enregistrés. Les pertes des banques suédoises liées aux crédits s'élevaient à plus de 70 milliards de couronnes pour l'année 1992, soit une

hausse de 100 % par rapport à l'année précédente. L'année 1993 devrait s'achever sur une perte de 100 milliards. Une estimation courante prévoit une perte totale de 300 milliards de couronnes rien que sur les crédits, lorsque le carrousel de la spéculation s'arrêtera, vers 1995.

Il est intéressant de comparer le degré de récession dans les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) avec l'ampleur de la spéculation. En fait, les pays qui subissent actuellement les pires récessions sont ceux où la bourgeoisie a le mieux

réussi à imposer sa politique du tout-profit. En Suède, la direction d'un parti ouvrier de masse a été l'agent de cette politique, la résistance s'en est trouvée affaiblie et cette politique a été extrêmement efficace. La spéculation qui en a résulté était proprement folle et la récession est l'une des plus graves (Graphique XX).

Les observateurs étrangers ont pensé depuis longtemps qu'il y avait quelque chose de bizarre dans le festival de l'immobilier suédois. A la fin des années 80, les Suédois étaient toujours parmi les plus rapides et les plus offrants sur les marchés immobiliers de Londres, Bruxelles ou Amsterdam — des marchés qui se sont également effondrés aujourd'hui. Or, l'économiste de gauche, Sten Ljunggren a montré, avec force preuves statistiques, que l'argument principal utilisé pour justifier l'austérité est complètement faux.

Au-dessus de leurs moyens

On a prétendu que les Suédois ont vécu au-dessus de leurs moyens, consommant plus qu'ils ne produisaient et que des réductions du budget de l'Etat et du niveau de vie étaient indispensables pour combler l'écart. Pourtant, une étude de la balance commerciale suédoise montre que son déficit est uniquement le résultat des activités des capitalistes. Ils ont investi leur argent dans la spéculation et l'ont perdu. Cette perte, à elle seule, transforme l'excédent de la balance commerciale en un déficit pour la période allant de 1980 à aujourd'hui (Graphique 4).

Dans une situation où le système financier dans son ensemble s'est avéré incapable de maîtriser les immenses sommes en mouvement, la seule option saine est de nationaliser le tout. De cette façon, le gouvernement aurait pu imposer un faible taux d'intérêt et prendre le contrôle de centaines de milliards de couronnes. Au lieu de servir aux spéculateurs, ces vastes sommes auraient pu être utilisées pour assainir les finances de l'Etat et le déficit de son budget.

Il est bien sûr vrai que la spéculation est un phénomène international ; mais la nationalisation du système financier dans un pays serait déjà un pas en avant. Après l'attaque des spéculateurs contre la couronne, au cours de l'automne 1992 — qui a entraîné deux trains de mesures d'austérité négociés conjointement par la social-démocratie et le gouvernement dans "l'intérêt national" —, on s'est aperçu que les départements financiers des grandes entreprises suédoises étaient les acteurs principaux de l'"assaut aveugle" sur le marché financier.

En novembre, la Banque centrale suédoise (Riksbank) a finalement abandonné la défense de la couronne, la laissant libre de toute parité fixe au sein du Système monétaire européen (SME). Depuis lors, la couronne flotte et a perdu 20 % de sa valeur face à toutes les autres devises.

Pourtant, ni l'ancien gouvernement social-démocrate, ni l'actuel gouvernement de droite n'ont tenté de prendre la moindre mesure contre les banquiers et les spéculateurs. En fait, le gouvernement en place a même refusé de nationaliser les banques les plus en faillite, parmi lesquelles la plus grosse des banques scandinaves, la Skandinaviska Enskilda Banken (SE Bank).

Le gouvernement a préféré leur offrir une aide d'urgence, leur faisant cadeau de plus de 73,5 milliards de couronnes. Cet

argent a été prestement empoché par les grosses entreprises qui vantent les "risques" du capitalisme tant que ceux-ci ne les menacent pas. De plus, afin de soutenir les banques en difficulté et de satisfaire les départements financiers de la haute finance suédoise, le gouvernement a défendu la politique de taux d'intérêts élevés de la Riksbank, qui est en train d'étrangler l'économie.

La fièvre spéculatrice est montée en flèche à la fin de l'année 1991. Depuis septembre 1991, une coalition de quatre partis bourgeois inspirés par les théories néo-libérales, est au pouvoir. Le prétendu glissement systémique vers une "économie de marché réelle" a été annoncé au plus fort de la pire récession que la Suède ait connue depuis les années 30 et avec un système financier au bord de l'effondre-

ment.

Pas de prince pour la couronne

La prise de fonction de ce gouvernement coïncidait avec le moment où prenait effet une autre mesure, frappant de plein fouet le budget de l'Etat — le nouveau système fiscal, mis en place par le gouvernement social-démocrate avec l'accord du petit Parti libéral en 1988.

Selon la théorie reaganienne du "goutte-à-goutte", si les classes moyennes, les riches et les entreprises payaient substantiellement moins d'impôts, cela stimulerait l'économie. L'effet dynamique des réductions d'impôts en terme de croissance amènerait à une augmentation générale des revenus de l'Etat. En réalité, un immense gouffre de plus de 100 milliards de couronnes est brusquement apparu dans le budget de l'Etat (Graphiques 5 et 6) !

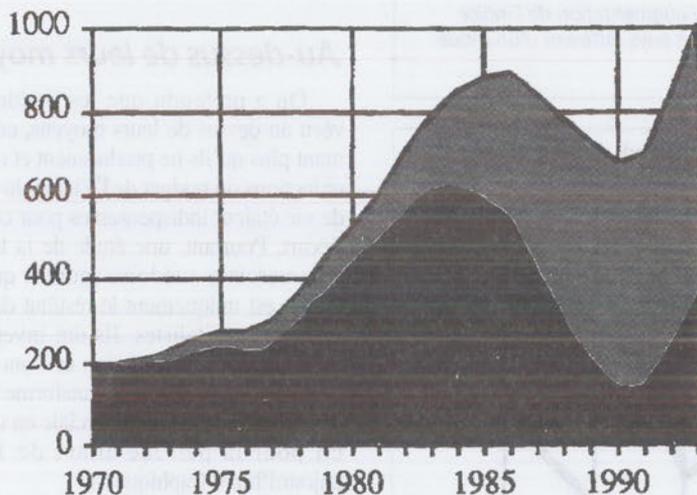
Les ambitions politiques de ce gouvernement et de ses cercles dirigeants visent à réduire au maximum la politique d'Etat-providence par l'austérité et des privatisations massives, à se conformer aux exigences du traité de Maastricht sur l'Union européenne, avant même la tenue du référendum sur le sujet, faire du combat contre l'inflation la priorité numéro un, utiliser le chômage comme un mal nécessaire pour purger l'économie, dérégler tout ce qui peut l'être, grignoter les conquêtes du mouvement ouvrier et éliminer autant de restrictions que possibles pour "désentra-ver" les détenteurs du pouvoir économique en Suède.

Pour réaliser ses objectifs politiques, le gouvernement a utilisé le fouet du déficit budgétaire, il étrangle l'économie du pays avec une politique de taux d'intérêts élevés et d'austérité, tout en attendant une reprise internationale qui "doit venir".

Mais ce prince charmant et son cheval blanc semblent s'être embourbés quelque part en Allemagne. ★

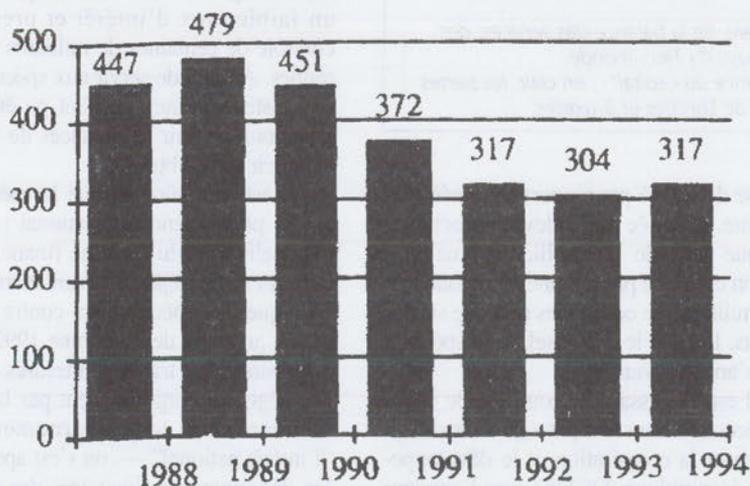
Stockholm, 18 avril 1993

Graphique 5 : La dette publique (en milliards de couronnes)



La majeure partie de la dette publique suédoise est composée d'intérêts sur des prêts accordés par les entreprises ou les riches. Elle a explosé en 1990, lorsque le "fardeau fiscal" pesant sur les riches a été allégé par le nouveau système d'imposition.

Graphique 6 : Les revenus de l'Etat (en milliards de couronnes)



La chute libre commence avec l'année fiscale 1990-91, avec les effets du nouveau système fiscal. Jusqu'à maintenant, aucun "effet dynamique" résultant des largesses accordées aux riches et aux capitalistes n'est en vue.

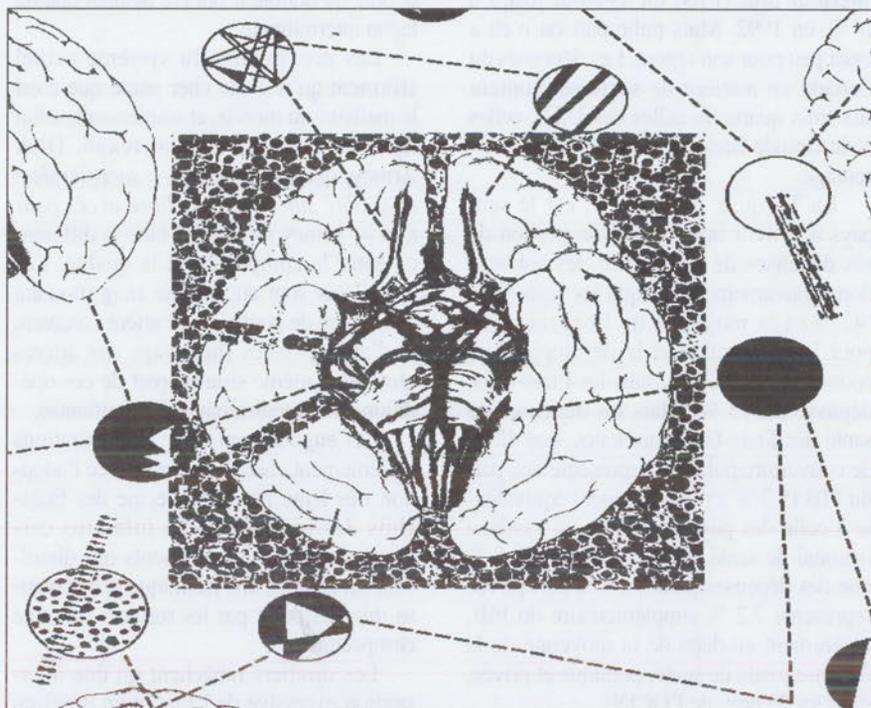
La santé au prix fort

La question du coût des soins de santé domine de plus en plus les débats autour des réformes économiques aux Etats-Unis. Avec un taux d'inflation annuelle oscillant entre 12 et 15 %, ces prix s'ils ne sont pas maîtrisés rendront toute réduction du déficit budgétaire gouvernemental ou tout retour à un assainissement économique virtuellement impossible. Des mouvements de citoyens fleurissent en faveur d'un service de santé reposant sur un "seul payeur", au sein duquel le gouvernement fonctionnerait comme un assureur. L'administration Clinton et la hiérarchie médicale négocient actuellement une sorte de "compétition dirigée" qui devrait être régie par l'actuel système — éminemment lucratif et source de gaspillage — des assurances privées.

Doug HENWOOD*

Les Etats-Unis sont le seul pays capitaliste avancé du monde n'ayant pas de système national de santé.

Il y a 70 ans, les dépenses de santé n'étaient pas un problème. Les médecins n'étaient guère qualifiés et leurs émoluments s'en ressentaient. Dans les années 30, les progrès scientifiques et la crise économique ont provoqué un changement : les notes impayables sont devenues l'obsession commune des patients et des médecins. Confrontées à des catégories aussi radicales à l'Assurance nationale de santé (ANS) et aux coopératives médicales possédées par les patients, les cliniques privées ont créé la Croix bleue et les entreprises de santé d'Etat, le Bouclier bleu — des systèmes de financement conçus pour protéger les praticiens. Ces mesures ont calmé le jeu. Après la seconde guerre mondiale, les syndicats, purgés de leurs éléments radicaux, ont abandonné le



combat pour une ANS et ont mis en place leurs systèmes de protection sociale privée. L'hystérie anti-communiste [du macarthisme, ndlr.] a balayé les derniers éléments favorables à l'instauration d'une assurance publique de santé. Pourtant, le coût de la santé est revenu au centre des préoccupations politiques, les milliards de dollars dépensés pour les nouvelles assurances et l'économie atypique des technologies médicales — les seules à devenir de plus en plus coûteuses avec le temps — ont alimenté une puissante inflation.

Inflation galopante

Le prix des dépenses de santé ont augmenté deux fois plus vite que le taux d'inflation générale durant les années 50, et pratiquement autant dans la décennie suivante. La polémique autour de l'ANS a refait surface. Au lieu de cela, la Grande société a accordé Medicare aux personnes âgées et Medicaid aux pauvres (1).

Des milliards supplémentaires ont alimenté le complexe médico-industriel, relançant l'inflation, et la campagne pour une ANS. Nixon y a répondu par une nouvelle politique — la médecine de compétition et de grandes entreprises. Des subventions encourageaient la création d'organisations de défense de la santé (ODS) et les

entreprises à offrir aux travailleurs assurés la possibilité d'adhérer à l'une d'entre elles. Alors que les premières ODS ont été conçues comme des coopératives médicales, les ODS façon Nixon obéissaient à une logique de rationalisation et de contrôle des dépenses.

L'idée même d'ANS a été achevée lors du coup d'Etat droitier de la fin des années 70 (2), mais l'inflation médicale a continué. Reagan a continué à encourager les ODS, la médecine des trusts et de la compétition et a inauguré le financement des hôpitaux de type Medicare en fonction d'un forfait calculé sur des feuilles de soins plafond, plutôt qu'avec un chèque en blanc. L'inflation hospitalière a été stoppée mais les frais non-hospitaliers ont augmenté plus rapidement. Bush n'a été capable d'apporter que des recettes triviales et aujourd'hui oubliées — des passeports de la santé pour les pauvres et des réductions d'impôts pour les autres.

L'équipe Clinton, quant à elle, promeut le financement par l'Etat du système

* L'auteur est directeur de publication de la revue, *Left Business Observer*. Cet article est paru dans le numéro du 16 février 1993 et a été ici raccourci.

1) "Grande société" était le nom du programme de politique sociale de Johnson, qui insistait sur le développement de l'Etat-providence.

2) Avec l'arrivée au pouvoir du réaganisme.

de santé. Avant de se pencher sur ses probables propositions, il faut faire le tour du marasme actuel.

Aucun pays n'est en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis en matière de dépenses de santé — 12,4 % du Produit intérieur brut (PIB) en 1990 et jusqu'à 14 % en 1992. Mais nulle part on n'en a aussi peu pour son argent. Les dépenses du Canada en matière de santé se montent aux trois quarts de celles des USA, celles de la Grande Bretagne à la moitié en pourcentage.

La Turquie, avec 35 %, est le seul pays à couvrir une plus faible portion de ses dépenses de santé avec des subventions gouvernementales que les Etats-Unis (42 %) ; la moyenne de l'organisation pour le coopération et le développement économique (OCDE), sans les Etats-Unis, dépasse les 75 %. Mais les dépenses de santé des Etats-Unis sont telles, que 42 % de couverture publique représente une part du PIB (5,2 % en l'occurrence) équivalente à celle des pays possédant un système national de santé. Et encore ne s'agit-il là que des dépenses publiques, la part privée représente 7,2 % supplémentaire du PIB, légèrement en-deça de la moyenne de la dépense totale de santé, publique et privée, dans les 23 pays de l'OCDE.

Moins pour plus cher

Le problème de santé aux Etats-Unis est surtout un problème de tarifs artificiellement gonflés, et pas celui d'un usage excessif. Les Etats-Unis sont le seul pays à avoir connu une brusque augmentation des dépenses médicales entre les moyennes des années 1960-70 et celle des années 80. En Suède, en Norvège et en France, l'inflation des dépenses de santé est devenue plus faible que l'inflation générale. De plus la répartition des dépenses aux Etats-Unis entre médecins, hôpitaux, médicaments et le reste n'est pas la même qu'ailleurs.

Dans l'absolu, 14 % du PIB consacrés à la santé ne sont peut-être pas excessifs ; une société civilisée y consacrerait sans doute d'avantage. Mais il est indubitable que les 800 milliards de dollars qui sont actuellement dépensés le sont mal à propos. Dans une étude portant sur sept pays, Barbara Starfield plaçait les Etats-Unis en dernière position pour les indicateurs fondamentaux de la santé et aussi pour le rapport qualité-prix. Le nombre de médecins pour 1 000 habitants aux Etats-Unis est inférieur à la moyenne de l'OCDE et le nombre d'hôpitaux est environ moitié moindre. Les notions élémentaires comme la santé publique, l'environnement et la nutrition sont ignorées au profit d'inter-

vention exotiques et coûteuses. La mortalité est un quart plus élevée que dans les autres pays du G7, et l'espérance de vie plus courte. Enfin, plus de 35 millions de personnes — 14 % de la population — n'ont pas eu d'assurance de santé en 1991 et près du double n'ont été assurés que de façon intermittente.

Les promoteurs du système actuel affirment qu'il coûte cher parce que c'est le meilleur du monde, et soutiennent, selon les mots du représentant texan, Dick Arme, que des réformes « *sacrifieraient la qualité sur l'autel du libre accès pour tous* ». Arme ne sait pas faire la différence entre la complexité et la qualité. Les Etats-Unis sont au premier rang mondial en matière de pontage de l'artère coronaire et d'angioplasties (nettoyage des artères obstruées) même si la plupart de ces opérations sont médicalement insignifiantes.

Cet engouement pour des opérations extrêmement chères contraste avec l'adoption très lente par la médecine des Etats-Unis des traitements des infarctus cardiaques par des médicaments qui dissolvent les caillots, une technique peu coûteuse mise au point par les services de santé européennes.

Les droitiers rabâchent qu'une intervention excessive de l'Etat et un développement insuffisant du marché sont aussi à blâmer — même si les Etats-Unis ont le système le moins étatisé de tout le vieux monde et que l'inflation médicale s'est aggravée depuis que la compétition est devenue politique officielle dans les années 70. Lorsque le Canada a adopté son système de santé subventionné par l'Etat en 1971, ce pays et les Etats-Unis dépensaient chacun 7 % de leur PIB en dépense de santé. En 1990, la pourcentage était de 12,3 % pour les Etats-Unis contre 9 % pour le Canada.

Coûteuse fragmentation

L'inflation médicale est due à la fragmentation du système de santé des Etats-Unis. Les milliers de niveaux de gouvernements sont impliqués, de même que des milliers d'autres assureurs privés, praticiens et fournisseurs — et de plus en plus, de comptables et de consultants.

Une étude de Steffie Woolhandler et David Himmelstein, estime que les coûts administratifs aux Etats-Unis sont trois à quatre fois plus élevés qu'au Canada et représentent la moitié de la différence de dépenses de santé entre les deux pays. Les hôpitaux canadiens n'ont pratiquement pas d'équipe de facturation, et étant donné que les autorités provinciales sont les seuls assureurs, les tarifs d'assurance sont minimes.

Les plans de santé au Canada consacrent 0,9 % des dépenses à des polices d'assurance, tandis que le chiffre aux Etats-Unis est de 3,2 % pour Medicare et 12 % pour les assureurs privés. Les dépenses de Medicare sont gonflées de contrats avec des assurances privées, qui facturent leurs services sept fois plus que cela ne coûte au Canada de prendre en charge les ordonnances.

Cherté généralisée

Les coûts administratifs ne sont pas seuls en cause. Les médecins des Etats-Unis gagnent 5,5 fois le salaire moyen, contre 4,5 fois à la fin des années 70 (malgré une augmentation du nombre de médecins par habitant), alors que les praticiens allemands gagnent quatre fois le salaire moyen, les canadiens 3,5 et les japonais 2,5. Le prix des médicaments y est plus élevé que partout ailleurs ; un service national peut imposer de meilleurs prix aux fabricants que des distributeurs fragmentés.

En moyenne, un patient paye un cinquième de ses dépenses de santé de sa propre poche ; le reste est payé par les fonds d'assurance publics ou privés. La part des paiements directs par famille est passé de 9 % des revenus en 1980 à 11,7 % en 1991, d'après une enquête de Families USA (qui n'a travaillé que sur des ménages avec parents et enfants).

Les travailleurs payent le prix de leur assurance de santé par de plus bas salaires. Mais les exigences des milieux d'affaires pour un contrôle des prix — par exemple, les récriminations de Chrysler sur ses dépenses de santé deux à trois fois plus élevées que celles des entreprises étrangères — révèlent que l'addition est salée pour ces derniers aussi.

Les réformateurs officiels insistent sur la nécessité de faire payer d'avantage le consommateur afin qu'il y réfléchisse à deux fois avant d'aller chez son médecin. C'est une stratégie grossière. Une étude sur la répartition des dépenses montre que le fait d'avoir à payer pour sa santé décourageait en effet la consommation, mais que cela décourageait autant les dépenses de santé utiles que les autres. Au niveau international, d'autres exemples infirment cette politique. La France ressemble aux Etats-Unis dans ce domaine mais, partout ailleurs, les paiements directs sont pratiquement nuls et on dépense nettement moins.

La santé est encore plus éloignée du modèle de marché compétitif des politiques économiques officielles que le reste du monde réel. L'accès aux cercles des praticiens est strictement régulé par le gou-

vernement et les associations professionnelles, de sorte que la compétition est limitée. Les gens ne sont pas enclins à faire des économies de bouts de chandelles lorsque leur vie est en question, par conséquent les logiques classiques de minimalisation des dépenses sont inopérantes — particulièrement lorsqu'un tiers paye la note.

Les gens n'ont d'autre choix que de confier leur sort à des experts qui sont sensés agir aux mieux des intérêts de leur patients, mais dans un système de paiement à l'acte, plus les cliniciens en font, plus ils gagnent. Il serait difficile d'imaginer un système plus générateur d'inflation.

Avec l'augmentation des prix, les assureurs privés sont devenus de plus en plus restrictifs dans le choix de ceux qu'ils acceptaient de couvrir, soulignant par là une contradiction fondamentale des assurances privées. Les assurances existent pour limiter les risques individuels en par-

Les contrats sont révisés régulièrement et les gens qui tombent malades souvent exclus.

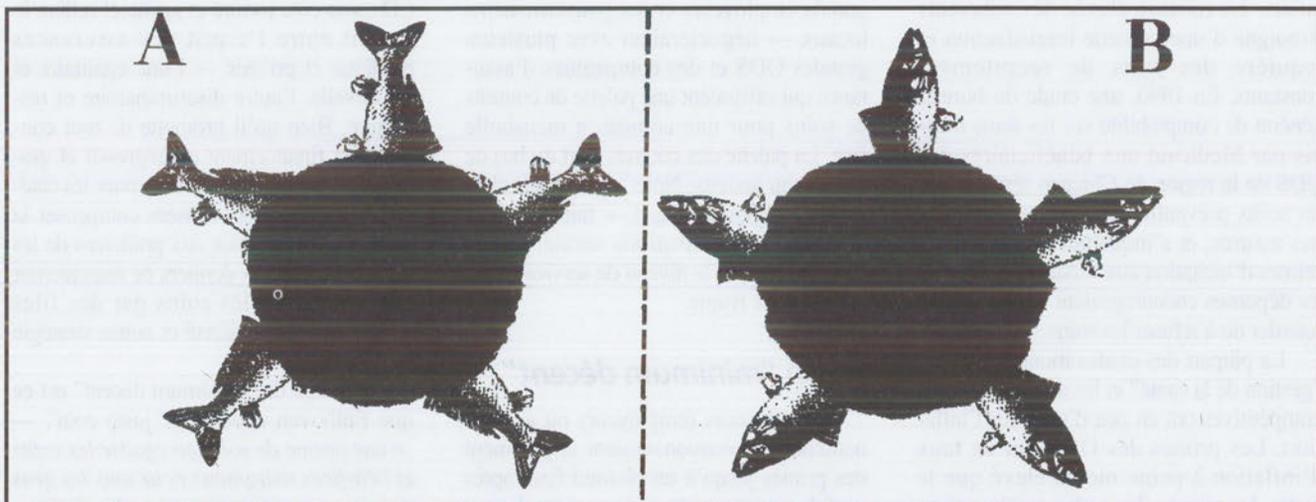
Le client idéal est celui qui ne fait jamais valoir ses droits. Mais comme il se fait rare, les assureurs contrôlent les coûts des soins. Ils s'investissent donc de plus en plus dans la sphère médicale à travers ce qui s'appelle le "gestion de santé".

"Gestion de santé" recouvre toute une variété de stratégies de contrôle des tarifs privés — et des prestations reçues —, pratiquées par les assureurs et les ODS, et pouvant aller jusqu'à des restrictions sur le choix du médecin ou de l'hôpital, un contrôle total des traitements et l'imposition d'un second diagnostic pour la chirurgie. Toute stratégie de contrôle des coûts digne de ce nom devrait vérifier les tarifs et la qualité des traitements des prestataires, mais le système des Etats-Unis n'est en rien sensé. Dans la plupart des pays, les feuilles de soins des prestataires sont

En fait, les contrôleurs privés interfèrent d'avantage que que n'importe quel système public. Les médecins d'aujourd'hui ressemblent aux mécaniciens du 19^e siècle qui ont perdu graduellement le contrôle sur leur travail, leur qualification et leurs outils au profit des grandes compagnies. La science de la rentabilité a commencé à décomposer le travail des médecins en une chaîne d'assemblage de composants.

Dépossédés par les trusts

La "clintonisation" du système de santé promouvra sans doute les ODS. Pourtant, quelles que soient leurs différences, toutes proposent des prestations fixes en échange d'une cotisation mensuelle. La plupart des ODS utilisent les cotisations en passant des contrats avec un réseau de cabinets médicaux, individuels ou groupés, auxquels elles adressent leurs



tageant les frais sur une population plus large. Mais cela peut prendre plusieurs formes. A une extrême, il y a la protection sociale publique dont les principes sont l'universalité et l'égalitarisme. A l'opposé, les assurances privées, cherchant à optimiser le profit, ne veulent pas entendre parler d'égalité et d'universalité.

Payés à la tâche

A l'inverse, les primes sont calculées en fonction du coefficient de risque de l'assuré, et les plus exposés ont du mal à s'assurer, à quelque prix que ce soit. Les assureurs privés classent des branches industrielles entières comme étant "à risque" : le bâtiment (accidents), la médecine et les professions du droit (litiges), le spectacle et le sport (drogue, sexe et grosses voitures), de même que les coiffeurs, esthéticiens et décorateurs (SIDA).

contrôlées ; au Canada, par exemple, les médecins qui ont des dépassements d'honoraires fréquents sont contrôlés.

Au Etats-Unis, les assureurs vérifient tous les cas et procédures individuels, une méthode à la fois mesquine et inefficace. Dans le New Jersey, le centre de gestion de la santé emploie 200 personnes pour couvrir 110 000 personnes, autant que les employés d'un centre provincial de planification de la santé canadien qui en couvrirait 1,5 million. De plus, sous le régime de la "gestion de la santé", la norme est déterminée en secret par les institutions privées, sur des critères financiers.

Après des décennies de campagnes de calomnies contre la prétendue "médecine socialisée" — où les patients ne pourraient pas choisir leur médecin et où les bureaucrates interféreraient sur les jugements cliniques des praticiens — la "gestion de la santé" est en plein essort.

membres.

Une petite minorité de ces organismes fonctionnent, néanmoins, sur le modèle salarial — dans lequel les médecins sont des employés travaillant sur place. La cotisation fixe est sensée encourager la prévention plutôt que les soins curatifs (une sorte de "maintenance de la santé") et impose une discipline des prix aux prestataires. Le travail préventif des ODS donne apparemment peu de résultats, par contre ce sont des utilisatrices des stratégies de contrôle des dépenses ; certaines vont jusqu'à lier la rémunération des médecins à leur efficacité en matière de réduction des dépenses, perspective inquiétante pour le patient !

A l'instar des assurances, quelques ODS ne résiste pas à la tentation de la sélection — en acceptant parmi leur membres ceux qui sont en bonne santé et en évitant ceux qui sont vraisemblable-

ment malades. Certaines populations sont préférées à d'autres ; selon les mots d'un rapport récent de Paine Webber, « *Les ODS ne fonctionnent pas très bien... dans les milieux ruraux et dans les centres économiquement sinistrés des villes. Par contre, elles réalisent de bonnes performances en ce qui concerne le tissu urbain peu dense et les banlieues.* »

Certaines stratégies d'écrémage sont particulièrement ingénieuses, telles celles qui consistent à installer le bureau des adhésions au deuxième étage, de façon à éviter les infirmes, ou à ne proposer des consultations psychiatriques coûteuses que par téléphone, sachant que les personnes en détresse ne diront probablement pas tout à un interlocuteur téléphonique.

"Maintenance" de la santé

Les 550 ODS n'atteignent pas toutes ces extrémités, mais on peut soupçonner que la santé n'y est pas toujours traitée au mieux. La rotation élevée des adhérents témoigne d'une certaine insatisfaction et requière des frais de recrutement constants. En 1990, une étude du bureau général de comptabilité sur les soins fournis par Medicaid aux bénéficiaires des ODS de la région de Chicago révélait que les soins préventifs des enfants n'étaient pas assurés, et s'inquiétait de ce que les primes d'incitation aux médecins à réduire les dépenses encourageaient ces derniers à retarder ou à refuser les soins.

La plupart des études montrent que la "gestion de la santé" et les autres stratégies compétitives ont eu peu d'effet sur l'inflation. Les primes des ODS ont un taux d'inflation à peine moins élevé que le reste. Au mieux, il y a des améliorations ponctuelles des prix, mais l'inflation revient très vite. Réalisant que le système avait besoin d'une réhabilitation plus profonde, Alan Enthoven, professeur d'économie à Stanford, qui a encadré les petits prodiges du Pentagone au temps de Mac Namara, a élaboré un plan de transformation totale du système de santé, appelée "compétition dirigée" (CD).

Enthoven admet que, si les sociétés ne sont pas obligées de fournir des soins de santé complètement égaux pour tous, elles sont moralement astreintes à un "minimum décent". Le libre marché n'étant pas à même d'accomplir ce devoir moral, il faut y suppléer par une action collective. Toutefois, sans la discipline du marché, le contrôle des coûts et la discipline de la qualité manqueraient. Une "serre de marché" doit être mise sur pied et entretenue.

Bien qu'Enthoven n'ait cessé de raffiner sa CD depuis sa première proposition, en 1977, son essence est inchangée. De

Le paradoxe des emplois

Si les dépenses de santé des Etats-Unis étaient, en valeur relative, les mêmes qu'au Canada, elles reviendraient à 200 milliards de dollars en moins. Le système de santé des Etats-Unis peut être, par ailleurs, considéré comme une machine à créer des emplois.

Un article de David R.H. Hiles, dans le numéro de novembre 1992 de *Monthly Labor Review*, souligne que le secteur de la santé a créé 3 millions d'emplois entre 1980 et 1991, un sixième des emplois créés dans la période. Des augmentations de personnel substantielles ont été observées dans tous les domaines, et les salaires ont augmenté six fois plus que la moyenne nationale. Les emplois dans les hôpitaux ont augmentés de 33 %, dans les cabinets médicaux de 74 %, dans les assurances de santé de 81 %. Le rapport personnel-patient dans les hôpitaux des Etats-Unis est deux fois plus élevé qu'en Allemagne, et trois fois plus qu'au Japon.

Les bénéfices de l'informatisation du travail, note Hiles, semblent avoir été plus que compensés par l'énorme paperasserie requise par la "gestion de la santé". Les compagnies d'assurance ont embauché des milliers de consultants — des emplois socialement inutiles mais qui sont nécessaires pour assurer un investissement délirant mais lucratif. S'il devait y avoir un jour un système de santé avec financement unique, la conversion pourrait bien s'avérer aussi douloureuse que le passage de l'industrie militaire au civil. ★

grands sponsors — le gouvernement fédéral dans la proposition originale, puis les grands employeurs et les gouvernements locaux — négocieraient avec plusieurs grandes ODS et des compagnies d'assurance qui offriraient une palette de contrats de soins pour une cotisation mensuelle fixe. La palette des contrats irait du bas de gamme au luxueux. Nous serions tous classés en groupes de risque — faible, moyen et élevé. Les cotisations seraient alors déterminées par le niveau de service et par le groupe de risque.

Un "minimum décent"

Les sponsors (employeurs ou gouvernements) subventionneraient le paiement des primes jusqu'à un plafond fixé, après quoi le consommateur ou son employeur payerait en fonction des revenus du premier. Les usagers, y compris les travailleurs les plus démunis, auraient toujours quelque chose à payer pour qu'ils se souviennent que tout a un prix. Les patrons ne proposant pas d'assurance payeraient un impôt de 8 % sur leur masse salariale, charge qui, selon Enthoven, devrait être ponctionnée sur les salaires. Le gouvernement paierait les primes pour les sans-emplois, en utilisant l'impôt sur la masse salariale (financé par les salaires) — ce qui revient à faire payer les classes moyennes pour les pauvres. Les coûts seraient jugulés par la compétition entre prestataires, et non par un contrôle des prix ni par la négociation d'un budget.

Ceci s'écarte du schéma de marché pur selon lequel les sponsors et le gouvernement doivent "encadrer" la compétition — en imposant des normes, vérifiant les soins, imposant une couverture pour tous et faisant des appels d'offre pour obtenir

les meilleurs tarifs pour les usagers.

Il y a beaucoup à redire au système CD ; son côté torturé et artificiel reflète le conflit entre l'esprit des assurances publique et privées — l'une égalitaire et universelle, l'autre discriminatoire et restrictive. Bien qu'il promette de tout couvrir, son financement est régressif et gradué. Des primes plus élevées pour les catégories à risque sont sensées compenser la demande qui est faite aux praticiens de les accepter, mais ces derniers ne manqueront pas de refuser les soins par des files d'attente, la grossièreté et autres stratégies de découragement.

La jauge du "minimum décent" est ce que Enthoven appelle le "juste coût" — « *une norme de soin qui égalise les coûts et bénéfices marginaux pour tous les gens qui ont un revenu moyen dans la société* ». En clair : un indigent ne pourrait être soigné que si un travailleur moyen peut leur rapporter l'équivalent de ce que coûte le traitement durant le temps dont il a rallongé la vie du malheureux.

Les théoriciens de la CD y voient un facteur de consolidation industrielle massive, avec des faillites et des fusions d'assureurs et de praticiens par milliers. Si cela peut réduire les cas de double emploi et leur coût administratif, ce sera compensé par la création *ex nihilo* de structures administratives entièrement nouvelles : celles des sponsors.

Les intérêts de qui vont-ils servir et de quelle façon ? L'adhésion annuelle signifie une grande rotation et un recrutement forcé, de patients ce qui est coûteux, perturbateur et peut conduire les programmes à prendre l'habit pour le moine. Enthoven affirme que le nombre de candidats assureurs doit être maintenu à un niveau optimal — assez pour garantir une compéti-

tion vigoureuse, mais pas trop, pour éviter la fragmentation et les redondances. Mais, selon une étude réalisée par des collègues d'Enthoven, seules les moyennes et grandes métropoles ont une population suffisamment dense pour soutenir le choc de la compétition entre trois programmes d'assurance, ce qui exclut de un à deux tiers de la population des Etats-Unis.

La compétition dirigée sort de l'esprit d'un économiste, pas d'une expérience humaine. Une première confrontation des conseils d'Enthoven avec le monde réel est la réforme, malvenue autant qu'impopulaire, du service national de santé (SNS) britannique par Thatcher-Major, système que Enthoven avait jadis décrit comme congelé par l'égalitarisme. Bien que l'accès universel y soit garanti, l'égalitarisme en est absent, à la place il y a un marché intérieur. Les hôpitaux sont aujourd'hui administrés par l'Etat et les médecins sont d'avantage "responsables" de leurs honoraires (il faut voir un maximum de patients et lésiner sur les traitements). Les services de santé régionaux passent maintenant des contrats avec ces praticiens semi-privés et en compétition les uns avec les autres.

Réformer pour sinistrer

Cela ne s'est pas très bien passé : le système est dans un état de paralysie organisationnelle et en crise financière. L'argent aurait dû affluer, mais il s'est raréfié dans les hôpitaux des centres villes au profit des hôpitaux de banlieue, moins chers. Par conséquent, les hôpitaux des centres villes seront nombreux à fermer, tandis que les files d'attente s'allongent dans les autres — confirmant ainsi les prédictions d'Enthoven, qui a dit que les fermetures d'hôpitaux devraient devenir aussi familières que les fermetures d'usines. Les suppressions de lits, elles, n'ont jamais été aussi nombreuses.

Le chargé d'affaires d'une compagnie d'assurance californienne, John Garamendi, a proposé une version "soft" de la CD, qui a été appuyée par John Judis et Paul Starr (3). A la place de l'armada de sponsors d'Enthoven, Garamendi voudrait instituer des Coopératives d'achat en assurance de santé (CAAS) au niveau régional. Le système serait financé par un impôt sur la masse salariale, avec déduction atténuant les charges des petites entreprises. Les dépenses seraient contrôlées par un budget global, qui ne saurait en aucun cas augmenter plus vite que l'impôt précédent.

Le "sponsor" unique, le financement par l'impôt et le budget global rendent le projet libéral, mais pour le reste, c'est largement le schéma "Enthoven" du bailleur

de fonds qui négocie avec une poignée de gros prestataires (les assureurs et les ODS qui auraient survécu au choc industriel) pour aboutir à un nombre limité de programmes de santé, à des primes en rapport avec les risques et indexées sur les revenus. Starr estime que ce projet requièrerait 53 milliards de dollars de dépenses publiques supplémentaires, principalement pour les non-assurés, comblées grâce à l'impôt sur la masse salariale. Ainsi, comme avec Enthoven, la charge financière repose sur les travailleurs imposables et les classes moyennes — une disposition typique du système d'Etat-providence réellement existant aux Etats-Unis tel qu'il est aujourd'hui.

Faire payer les travailleurs

Des sondages récents révèlent que l'opinion publique est favorable à l'ANS. Les gens sont particulièrement préoccupés par le financement de leurs soins. Les deux-tiers des sondés ont peur de ne pas avoir les moyens de payer des soins à long terme et presque la moitié de ne pas pouvoir assumer la charge financière d'une maladie grave.

Le public exige des médecins et des normes gouvernementales en matière de soins, pas des compagnies d'assurances ou des hôpitaux. Bien que les réponses révèlent une grande peur de la paperasserie et de la surveillance de la population, une majorité, parfois très large, préférerait un système national et universel à la canadienne, tout spécialement s'il est financé par des impôts sur les médecins, les hôpitaux et les ménages dont les revenus dépassent 50 000 dollars.

Ce n'est pas ce que demandent les porte-paroles de l'élite — la grosse finance, ses intellectuels de service et les pages éditoriales du *New York Times* —, ils s'alignent plutôt derrière Enthoven. On peut s'attendre à ce que les "clintoniens" proposent quelque chose ressemblant à la CD. Les milliers de compagnies d'assurances et de praticiens qui sont condamnés à disparaître dans un système CD, se plaindront sans doute, forts de leur influence au Congrès. S'il s'avérait que la CD signifie davantage de restrictions et plus de dépenses, il pourrait s'ensuivre une révolte. L'administration Clinton n'a pas encore fait preuve de l'habileté politique et du sang-froid nécessaires pour assurer la CD d'une victoire sur les fortes résistances qu'elle suscitera.

L'efficacité et l'accès seraient mieux servis par un schéma avec financement unique, mais préserver l'industrie de l'assurance privée est sans doute plus important aux yeux de Clinton.

En terre de capitalisme, les hôpitaux, à l'instar des écoles, sont les endroits où la pauvreté, la désintégration sociale et le saccage de l'environnement et les périls des lieux de travail se payent. Il n'est pas étonnant que la première puissance mondiale, où la politique sociale est la plus barbare, soit aussi le pays où les dépenses de santé sont les plus fortes.

La plus barbare

Aussi, comme le soutiennent Navarro et ses collègues, l'image libérale de la profession médicale — avec la mode des professionnels surdoués, célébrée par Arnold Relman ancien directeur de publication du *New England Journal of medicine* et, de façon plus critique, par Paul Starr — planne sur une réalité immonde.

Il s'agit d'idéaliser les cartels de praticiens, qui ont su maintenir des revenus élevés, empêcher la couverture universelle et garder un extraordinaire degré d'autonomie professionnelle, tout en feignant d'ignorer les liens étroits existant entre les praticiens et les classes supérieures qui dirigent les grandes compagnies, et qui les juchent au sommet d'une pyramide très hiérarchisée de travailleurs de la santé.

Cette vision ignore la mercantilisation de la santé ; l'attention portée aux maladies plutôt qu'à l'entretien de la santé, la chosification des patients et leur transformation en autant de morceaux de viande malade, la priorité aux traitements lucratifs qui stimulent le capital aux dépens de mesures de santé publique qui ne rapportent rien.

Et cette conception oublie que le système de santé moderne n'a pas été conçu uniquement par des médecins, mais par des hôpitaux et la hiérarchie de fondations dont les conseils d'administration et les dirigeants sont généralement issus de l'élite des trusts, par les compagnies d'assurances, ces bailleurs de fonds immensément riches de tout acteur économique, et des compagnies pharmaceutiques, qui exercent le plus juteux des commerces légaux du monde. ★

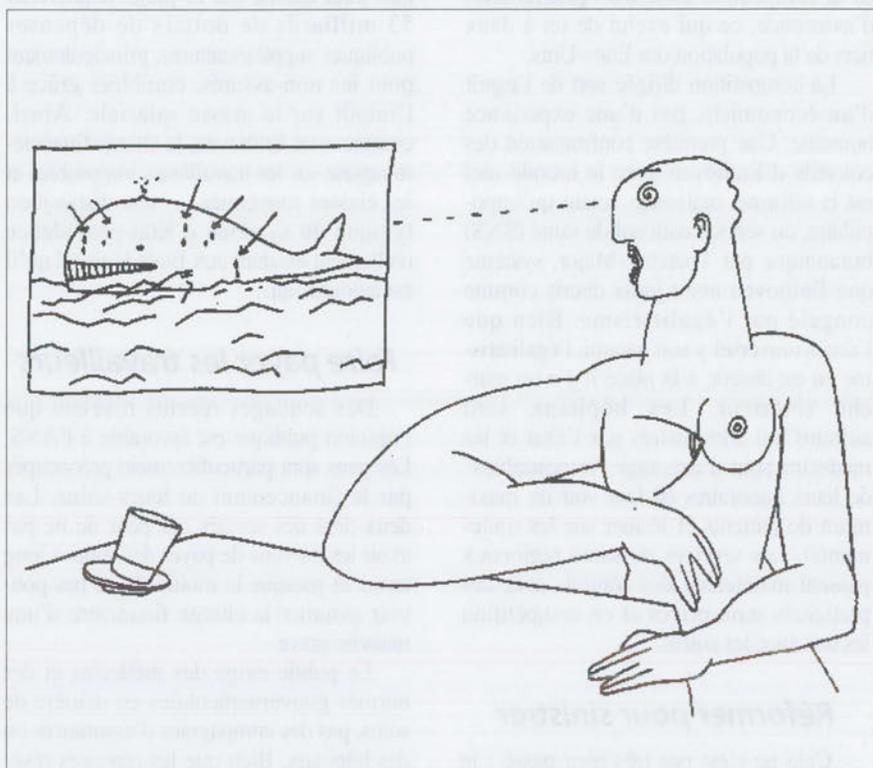
Left Business Observer,
16 février 1993

3) John Judis est auteur de *The Social Transformation of American Medicine*, co-directeur de *The American Prospect*. Paul Starr est professeur à Princeton détaché comme conseiller d'Hilary Clinton

Quid de l'écologie politique ?

La conférence de Rio de 1992 a consacré la place décisive des problèmes écologiques. Non bien sûr qu'une quelconque solution ait été apportée à ces derniers ; le déroulement de la Conférence a confirmé ce que tout observateur attentif savait déjà : les intérêts des puissances occidentales, ceux des Etats-Unis en particulier, empêchent toute prise en compte autre que démagogique et sans lendemain de questions peut-être décisives pour l'avenir de l'ensemble de l'humanité. Mais l'existence même de la Conférence est un signe d'une prise de conscience mondiale qu'on ne doit pas sous-estimer.

Sami JOSHUA



La gauche socialiste révolutionnaire, avec quelque retard sans doute, a de son côté entamé une réflexion théorique et programmatique qui doit la conduire non seulement à "tenir compte" de l'écologie, mais aussi à renouveler ses conceptions traditionnelles. Ce processus n'en est qu'à ses débuts, mais déjà une question se pose à elle, celle de l'existence, parfois ancienne dans l'occident capitaliste, de mouvements qui prétendent fonder, à partir de l'écologie, une vision politique globale, conduisant à une critique sociale parfois radicale. D'où la question qu'aborde ce texte : quelles sont les bases possibles d'une alliance programmatique avec ces courants tels qu'ils sont ? Est-elle possible ? A quelles conditions ?

Il n'est que trop clair que l'approche en termes de "base sociale" n'est pas celle que je retiens. Je m'intéresse ici uniquement aux programmes et aux pratiques de ces derniers pour aborder la question. En ce sens, il est déjà entendu que je ne m'adresse qu'à une partie de l'écologie — qualifiée ici de démocratique, pour aller à l'essentiel ; le terme de "gauche" serait plus compréhensible dans nos rangs, mais n'est guère utilisable tel quel pour distin-

guer entre les tendances écologistes. Cette restriction est déjà d'ailleurs une des conditions d'une alliance stratégique : tant que des écologistes "démocratiques" se vivront comme plus proches de certains éco-fascistes que des marxistes, rien ne sera possible.

Supposons tout de même que ce partage ait lieu, au moins sur le plan programmatique. Comment concevoir une alliance ?

Notre part du chemin

Il existe dans le domaine de la réflexion sur les rapports humains avec la nature deux grands courants traditionnels : les déterministes, qui considèrent que l'environnement écologique détermine pour l'essentiel ce que l'homme peut faire de la nature, et les possibilistes qui ne voient aucune limite *a priori*. Les premiers ont eu historiquement tort, puisque le développement des derniers siècles a montré, que cet environnement pouvait être réellement bouleversé. Cependant, ce déterminisme peut être récupéré sur un mode idéologique : la modification s'étant révélée réelle, la transgression d'un tabou majeur se payera, le drame est à venir. On

ne touche pas impunément à l'équilibre naturel ! Après tout, le Docteur Frankenstein a effectivement transmis la vie à sa pauvre créature : mais pour quels malheurs ! Sur cette base idéologique, pas d'alliance possible ; elle permet le développement de toutes les tendances passéistes, et, comme mythe, n'en déplaît aux nouveaux amoureux du romantisme, elle est surtout paralysante quand à la possibilité d'imaginer et de construire des solutions neuves pour l'humanité — c'est-à-dire touchant à nouveau aux rapports de l'homme avec la nature. Il ne fait pas de doute que les marxistes, malgré tel ou tel garde-fou, ont en général versé du côté du possibilisme.

Le cadre en est une survalorisation des données sociales dans la délimitation des rapports possibles avec la nature. Seul un mode de production donné, le capitalisme, empêcherait un développement impétueux des forces productives, dans lequel la manipulation de la nature n'est qu'affaire de volonté, de rupture idéologique. Sous sa forme extrême, c'est Lyssenko, ce "biologiste" qui prétendait s'émanciper des lois de l'hérédité mendélienne, celles-ci étant par nature "bourgeoises". Mais même Engels y cède plus d'une fois, en

particulier dans la *La Dialectique de la Nature* où il décrit des "lois de la dialectique" à partir desquelles il juge du bien fondé de telle ou telle hypothèse scientifique.

Ce type d'appréhension marque toute la littérature marxiste, plus spécialement quand sont évoquées des limites possibles à la toute puissance humaine dans le domaine du vivant. On peut s'interroger d'ailleurs sur le fait que la reconnaissance de contraintes physico-chimiques est d'emblée admise par tout le monde, mais pas celles de nature géologique ou surtout biologique. "Tous les corps s'attirent en raison directe de leur masse, et en raison inverse du carré de leur distance" : qui la reconnaissance de cette "loi d'airain" empêche-t-elle de dormir?

Et bien il convient désormais d'admettre que des contraintes du même type existent dans les relations avec la nature prise dans son approche écologique, (écosystèmes, biocénoses et biotopes). C'est une limitation supplémentaire de principe à la toute puissance humaine sur laquelle on peut aisément s'entendre (1).

Dominer la domination

Mais pas au nom d'un introuvable équilibre naturel. Sur la plus grande partie de la planète désormais, le paysage, les espèces végétales et animales dépendent très directement de l'activité humaine. Ce processus déjà ancien n'a fait évidemment que s'accélérer. Ce qui fait de "l'équilibre naturel" un référent introuvable, à moins d'inclure d'une manière intrinsèque l'activité transformatrice de l'homme dans la définition éventuelle de cet équilibre. C'est, me semble-t-il le seul cadre raisonnable où poursuivre la réflexion sur les problèmes écologiques.

Reconnaître une contrainte ne veut pas dire s'en accommoder ; c'est en revanche la condition *sine qua non* de la possibilité de la dominer. De la loi newtonienne de l'attraction des corps (tous les corps s'attirent en raison directe de leur masse et en raison inverse du carré de leur distance), il s'en suit que tous les corps tombent vers la terre. Mais il ne s'en suit pas que l'on ne puisse pas voler, et même si l'on n'est pas un oiseau. Imaginer le faire comme Icare, ou Léonard de Vinci, c'est échouer à coup sûr.

Ce n'est qu'en ayant l'humilité de reconnaître d'abord que je ne peux que tomber que j'ai des chances d'inventer l'avion, lequel "tombe" aussi, mais supplée à cette chute en permanence. L'alchimie ne peut rien, que se nourrir de faux espoirs, dans sa recherche de la pierre philosophale qui devait transformer le plomb

vil en or pur. La reconnaissance de la contrainte imposée par la nature, et énoncée par Lavoisier (« rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ») permet au contraire la naissance de la chimie. Dans une conception non positiviste de la science, les contraintes mises à jour par l'écologie sont exactement de la même nature que celles touchant aux sciences plus anciennes ; il n'y a pas de raisons particulières de leur réserver une place différente, sauf à reprendre la vieille hiérarchie des sciences d'Auguste Comte, avec la physique trônant au sommet, mais en renversant pour l'occasion l'impact idéologique de la classification (la physique du côté de la technique et du mal, l'écologie du côté du naturel et du bien).

Bien entendu, les objets traités par l'écologie sont des objets structurellement complexes. Les facteurs minimums à prendre compte pour produire un modèle pertinent dans le cas d'une étude écologique d'un système même fort simple sont tout de suite en nombre important, et le cadre théorique abstrait qui a fini par s'imposer en écologie est celui de la systémique, soit l'étude des objets complexes en évolution dynamique du fait de l'interrelation de leurs parties constitutives et des relations entretenues avec les autres systèmes. La plupart des systèmes de ce genre évoluent vers leur destruction. Certains évoluent vers un état d'équilibre, autrement dit, se survivent comme système identique (plus ou moins) à lui-même pendant un temps jugé suffisant dans le cadre du modèle choisi.

Prévoir par le chaos ?

La physique sait depuis longtemps prévoir *a priori* des cas d'une telle évolution. Elle essaie de prévoir, avec de plus en plus de succès, grâce aux théories du chaos, des situations en quelque sorte intermédiaires entre les deux cas extrêmes esquissés ci-dessus. De son côté, malgré les fulgurants progrès de l'écologie théorique, l'écologie est pour l'instant surtout fiable quand elle travaille *a posteriori* (un système qui dure longtemps a de bonnes raisons d'être en équilibre, et on va expliquer pourquoi, comme on va chercher, souvent avec succès, les raisons d'un déséquilibre soudain), et les mêmes théories du chaos inclinent plutôt au pessimisme quant à la pertinence des modèles prospectifs globaux et à moyen terme.

Mais la science bouge vite et cela aussi peut changer. Finalement, s'il est vrai que les résultats de l'approche écologique bouleversent le contenu de ce que l'on peut entendre par "domination de la nature" ; mais comme le fait toute révolu-

tion scientifique. En aucun cas, ils ne remettent en cause la spécificité de l'activité humaine qui est principalement de se soumettre la nature, de la faire fonctionner à son profit (ce qui suppose, on l'a vu, d'en déterminer les contraintes), bref, de la dominer. Admettre l'importance majeure des effets de la révolution capitaliste ne conduit-il pas à reconnaître qu'aucun retour en arrière n'est possible ? En dehors donc de la recherche d'un mytique équilibre naturel, la plupart des mouvements de l'écologie politique ne prêchent-ils pas pour "d'autres rapports avec la nature", "un éco-développement" ? Or un "éco-développement", c'est un développement quand même, c'est-à-dire une maîtrise accentuée, et non pas diminuée, sur la nature.

Si cela est, ne pourrait-on se passer de quelques facilités démagogiques, qui font tilt dans le grand public, mais n'ont pas d'assises autres qu'idéologiques ? Un des trois "principes" dont certains ont affublé l'écologie propose la "solidarité inter-espèces". Nul ne conteste que la disparition d'une espèce animale ou végétale soit irréversible, entravant gravement l'utilisation future de la diversité génétique. Au point que les américains comptent bien "protéger" ces espèces à leur manière, c'est-à-dire en préservant d'un côté un accès totalement libre à toutes les souches dans le monde entier, tout en soumettant de l'autre la conservation à brevet. Mais s'en suit-il qu'il faille imaginer une solidarité au sens plein de ce terme ? D'où vient ce "principe" sinon de la référence toujours mythique à un "équilibre" introuvable ? Il est facile d'obtenir la une des médias avec la défense des baleines, de l'ours des Pyrénées et de l'éléphant d'Afrique. Mais en quoi serions-nous "solidaires" des insectes ravageurs ? L'objet même de l'agriculture "biologique" n'est-elle pas de modifier l'équilibre entre espèces au détriment de celles considérées comme nuisibles ? Belle "solidarité" pour les espèces éliminées !

Gare à l'angélisme !

C'est l'écologie elle-même qui devrait nous garder de l'angélisme sur cette question. L'équilibre d'un écosystème y apprend-on est le produit d'une lutte entre espèces aussi souvent que d'une coopération entre elles, bien loin d'une toute anthropomorphique solidarité. La partie rationnelle du bien-pensant "principe" de la solidarité inter-espèces tient en ceci que, contrairement à la croyance qui a sous-

1) Biocénose : Association d'animaux et de végétaux qui vivent en équilibre dans un milieu biologique donné. Biotope : milieu biologique déterminé offrant à une population animale et végétale bien déterminée des conditions d'habitat relativement stable.

tendu des pratiques millénaires, l'intervention en un point d'un écosystème a un effet sur l'ensemble de la chaîne, et donc, un coût potentiel. Il s'en suit un brutal rappel aux réalités en ceci que non seulement il faut évaluer, si on le peut, ce coût, mais qu'il faut abandonner l'idée d'une solution définitive, même à des problèmes apparemment bien maîtrisés. A l'exemple de l'apparition du phénomène de la résistance aux insecticides et aux antibiotiques, la presse écologiste est pleine de ces mises en garde. Salutaire rappel à l'ordre. Mais par quelle contrebande ceci se traduit-il par un principe général de non-intervention ? Par le détour idéologique de "l'équilibre naturel". Encore et toujours.

« *Etre radical, c'est prendre les choses à la racine ; or, pour l'homme, la racine, c'est l'homme lui-même* ». Cette citation du "Jeune Marx", celui des *Manuscrits*, tout pétri d'idéalisme, a du bon, me semble-t-il. Quel autre référence que l'intérêt de l'humanité pour se guider dans des choix toujours difficiles ? Mais, sous cette forme, avec les bémoles nécessaires, cette référence est-elle vraiment inacceptable pour tous les écologistes ?

Rejeter le productivisme

Admettons donc qu'un accord puisse être trouvé sur la base d'une intervention raisonnée sur la nature. Encore faut-il lui donner un contenu. Comment juger de la "raison" en la matière ? Par la science, lit-on chez trop d'écologistes. Mais aussi chez les signataires du manifeste "anti-écologiste" de Heidelberg (2). Dans ce dernier, une constellation de prix Nobel est venue mettre en garde contre les "choix irrationnels" imposés par les écologistes et réclamer "qu'on tienne compte de la science". C'est-à-dire leur science à eux, la seule vraie, tout le monde l'aura compris, et non celle de ces petits barons qui se poussent du col, font leur beurre de prévisions alarmistes et grugent leur monde par médias ignorants interposés.

Or, il faut à tout prix s'en persuader : la science ne permet pas de trancher dans beaucoup de cas considérés pourtant comme cruciaux. La politique doit reprendre ses droits, et conduire à des choix quant à l'avenir que nous voulons

pour l'humanité. Seule la projection dans l'avenir, avec une gestion risquée, aléatoire, des choix nouveaux (et toujours renouvelés) qui seront à faire ouvre en fait des perspectives réalistes.

Les écologistes affirment que la mise en coupe réglée de la planète, les taux de croissance de la production des biens matériels, les taux de croissance de la population elle-même nous conduiront à l'implosion. Bien qu'on ne puisse savoir avec certitude s'ils ont raison sur tel ou tel point, on peut en effet être impressionnés



non par la comparaison statique des chiffres de progression, mais par le rythme de celle-ci. L'Afrique pourrait abstraitement vivre avec une densité de population proche de celle de la Hollande, mais on ne voit pas par quel miracle elle pourrait, à échelle prévisible et quelque soit le régime social en place, supporter à temps l'augmentation de sa population.

Pour les écologistes, combattre cette évolution, c'est aussi combattre l'idéologie productiviste pour qui l'accroissement des biens matériels est un bienfait en soi, indépendamment du contenu qualitatif de cette production. L'appel des écologistes doit être entendu comme une volonté de changer en partie les bases du calcul écono-

mique, en intégrant les coûts lointains et indirects de la production, tout en engageant un débat multidimensionnel sur les choix d'orientation de celle-ci. Qu'importe après tout si certains d'entre eux estiment avoir déjà tranché l'essentiel de ce débat (entre autres, sur la façon d'assurer une progression massive des capacités productives dans les pays dominés de la planète) : cette exigence générale rencontre absolument la nôtre.

Pour moi, l'abandon du productivisme ne tient pas seulement à des questions écologiques. Il me semble que c'est aussi une condition nécessaire au communisme lui-même : la construction de ce dernier est autant liée à l'accroissement de la maîtrise populaire sur le procès de travail qu'à la diminution relative de la sphère du travail contraint.

En ce sens, le productivisme comme idéologie est effectivement incompatible avec l'avancée vers l'extinction de la division sociale du travail (or, sans cela, pas de communisme), et avec la maîtrise démocratique des choix sociaux. Je ne reprends pas cela ici, mais il est clair que je suis d'autant plus à l'aise pour juger possible d'accepter l'abandon du productivisme, que ça me paraît aussi une condition majeure du succès du communisme.

Nouveau débat sur la démocratie

Puisque l'on touche par là à la réflexion sur les conditions du pouvoir populaire, on peut aussi rencontrer par une autre voie les préoccupations écologistes. Par le biais de la "défense de l'environnement", s'ouvre tout un champ nouveau d'interrogations sur le fonctionnement et les conditions de la démo-

2) L'appel de Heidelberg, signé par des scientifiques et quelques autres personnalités, s'attaque « à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social ». Plaidant pour une écologie scientifique, l'appel dénonce les a priori d'un "état de nature idéalisé". « Notre intention, disent les signataires, est d'affirmer la responsabilité et les devoirs de la science envers la société dans son ensemble. Les plus grands maux qui menacent notre planète sont l'ignorance et l'oppression et non pas la science, la technologie et dont les instruments, dans la mesure où ils sont gérés de façon adéquate, sont des outils indispensables qui permettront à l'humanité de venir à bout, par elle-même et pour elle-même, de fléaux tels que la surpopulation, la faim et les épidémies ». *Le Monde*, 3 juin 1992.

cratie. Il s'agit en fait des conditions de compatibilité entre la réalisation d'exigences démocratiques locales (voilà comment, moi, je désire vivre) et la matérialisation du fonctionnement de la démocratie à l'échelon central. Souvent les écologistes présentent faussement ces rapports comme étant sans contradiction par nature, "l'environnement" souhaitable pour l'un étant aussi celui que souhaite l'autre. Il n'en est rien. On doit d'ailleurs à la vérité de dire que ce problème est aussi très sous-estimé dans nos rangs, cette fois-ci par une candeur certaine sur l'abord de ces questions et l'universalisme un peu raide qui imprègne notre réflexion culturelle.

Ici, plus que de positions convergentes, c'est un espace de débat commun qui peut s'ouvrir avec l'écologie politique, au plus grand profit des deux bords.

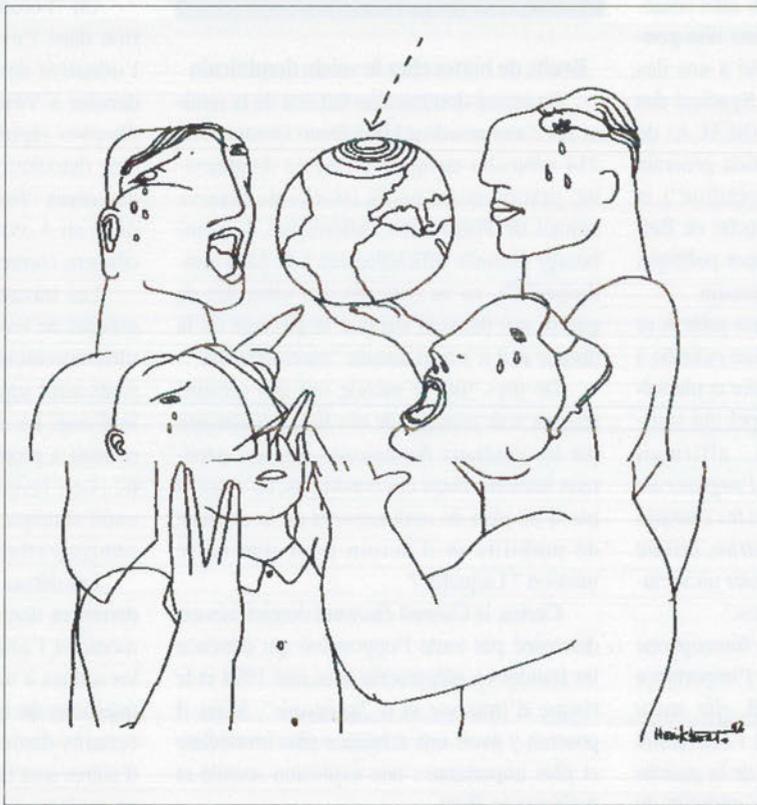
Si tout ceci pouvait trouver un prolongement dans une lutte commune contre le capitalisme en tant que système social, ce ne serait plus d'alliance mais de fusion qu'il faudrait parler. On n'en est pas là. Peut-être pour de simples raisons conjoncturelles, notre retard dans le renouvellement du marxisme sur ces questions d'un côté, mais surtout la crise de la perspective socialiste ayant séparé momentanément des voies cousines.

Contre le tout marché

Mais peut-être aussi pour des raisons théoriques de fond. Dans la presse écologique, on ne voit guère d'alternative aux rapports sociaux globaux du capitalisme. Les plus systématisées "à gauche", admettent souvent ouvertement ces rapports comme incontournables, au moins pour toute une époque historique. Si bien qu'il n'est pas impossible d'imaginer une sorte de "compromis historique" entre la vision écologique et des capitalistes "modernes" qui accepteraient globalement la contrainte écologique. Cela reviendrait à faire rentrer cette contrainte dans le cadre plus général de la marchandisation, et donc à faire de l'écologie elle-même un nouveau marché. On en vit des signes tous les jours, depuis l'écologie comme argument de vente, jusqu'à l'industrie de dépollution, celle de la gestion des eaux, des déchets, etc. Il est

donc absurde de poser comme principe que le capitalisme ne peut, par nature, faire face aux contraintes écologiques. Il le fait à sa manière, c'est entendu, ne s'occupant que de la demande solvable, et donc presque uniquement de la sphère "développée" du monde. Mais il le fait, et de plus en plus. Ce faisant, il a potentiellement les mêmes capacités, et les mêmes limites, que dans d'autres domaines ; c'est du moins ma conviction.

Cependant, sur certaines de ces questions, ses limites traditionnelles — liées à l'incapacité de dépasser durablement un point de vue local, immédiat, dominé par la recherche du profit — ne peuvent-elles heurter des exigences écologiques de portée mondiale et de moyen terme ? Certain-



nement, mais c'est déjà le cas pour une pléiade d'autres domaines, dont le domaine économique "classique".

En conséquence, si les problèmes à résoudre se modifient, ceux de nature écologique s'ajoutant aux autres, l'incapacité — ou la capacité limitée — du capitalisme à y faire face s'enracine toujours dans ses principes de fonctionnement majeurs. Si on estime que l'urgence des problèmes écologiques à résoudre à l'échelle mondiale rend vital le fait de dépasser cette incapacité constitutive, cela devrait conduire à renforcer encore la lutte contre un système qui empêche, structurellement, de rechercher et de mettre en œuvre des solutions à ce niveau.

Sauf exceptions, parfois notables, on ne trouve pas dans la presse des écologistes politiques une option aussi nette. Cela dit, dans les mêmes documents, la critique du profit immédiat, de la toute puissance de la marchandise, de la dictature du marché sont partout.

Incohérence pour les uns...

Ce qui apparaît comme une incohérence théorique pour nous ne semble pas l'être pour eux. Voilà donc déjà un terrain de débat. Mais aussi un réel terrain d'alliances. Dans chaque choix à effectuer, depuis celui de l'aménagement d'une piste de ski jusqu'à celui de la politique démographique, en passant par celui entre le train et l'auto, se laisse-t-on guider d'abord par la "rentabilité économique" (le profit capitaliste), ou mettons-nous en avant d'autres critères?

Evidemment, la lutte contre les rapports sociaux capitalistes, et non seulement leurs conséquences, même majeures, est liée à d'autres options théoriques et stratégiques, par exemple la construction de l'unité et de l'indépendance de classe. Elles ne peuvent sans doute pas être posées centralement dans l'immédiat, ceci tenant aussi à la faiblesse des perspectives de classe elles-mêmes. Mais la plage de recouvrement des préoccupations est déjà notable en l'état.

En définitive le débat sur les bases d'une alliance possible avec l'écologie politique se révèle donc utile et efficace. Utile en

ceci qu'elle devrait conduire à reconsidérer toute une partie de l'approche marxiste. Intéressante car, au delà des rejets sectaires comme des importations frauduleuses, elle permet de dégager de véritables bases d'alliance durables, lesquelles devraient bien finir par avoir leur traduction dans la pratique sociale quotidienne. Mais cela est une autre histoire. ★

Mars 1993

Succès du 1er mai unitaire à Bruxelles

Près de 2 300 personnes ont participé au rassemblement "La fête ensemble". Elles ont participé aux quatorze forums traitant des défis posés à la gauche aujourd'hui. C'est un formidable succès pour les organisateurs regroupés dans le collectif unitaire fondé voici un an à l'initiative des camarades du Parti ouvrier socialiste.

La dynamique unitaire a joué à plein. Se retrouvaient dans le collectif aux côtés de nos camarades, plusieurs associations de citoyens, les Libertaires, le Parti communiste, quelques représentants du parti Ecolo, des élus socialistes de gauche, des organisations non-gouvernementales, un syndicat affilié à une des deux grandes confédérations (le Syndicat des employés techniciens et cadres (SETCA) de Bruxelles, membre de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) "socialiste"), et des artistes. A l'échelle de la gauche en Belgique, cela constitue un événement politique qui ne devrait pas rester sans lendemain.

Une couche de militant(e)s est prête à se mobiliser pour une option socialiste radicale à condition que la dynamique unitaire et plurielle soit clairement affirmée. L'appel qui sous-tendait ce rassemblement affirmait notamment : « *Nous mesurons l'urgence de rassembler dans un large courant les énergies autour d'une alternative mobilisatrice, brisant le pouvoir de l'argent et optant pour un socialisme écologique et démocratique* ».

Le Soir, le premier quotidien francophone du pays ne s'est pas trompé sur l'importance du rassemblement : « *La FGTB, elle, avait préféré se retrouver en soirée à l'Université libre de Bruxelles dans une fête de la gauche élargie* ». En effet, en plusieurs endroits du pays, les mauvaises relations entre le Parti socialiste/Socialistische partij au gouvernement et le syndicat FGTB se sont exprimées par le refus de la FGTB de participer aux activités traditionnelles du PS.

Au point que le PS de la capitale a supprimé son cortège habituel, et mis sur pied une fête concurrente à "La fête, ensemble" et a critiqué la FGTB pour son refus de rejoindre cette fête, l'accusant d'agir avec les "groupuscules gauchistes", les "nostalgiques". Par ailleurs, le Parti du travail de Belgique (PTB) mao-stalinien, organisait "son" 1er mai mis sous le signe des "derniers vrais communistes" (sic !). Parmi les invités annoncés, Erich Honnecker, Luis Arce du Sentier lumineux, le PT de Corée... ■

**HAITI****Bruits de bottes chez le voisin dominicain**

La presse dominicaine fait état de la remise par l'ambassadeur US à Santo Domingo de 214 véhicules tactiques à l'armée dominicaine, pratiquement neufs (stocks de réserve venant de Porto-Rico, Allemagne, Luxembourg) destinés officiellement à la lutte antidrogue. Or, ce ne sont pas des véhicules de guerre qui peuvent enrayer le passage de la drogue et il n'y a ici aucune "narco-guerilla".

De plus, tout le monde sait que certains réseaux sont protégés de très haut, notamment par les généraux dominicains liés aux généraux haïtiens. Dans ces conditions, ne s'agit-il pas d'un plan de renforcement de la capacité de mobilité et d'action pour une autre mission ? Laquelle ?

Certes, le Conseil électoral dominicain est désavoué par toute l'opposition qui dénonce les fraudes en préparation pour mai 1994 et le risque d'impasse et d'"aventure". Mais il pourrait y avoir une échéance plus immédiate et plus importante : une explosion sociale et politique en Haïti.

Le vice-ministre dominicain des Affaires étrangères Fabio Herrera Cabral a d'ailleurs fait allusion à cette échéance le 13 de ce mois. Après avoir tenté de justifier le commerce plus que jamais florissant avec Haïti par des nécessités "humanitaires", il a ajouté une autre justification : « *l'autorisation de ce commerce a empêché que se développe en Haïti une explosion sociale incontrôlable* ».

Le viol des résolutions d'embargo de l'OEA, qu'il a pourtant toutes votées, ne peut être plus clair. A noter de plus que l'armée américaine est déjà présente en République dominicaine où elle participe à divers travaux : elle vient de construire un pont à Bani, s'apprête à moderniser la base des forces aériennes de Puerto Plata (à 150 km de vol de

la ville haïtienne du Cap) et à construire un centre médical dans cette même ville de Puerto Plata. L'année dernière la marine de guerre américaine a signé un accord de coopération avec la marine US.

Quant à la France, elle continue à former des pilotes de guerre des Forces aériennes dominicaines. C'est cette même force aérienne qui a pilonné les quartiers populaires de Santo Domingo lors de la révolution de 1965, y faisant des milliers de morts. ■

EX-YOUGOSLAVIE**Manifestations le 8 mai**

Un "Forum pour la paix et la réconciliation dans l'ex-Yougoslavie" s'était tenu à l'initiative des Verts français en septembre dernier à Vérone, avec des participants de diverses républiques de l'ex-Yougoslavie. Une deuxième session, de ce qu'on appelle désormais "Forum de Vérone" s'est déroulée du 2 au 4 avril. Plusieurs associations de citoyens contre la guerre étaient là.

Les travaux se sont déroulés au sein de groupes de travail dont nous rendrons compte ultérieurement. Bien que plusieurs participants aient souhaité une initiative européenne le 8 mai, les difficultés de mobilisation ont conduit à proposer ce jour-là, des manifestations en faveur d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique, contre le dépeçage, contre le nettoyage ethnique.

Les débats de Vérone, comme ceux qui se déroulent dans tous les collectifs en Europe, montrent l'éclatement des points de vue sur les actions à mener, dès lors qu'on aborde les questions de la guerre à proprement parler : certains demeurent des pacifistes radicaux, d'autres sont favorables à la levée de l'embargo sur les armes à destination des Bosniaques, d'autres enfin sont pour une intervention étrangère imposant par exemple des formes de protectorat.

Des désaccords existent également sur l'attitude à adopter face au plan Owen-Vance. Mais un consensus émerge partout sur la nécessité de mener librement tous ces débats, sans se paralyser et se diviser sur les actions communes possibles : en faveur des médias indépendants, en liaison avec tous les mouvements anti-nationalistes et anti-guerre, pour des valeurs anti-racistes, contre les exclusions, en solidarité avec toutes les victimes de la guerre.

Des manifestations nationales sont notamment prévues à Strasbourg, Stuttgart et Genève. ■